Parti Socialiste
Comite directeur
13 septembre 1986

(Matinée)

Sommaire

Le président (Claude Estier) 1
Jean Poperen (Rapport d'activité) 2
Michel Pezet 9
Michel Charzat 11
Marcel Debarge 12
Lionel Jospin 17
Jean-Paul Bachy 28
Bernard Roman 33
Véronique Neiertz 36
Le président (Claude Estier) 39
Marie-Thérèse Mutin 39
Guy Vadepied 40
Christian Goux 42
Jack Lang 45
Pierre Mauroy 50
Louis Mermaz 56
Jean-Pierre Chevènement 61
Robert Chapuis 68
Lionel Jospin 75
Jean Poperen 75
Marie-Noëlle Lienemann 82
Jean Le Garrec 86
Gérard Fuchs 90
Bernard Morin 92
(Vote des deux résolutions, concernant les fédérations (nouveaux adhérents) et la Convention nationale sur l'emploi) 94

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Camarades, avant de donner la parole à Jean Poperen, je dois consulter le Comité directeur sur la façon dont nos travaux vont se dérouler aujourd'hui.
Comme vous avez pu le voir, le Bureau exécutif a retenu trois voix pour notre ordre du jour.
Rapport d'activité de la Direction nationale : examen de la situation politique, calendrier de campagne du Parti, et en troisième point, suite données aux

Coll. Fondation Jean-Jaurès

décisions de la Convention de juin 1986, organisation et vie du Parti, préparation de la Convention sur l'emploi.
Une question se pose sur laquelle je vous consulte : souhaitez-vous que ces trois rapports soient faits à la suite et qu'il y ait une discussion sur l'ensemble des problèmes soulevés ou préférez-vous qu'il y ait une discussion à partir du premier point, c'est-à-dire examen de la situation politique.
Je prie ceux qui sont d'avis qu'il y ait une discussion globale sur l'ensemble des trois points de lever la main
…
(La majorité)
Avis contraires ?
…
Nous allons donc procéder ainsi, ce qui veut dire que je vais donner la parole à Jean Poperen pour le rapport d'activité, ensuite à Michel Pezet, pour le calendrier des campagnes d'action du Parti et ensuite à Jean-Paul Bachy, pour la Convention sur l'emploi… je vous demande pardon, j'ai fait une erreur. Le rapport sur les suites aux décisions de la Convention sera fait par Marcel Debarge naturellement.
La parole est à Jean Poperen.

Jean Poperen (Rapport d'activité)

Chers camarades, notre Comité directeur est le premier après trois mois suivants la Convention de fin juin et c'est une période qui, pour avoir été celle de l'été, a été riche en événements politiques, et notamment notre action parlementaire peut en témoigner.
Je voudrais rapidement évoquer le travail accompli par divers secrétariats pendant cette période estivale.
D'abord dans le domaine culturel. Le secrétariat à la presse et à la culture a pris l'initiative de la rencontre/dialogue pour la culture et la communication organisée pour la 6ème année consécutive en Avignon, à l'occasion du festival, les 22 et 24 juillet.
Manifestation qui a permis de mesurer les premières conséquences des premières réductions budgétaires intervenues dans le cadre du collectif. Les débats ont obtenu une forte participation d'élus, délégués fédéraux, professionnels du spectacle, responsables d'événements culturels. La séance de clôture a réuni plus de 300 personnes autour de Lionel Jospin et a permis de rappeler que pour les Socialistes, la culture est une priorité.
Le Secrétariat national a également participé à la préparation et à l'animation du premier forum sur la culture organisé à Florence les 6 et 7 juillet par l'Union des Partis. La résolution adoptée à l'issue des ces journées dénonce l'inadaptation des conceptions libérales et souligne l'urgence d'un renforcement de la coopération européenne.
Le secrétariat aux fédérations et au contentieux s'est efforcé pendant cette période de trouver des solutions provisoires dans quelques fédérations traversées par des difficultés internes… vous admirez la périphrase… nous y reviendrons

Fondation Jean Jaurès

dans la journée. Je laisse le soin à Marcel Debarge ou à Daniel Vaillant d'y revenir.
Le secrétariat a suivi, en relation avec le secrétariat aux élections, la désignation des candidats aux sénatoriales et plus particulièrement en Guadeloupe et dans le Tarn-et-Garonne. Il a par ailleurs satisfait une soixantaine de demandes d'orateurs nationaux pour la fête de la Rose, les banquets républicains et les élections partielles.
L'organisation de stages est aussi une de nos activités de l'été et c'est la tâche du Secrétariat national à la formation qui a réuni cette année plus de 150 militants représentants 70 fédérations.
Cinq stages étaient programmés.

- L'immigration.
- Le PS face à la Droite et à l'extrême droite.
- Le PS et les institutions.
- La France, l'Europe et le monde.
- La France et la crise.

Après réactualisation, le secrétariat à la formation vient de rééditer la brochure de base du Parti qui est disponible aujourd'hui.
Ce secrétariat travaille maintenant à la réalisation d'une plaquette d'information à l'usage des nouveaux adhérents dont la diffusion coïncidera avec la journée des nouveaux adhérents le 4 octobre prochain.
Le temps de l'été a aussi favorisé les contacts entre le MJS et les jeunesses Socialistes de Catalogne, d'Autriche, de plusieurs groupes de RFA, mais aussi avec plusieurs organisations de jeunesses Communistes étrangères. Le MJS prépare maintenant son Conseil national du 21 septembre.
Le secrétariat à l'Education nationale a mis au point le matériel de campagne de rentrée : un tract grand public distribué par les fédérations, et un argumentaire/canevas.
Le secrétariat prévoit de réunir son collectif le 23 septembre avec pour ordre du jour l'examen de la rentrée scolaire. Et le dernier projet Devaquet sur l'enseignement supérieur.
Plusieurs rencontres sont programmées avec les syndicats prochainement.
Le secrétariat au secteur public à réagi par des articles communiqués et argumentaires au processus de privatisation de l'économie engagé et adopté par le gouvernement Chirac. Michel Charzat reviendra la-dessus dans un instant.
Le secrétariat à la coordination et aux élections a naturellement suivi la préparation des élections sénatoriales et analysé les scrutins des élections partielles.
Dans l'affaire du découpage, les fédérations ont été informées immédiatement de l'avis de la commission dite des sages et invitées à transmettre leurs remarques au Conseil d'Etat qui a été saisi de nombreux dossiers. Un argumentaire a été fourni dans les jours suivants, tandis que nous mettions en chantier le fameux "livre noir" que vous avez, je pense, maintenant, élaboré dans des délais records grâce à la coopération rapide et efficace des fédérations concernées.

Fondation Jean-Jaurès

Je dis au passage, entre parenthèses, parce que c'est naturellement un problème que je comprends bien, que nous avons dû faire un tri, mais nous avons pris soin hier d'insister, et nous insistons d'ailleurs dans la plaquette pour dire que ce choix n'est pas exhaustif et d'ailleurs, le délégué général à cette question, Pierre Martin, a donné hier toute une série d'exemples qui a submergé les journalistes présents tellement il y en avait. Ils sont également dans le livre tout aussi parlants. Que les choses soient claires, que ceci ne soit pas retenu comme le fait qu'il y a 24 départements où ça ne vas pas et que partout ailleurs cela va, mais on ne pouvait pas faire une thèse. On a un peu choisi en accord avec les fédérations en général.
Enfin, je tiens à souligner l'activité du Premier secrétaire, et pas seulement dans la région où il mène notre combat, avec l'énergie que chacun a pu apprécier.
Retenons aussi sa participation au séminaire organisé par Willy Brandt et Abba Eban sur les relations entre les Socialistes européens et Israël, et une intervention au stage d'été du Frioul.
D'ailleurs, je pense que notre secrétaire, notre Premier secrétaire, vous dira tout à l'heure quelques mots au sujet de son combat. Vous avez pu apprécier son énergie et il semble qu'il en ait résulté une dynamique dans les départements.
Nos groupes parlementaires à l'Assemblée et au Sénat ont été aussi, comme on l'a remarqué particulièrement actifs, tout au long de ces deux mois.
Jusqu'à la Convention nationale du 28 juin, l'activité parlementaire avait été limitée, prouvant ainsi l'impréparation totale de la majorité élue le 16 mars. Depuis lors, au cours d'une très longue session extraordinaire, pendant l'été le rythme s'est accéléré - précipité même - malgré ou à cause de l'utilisation répétitive et presque systématique de tous les moyens de procédure par le gouvernement Chirac.
Celui-ci n'a eu, semble-t-il, qu'un objectif : réduire à néant, si possible en quelques mois, un travail législatif que la Gauche avait mis cinq ans à conduire dans la négociation et la concertation, en limitant le plus possible les capacités d'expression et de contre-proposition de l'opposition.
L'Assemblée a examine notamment, faut-il le rappeler en rappelant ce qu'a été le combat de nos camarades tant à l'Assemblée Nationale qu'au Sénat.

- Le projet de loi Méhaignerie qui tend a favoriser l'investissement et a faciliter l'accession a la propriété de logements sociaux.
- Le projet de loi relatif aux modalités des privatisations, dont l'examen a tourne court par l'utilisation du 49-3. Le parlement n'aura donc jamais pu débattre au fond des deux projets de privatisation.
- Les quatre projets Chalandon/Pasqua, ainsi que le projet relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France.
- Enfin, fin août, a été examiné, dans les conditions que vous savez, le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle.

Les textes Chalandon/Pasqua, comme celui intéressant la communication, ont fait l'objet de recours devant le Conseil constitutionnel. Les premiers ont eu les suites que nous savons ; elles ont démontré le bien-fondé des remarques Socialistes. Nous devons, pour le dernier, connaître les conclusions du Conseil

Collection Jean Jaurès

dans les prochains jours.
Rappelons enfin que l'Assemblée n'a jamais eu connaissance du projet Pasqua de re-découpage des circonscriptions électorales.
Cette session extraordinaire, durant laquelle nos groupes parlementaires auront été en première ligne, aura présenté de notre point de vue plusieurs caractéristiques.

- D'abord, une volonté de nos parlementaires, députés et sénateurs, de conduire un travail législatif sérieux. L'arme de l'obstruction n'a pas été utilisée comme en avait abusé l'opposition d'avant le 16 mars. Le travail d'amendements a été important en volume, mais il a toujours été en relation directe avec le fond du texte examiné. L'opposition a souvent été ferme mais toujours la volonté de débattre pour défendre les valeurs auxquelles nous croyons a prévalu.
- En second lieu, un travail collectif entre les deux groupes parlementaires Socialistes a permis au Sénat - dans une Assemblée pourtant ultra-conservatrice et malgré des modifications jamais vues du règlement intérieur de la haute assemblée prises pour réduire au silence l'opposition - de faire entendre la voix des Socialistes. Cette collaboration étroite entre les deux groupes doit se prolonger au cours de la phase budgétaire que nous abordons maintenant.
- Enfin, le groupe de l'Assemblée, après cinq ans dans la majorité, a mis en place une procédure d'examen de l'avant-projet de budget 1987 qui a permis, après avoir réuni une quinzaine de groupes de travail composés de membres du Secrétariat national, d'experts et de parlementaires, de déterminer les grandes lignes de nos positions face au budget de Chirac.

Ces positions, rendues publiques dès jeudi pour l'essentiel, après le passage de Balladur à "L'heure de vérité", seront affinées, après la présentation du projet par le gouvernement le 15 septembre devant la Commission des finances de l'Assemblée, aux journées parlementaires du groupe qui se tiendront, je le rappelle, à Macon, le 30 septembre et le 1er octobre.
Au travers même donc de cette activité parlementaire durant la fin de la session ordinaire et toute la durée de la session extraordinaire, il apparaît bien qu'après une phase un peu incertaine qui a suivi le 16 mars, les mois d'été ont été marqués par l'accélération de la mise en œuvre du programme de la Droite, de la plateforme UDF/RPR. Le rouleau-compresseur de la marche arrière passe !
On peut faire aujourd'hui un premier bilan, au-delà de l'évocation que je viens de faire des débats parlementaires, de ce que la Droite a déjà détruit, mais aussi peut-être de ce qu'elle menace de détruire, d'après un certain nombre de déclarations, dans les domaines les plus divers.

- Aggravation des inégalités fiscales.
- Loi de privatisation et mesures plus ou moins insidieuses dites de déréglementation dans les divers secteurs du service public. Rappelons ici les menaces de Douffiagues contre les cheminots : les "lampistes" privilégiés !
- Loi sur l'audiovisuel, comportant notamment le bradage de TF1.

Fondation Jean Jaurès

- Menaces de De Villiers contre les stations régionales de Radio France et contre Radio France Internationale.
- L'avertissement du député RPR Cousin, bras droit d'Hersant, qui voudrait que le gouvernement de droite aille encore beaucoup plus loin qu'Hersant, et d'ailleurs les prises de contrôle d'Hersant continuent dans un certain nombre de départements, le dernier en date étant - si je le sais bien, mais il y en a peut-être eu encore depuis - le Jura, comme vous l'avez vu ces derniers jours, je pense.
- Abrogation de la loi Quilliot au bénéfice de la loi Méhaignerie.
- Nouvelles dispositions de Monory en faveur de l'enseignement privé et série d'agressions contre les syndicats de la FEN, les mutuelles. Création d'un corps caporalisé des directeurs d'écoles, système de notation intronisant le favoritisme administratif.
- Enfin, et peut-être surtout, suppression de l'autorisation administrative préalable de licenciement : nous touchons ici à l'ensemble de la politique économique et sociale d'ores et déjà ressentie comme un net démenti aux promesses de la coalition RPR/UDF.

Sans doute, sur la lancée des résultats que le gouvernement de gauche avait obtenus, la majorité de droite a, pour le moment, maintenu l'inflation à un bas niveau et prolongé la situation excédentaire de notre balance des paiements. Elle s'est tenue en somme péniblement la tête hors de l'eau. Mais l'amorce de reprise de croissance enregistrée dès la fin de 1985 et au début de 1986 ne s'est pas confirmée. L'euphorie bénisseuse de Balladur n'annonce pas d'éclaircie. Lui-même l'a avoué. Et cela, au même moment - peut-être nous y reviendrons, c'est souhaitable en tout cas - où à nouveau des signes sont apparus de dégradation de la situation économique internationale, aux Etats-Unis même mais aussi au Japon.

Il apparaît donc dès maintenant que, sur la question essentielle, l'emploi, le pouvoir de droite n'a pas su tirer avantage, pour une nouvelle croissance, de l'assainissement économique que nous avions, au travers de beaucoup d'efforts, réalisé.

Bien sur, j'ajoute ici que cela donne toute son importance au débat que nous aurons tout à l'heure pour l'organisation de la Convention nationale du Parti sur l'emploi, parce que face à la non-réponse de la Droite, notre éventuelle réponse ou nos essais de réponse seront d'autant plus importants.

Chirac avait fait campagne sur le pari de la confiance, on devait faire confiance à la Droite et notamment, l'argent devait faire confiance, cette confiance n'est pas là, Balladur lui-même l'a dit, et en exprimant son irritation mercredi soir. Et pourtant, a-t-il ajouté, aucun gouvernement n'a fait autant de concessions aux détenteurs du pouvoir économique... Ce qui, d'ailleurs, est faire bon marché des efforts que nous avons faits nous-mêmes pour faciliter le redémarrage économique.

Du coup, le gouvernement de droite, par la voix de Séguin, n'offre d'autre perspective que d'institutionnaliser, si l'on peut dire, les 3 millions de chômeurs, sans doute, il n'y a pas de réponse facile, mais la résignation ici est impossible.

Contribution Jean Jaurès

Chacun mesure donc combien l'échéance de décembre de notre Convention sera importante, à la fois par les conclusions auxquelles nous aboutirons et par les débats qui les prépareront.
La Droite avait donc promis sur le chômage et la croissance, mais elle avait aussi promis sur la paix civile et la tranquillité publique, ce qu'elle-même avait appelé la sécurité. On sait ce qu'il en est : depuis six mois, ni les multiples variantes de la délinquance, ni la violence se réclamant de motivations politiques, n'ont fléchi. Il n'a malheureusement pas suffi de rouler les épaules pour faire reculer ces fléaux. Nous savons que nous sommes devant une redoutable menace et nous ne nous servirons pas des difficultés que rencontre le gouvernement pour instruire son procès. Les mesures qu'il prend ou prendra, compatibles avec les normes démocratiques, nous les soutenons, nous les soutiendrons. Nous ressentons l'inquiétude qui est celle de tous les Français. Nous en appelons à leur raison, à leur sang-froid. Nous leur demandons de ne pas céder au chantage à la peur, à la panique, qui est une arme privilégiée du terrorisme. Et même si nos moyens sont ici limités, d'autant plus dans l'opposition, nous voulons qu'ils servent à rendre les otages à leurs familles : ne nous résignons jamais devant ces pratiques barbares.
N'est-il pas indécent pourtant que les hommes de droite qui, déjà, avaient exploité sans retenue la délinquance et le terrorisme à des fins politiciennes quand nous avions la responsabilité des affaires, cherchent maintenant, semble-t-il, à échapper à leurs responsabilités en s'en prenant de nouveau à la Gauche ? Depuis six mois maintenant, c'est M. Pasqua qui est ministre de l'Intérieur ! Ce comportement grossièrement partisan compromet la cohésion nationale si nécessaire devant le redoutable défi lancé à notre société et à celle de l'ensemble de l'Europe occidentale.
Au total, il n'y avait sans doute pas de grande espérance, en tout cas nous l'avons ressenti comme cela, dans l'arrivée de la Droite au pouvoir : son succès électoral même, sans ampleur, le 16 mars, l'avait montré. Mais il y avait, assez largement répandu dans l'opinion, le sentiment qu'on pouvait accorder quelque crédit aux deux panneaux réclames de la plateforme RPR/UDF : croissance, emploi et sécurité.
Six mois plus tard, le désenchantement est donc au rendez-vous de la rentrée.
La crédibilité de la majorité élue en mars, qui n'a jamais été forte, s'est depuis trois mois sensiblement affaiblie. Et la lutte furieuse que se livrent publiquement les chefs et les clans de droite pour une succession à la magistrature suprême, qui n'est pas ouverte et qui pourrait bien, si l'on en croit toutes les enquêtes d'opinion de ces dernières semaines, ne pas du tout s'ouvrir pour eux, alourdit encore la perte d'audience de la majorité et de son équipe gouvernementale.
Aurions-nous du, dès les premiers moments du printemps, entrer en campagne contre la nouvelle majorité ? Personne chez nous a l'époque ne l'a demandé et nul, depuis lors, n'a exprimé le regret qu'on ne l'ait pas fait. Les Français, sans doute, ne l'auraient pas compris. Ils nous sont sûrement reconnaissants que nous ayons joué le jeu de l'alternance démocratique et que nous n'ayons pas déclenché contre le gouvernement une sorte de guerre civile froide, comme

d’autres l’ont fait des l’été 1981.
Nous avons respecté ce que l’on peut appeler la période probatoire et, aujourd’hui, en effet, les preuves sont là, déjà nombreuses hélas, et pour beaucoup de Français, convaincantes. L’opinion, la majorité de l’opinion ou, pour être plus rigoureux, la partie, souvent incertaine, de l’opinion, qui fait les majorités, a-t-elle basculé ? Sans doute pas encore. Les effets du reflux que nous avions éprouvés - et même s’ils s’étaient atténués dès les derniers mois de la législature - ne sont pas tout à fait dissipés.
Entre la moindre confiance qui nous a atteints hier et la perte de confiance du gouvernement de droite aujourd’hui, il y a donc dans une partie déterminante de l’opinion, en tout cas c’est ce que nous ressentons - mais c’est l’objet du Comité directeur de porter la-dessus, appréciation plus sure - comme une hésitation, comme une attente par rapport au choix politique.
Climat qui, naturellement, pourrait entretenir le contre-sens sur ce qu’on appelle la cohabitation. Les Français, évidemment, ne souhaitent pas de crise, pas de drame. Mais qui en souhaite ? Pas les Socialistes en tout cas. Simplement, pour les commodités de leur politique, les gens de droite ont répandu l’idée que la cohabitation signifiait que la Gauche laisserait la Droite faire sa politique ! Ce contre-sens intéressant a parfois pu provoquer quelques interrogations à gauche. Celles-ci paraissent aujourd’hui effacées. Le jeu démocratique, ce n’est pas de se résigner à la politique de la Droite, et c’est pourquoi, s’il y a encore des zones d’hésitation par rapport au choix politique, la volonté de s’opposer aux méfaits de la politique de droite grandit en de multiples secteurs d’activité socioprofessionnelle ou de la vie démocratique de notre pays. A divers signes on sent que de larges zones de l’opinion, stagnantes dans les premiers mois après le 16 mars, sont en train de se dégeler, de se débloquer.
Naturellement, comme toujours, tous les secteurs heurtés par l’accélération de l’offensive d’une politique de droite mâtinée d’extrême droite ne se mettent pas en mouvement d’un même pas. A chaque pas, il nous faut donc veiller que les différences de rythme ne provoquent pas des ruptures de rythme, des distorsions. C’est pourquoi il convient que l’intensité, l’ampleur de notre intervention soient soigneusement mesurées. De toute façon, nous savons qu’elle doit, en ces prochaines semaines, être vigoureuse. Le Comité directeur décidera sans doute d’en donner au Parti les moyens.
Au demeurant, dès avant la rentrée - je faisais allusion à l’évolution parlementaire du débat - le Parti a marqué une ferme résolution dans son action contre le projet Pasqua de nouvelles délimitations des circonscriptions législatives. Certains hommes de droite, M. Barrot entre autres, jugent que c’est là une préoccupation subalterne, au moment ou de si graves problèmes se posent aux Français, mais, les graves problèmes, le Parti Socialiste ne les ignore pas, il porte son effort sur leur solution, il va le montrer en cette journée. Mais c’est justement parce que notre pays a et aura dans les prochaines années à affronter de graves problèmes que l’expression de la volonté populaire telle qu’elle s’exprime par le suffrage des citoyens ne doit pas être faussée. Ou irions-nous si une majorité de voix devait donner une minorité de sièges à l’Assemblée

Nationale ? Ce n'est pas un problème accessoire ! Avec le projet Pasqua, c'est la règle démocratique de la représentation majoritaire qui est en cause, c'est l'alternance qui est menacée.
Nous en appelons, quant à nous, à tous les citoyens pour qu'avec nous ils défendent la démocratie !
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean Poperen.
Comme nous en avons décidé, je donne tout de suite la parole a Michel Pezet pour le rapport sur le calendrier et les campagnes d'action du Parti.

Michel Pezet

Chers camarades, je crois que c'est à Marcel Debarge qu'il appartiendra de tirer le feu d'artifice sur le contenu dans les différents secteurs du calendrier. Nous avons bien conscience qu'à l'occasion de cette rentrée, le Parti devait préparer une campagne de communication.
Après le résultat du mois de mars, le Parti a vu bien sûr sa communication, je dirai, momentanément neutralisée. Nous ressentions le contre coup normal de la défaite. La cohabitation connaissait un état de grâce et le Parti ne pouvait pas s'engager dans une offensive générale. Chacune de nos propositions, on en a bien conscience, aurait subi l'effet boomerang : que ne l'avez-vous fait quand vous étiez aux affaires ? La seule action que nous avons alors décidée était de mener une campagne de sensibilisation et d'adhésion pour accueillir ceux qui s'étaient battus à nos côtés, ceux qui étaient sensibles à nos valeurs et qui s'étaient manifestés. Cela a été la campagne autour de la force de la Gauche. Cette campagne a connu dans nos fédérations un vif succès et nous savons qu'elle se poursuit.
Nous sommes maintenant dans une deuxième phase. Certes, l'initiative politique appartient principalement au gouvernement. Il occupe le terrain, il remet nos réformes et nos travaux en cause, mais sommes-nous, nous, en état aujourd'hui de faire les propositions alternatives ?
La Gauche doit prendre plus nettement le chemin de l'opposition en exploitant la déception et le scepticisme ambiant. On a bien conscience que, pour l'opinion, la Droite n'a pas fait de miracle. Cependant, nous savons que nous ne pouvons pas avoir un discours irresponsable et que nous devons nous placer dans une opposition à la fois responsable, originale et subtile, et nous savons d'autant plus que nous sommes amenés à cette situation que l'opinion publique sait que le Président de la République peut prendre les grandes initiatives.
Une troisième phase à venir, au terme de laquelle nous pourrons à nouveau imaginer une campagne de communication, sera celle qui consistera à se repositionner comme force d'alternance, à partir du moment où nos travaux dans les Commissions seront achevés.
Quel est donc pour aujourd'hui l'objectif qui est le nôtre ?
A la fois, formuler la critique antigouvernementale et nous positionner par rapport aux rendez-vous électoraux futurs. C'est donc se placer résolument en

Fondation Jean Jaurès

dénonçant la Droite et pas simplement le gouvernement. Peut-être aussi cette dénonciation pourra-t-elle ramener à nous certains des abstentionnistes et des premiers déçus du libéralisme.
Une campagne de communication ne peut se faire sans définir les cibles. Nous devons, dans un premier temps, semble-t-il sensibiliser l'ensemble de l'opinion et ensuite, par cible, définir cette campagne selon les exigences du débat politique. Certes, nous n'avons pas les moyens financiers de réaliser une campagne de publicité traditionnelle comme à la veille du 16 mars. Il nous reste dès lors à entreprendre une campagne militante, re-mobiliser les militants avec un langage simple, direct et l'idée sur laquelle aujourd'hui nous travaillons, le thème qui a été avancé lors du dernier secrétariat, qui a été - mais il s'agit du thème - "la Droite se plante", nous apparaît familier sans être vulgaire, mémorisable, continuer à donner une image d'un parti jeune, sympathique, rappeler le ton que nous avions utilisé lors des dernières législatives. Mais il est certain qu'autour de ce thème, d'abord aujourd'hui les travaux du Comité directeur, également les travaux à la rue de Solferino de nos camarades responsables des fédérations à la communication qui doivent travailler sur ce thème, doivent éclairer et permettre ainsi au prochain Bureau exécutif du Parti d'être en mesure d'avoir plusieurs thèmes sur lesquels le bureau du Parti tranchera.
Les messages à faire passer : nous savons bien que le Parti aujourd'hui n'a pas suffisamment identifié des thèmes forts. Nous avons le thème bien connu : les riches contre les pauvres, mais les thèmes précis, généraux, n'apparaissent pas.
Il apparaît, par contre, que cible par cible : les petits épargnants, la fiscalité, les cadres et la fiscalité, la sécurité, sur ces différents thèmes, nous avons des propositions à faire, mais sur des thèmes horizontaux, c'est vrai que le Parti n'est pas en mesure encore d'en proposer.
Ce qui nous apparaît donc bon, c'est d'attaquer la Droite en essayant de retrouver les mêmes thèmes qu'elle avait utilisés contre nous, sur l'attaque contre le Socialisme et essayer donc de dire dès aujourd'hui que la Droite se trompe et qu'elle a trompé une partie de l'opinion.
Il s'agit donc de dire que, sur le thème central "la Droite se plante" ou un autre qui sera retenu, l'idée est de définir et de décliner par plusieurs affiches, dans les prochains mois, x. projets, chacune s'identifiant à des cibles précises.
Tout à l'heure, Alain Barrau faisait état... enfin, il était fait état du travail que va mener le secteur jeunes, et effectivement, le Conseil national qui doit se réunir la semaine prochaine définira également sur le problème jeunes une série de propositions devant s'intégrer dans la campagne générale. C'est donc une campagne générale se déclinant par cible, par thème, qui doit être proposée dans les jours qui viennent, avec comme idée de la faire démarrer à partir de la rentrée parlementaire.
Les affiches seront, bien sur, complétées et explicitées par des tracts spécifiques, chacune ayant un argumentaire précis sur les thèmes retenus. Il sera possible de définir le cadre pour dénoncer alors les actions précises de la Droite.
Voilà, camarades, un petit peu l'idée dans laquelle le secteur de communication

a travaillé, doit travailler encore aujourd'hui.
Nous savons que la répétition systématique qui a été faite à nos dépens au début de la précédente législature a porté ses fruits. Je crois qu'aujourd'hui, nous devons nous placer dans une stratégie un peu identique, celle du harcèlement pour dans quelque temps arriver à une autre stratégie qui sera celle des propositions.
(Applaudissements)

Le président - Maintenant, une communication de Michel Charzat, sur le problème du service public.

Michel Charzat

Chers camarades, mon intervention sera brève dans la mesure où vous trouverez dans les dossiers qui vous ont été remis ce matin une synthèse des six premiers mois des atteintes portées au service public et au secteur public par le gouvernement Chirac.
Un mot sur le secteur public qui ne sera pas traité par les propositions que je vais faire concernant le service public.
En ce qui concerne la dénationalisation, je me bornerai à deux remarques. La première est que la Droite commence tout juste à éprouver les difficultés réelles qui sont liées à ce processus. Au rythme des privatisations qui viennent d'être décidées, il faudrait dix à quinze ans pour réaliser le programme de la dénationalisation de la Droite.
Deuxième remarque. Ce programme qui s'est réalisé dans des conditions législatives assez difficiles, n'a entraîné aucun enthousiasme pas plus, il faut le reconnaître, que les oppositions que nous avons tenté de susciter, relative indifférence du public aux problèmes de la dénationalisation. Pour autant le fait que la Droite ait abandonné ou remis en cause un certain nombre de moyens d'incitations industrielles ou financières au cours de l'été - je pense notamment au démantèlement du FMI, aux coupes sombres qui affectent les budgets de la recherche ou de l'industrie - montre qu'elle a abandonné toute volonté de définir des orientations économiques, industrielles et financières. Il y a une véritable démission du rôle du secteur public et de l'Etat dans la guerre économique mondiale et à cet égard, le débat sur le secteur public, sur l'économie mixte, doit à l'évidence, dans les prochaines semaines, dans les prochains mois, et pour nos prochains rendez-vous, dans une Convention notamment sur le projet de la Gauche, revêtir une très grande importance.
J'en viens essentiellement au problème du service public.
Depuis six mois, nous assistons à une offensive brutale qui porte directement atteinte aux équilibres et aux compromis instaurés depuis la Libération, compromis que nous avions su améliorer et consolider depuis 1981. Ces atteintes sont diverses, elles sont pratiques, elles portent sur des statuts, sur des droits acquis, mais elles portent plus fondamentalement sur des valeurs essentielles qui sont celles du service public garant de la liberté et de l'égalité entre les citoyens.

Fondation Jean-Jaurès

Nous avons, dans un climat qui va sans doute se créer, notamment dans les organisations syndicales qui sont liées au service public, plus généralement à la suite d'un certain nombre d'atteintes qui vont émouvoir les citoyens qui sont attachés à une certaine conception du service public, nous avons, nous Parti Socialiste, une responsabilité éminente pour susciter un rassemblement contre ces atteintes mais nous avons une responsabilité encore plus irremplaçable qui est celle de promouvoir une conception renouvelée du service public au profit d'un projet de société démocratique.
C'est la raison pour laquelle le Secrétariat et le Bureau exécutif du Parti Socialiste vous proposent que nous organisions, en janvier ou en février prochain, des Etats Généraux du service public, sur la base, bien sûr, des acquis de la Gauche, entre 1981 et 1985, sur la base de ses acquis, mais aussi sur la base des difficultés, des blocages réels que notre action a rencontrés, je pense qu'il faut prendre appui notamment sur ce que Jean Le Garrec avait fait au cours de l'année 1985 pour développer une réflexion contre la bureaucratie, pour des services publics mieux adaptés aux besoins. Je crois que nous devons aller plus loin aujourd'hui, qu'il nous appartient de définir une conception renouvelée du service public capable de s'adapter avec souplesse et efficacité à la demande des citoyens, et que nous devons le faire en associant le plus largement possible à cette réflexion tous ceux qui sont intéressés à ce sursaut civique, que sont les organisations de consommateurs et généralement, toutes les forces intéressées à la reconstruction et à la modernisation d'un service public, au service de nos projets de société.
Voilà, chers camarades, les indications que je souhaitais vous donner, vous indiquant que, dans les prochaines semaines, les modalités pratiques de cette initiative vous seront communiquées. Il s'agit pour l'essentiel d'une démarche associant au-delà du Parti Socialiste tous ceux qui seront intéressés par cette démarche, démarche décentralisée et régionalisée, démarche qui convergera par l'initiative nationale en février 1987.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Michel Charzat.
Pour le rapport général sur le calendrier et les suites à donner à la Convention de juin 1986, je donne maintenant la parole à Marcel Debarge.

Marcel Debarge

Merci, Claude.
Les propositions que je vais formuler devant le Comité directeur s'inscrivent dans la suite logique de ce qui a été évoqué dans un rapport à notre récente Convention nationale, à l'intervention du Premier secrétaire du Parti concernant ces points précis et aux débats qui se sont déroulés au cours de cette Convention nationale du Pré Saint-Gervais.
Tout d'abord, je dois dire qu'en ce qui concerne le fonctionnement et toute une série de dispositions que nous aurons à prendre, ce que nous préconisons s'inscrit encore dans le fil de ce qui était convenu à la Convention nationale du

Coll. Fondation Jean Jaurès

Pré Saint-Gervais.
Une première série de décisions ou de propositions ne nécessitent aucune modification des statuts. C'est une évolution normale qui est autorisée par les statuts.
Dans ce fonctionnement, on peut envisager deux parties principales ou trois, c'est-à-dire la vie des organismes centraux du Parti, des fédérations et des sections, ainsi qu'un certain nombre d'initiatives à prendre. Je vais les formuler un peu dans un style télégraphique, puisqu'on peut toujours se reporter à ce qui existait au mois de juin à cette Convention nationale.
Tout d'abord, la Convention nationale, son déroulement.
Il nous faut mettre en place des règles qui réservent absolument un laps de temps pour l'intervention des délégués fédéraux lors de nos assises nationales. Cela se fera sous la direction du Bureau exécutif du Parti, mais c'est une décision de principe qui doit être appliquée dans nos Conventions que nous devons prendre dès maintenant.
Les Comités directeurs.
Nous avons dit, en ce qui les concerne, que quelques-unes de ses réunions pourraient être ouvertes à la presse, notamment quand il s'agira de débats sur les thèmes.
Je pense que c'est au Comité exécutif qui précède la réunion du Comité directeur de proposer à celui-ci des possibilités d'ouverture à la presse à telle ou telle occasion, en fonction des événements, en fonction des sujets traités.
Pour approfondir sur quelques grands problèmes de la société contemporaine, le Premier secrétaire a proposé que nous traitions un certain nombre de grandes questions dans des Comités directeurs spécialisés qui pourraient faire un travail de Commission, soit préalablement, soit durant le Comité directeur.
Ces questions pourraient être traitées non seulement dans les Comités directeurs, mais également dans des Conventions ou dans des colloques, par exemple, ce que vient de proposer Michel Charzat il y a quelques minutes et ce que proposera tout à l'heure Jean-Paul Bachy en ce qui concerne la Convention ordinaire sur les problèmes de l'emploi que nous avons décidée.
Enfin, pour préparer nos grandes orientations de gouvernement, le Premier secrétaire a proposé de nous fixer comme premier terme une Convention qui doit se tenir au printemps 1987. Le commencement de cette préparation s'effectue déjà, à savoir que les Commissions d'experts et les délégués au Parti chargés de ces questions sont actuellement en train de développer leur action.
Les réflexions et les propositions des uns et des autres seront disponibles, bien entendu, au moment opportun et seront à examiner et à apprécier par les instances politiques du Parti. Néanmoins il y a là nécessité de mettre en avant quelques données programmatiques. Nous y reviendrons par la suite.
Deuxième méthode d'organisation sur laquelle nous allons prendre un certain nombre d'initiatives, le Bureau national des adhésions.
Lors de cette même Convention du Pré Saint-Gervais, le Parti Socialiste a constaté un décalage évident entre sa volonté de devenir encore plus un parti de masse et un certain dysfonctionnement dans l'accueil des nouveaux adhérents.

Fondation Jean-Jaurès

C’est pourquoi nous jugeons utile de revoir le mécanisme de l’adhésion ou tout au moins de le compléter d’une manière importante, à savoir que rue Solferino, le Secrétariat national aux fédérations va mettre en place un Bureau national des adhésions qui sera chargé d’accueillir les nouveaux adhérents et de traiter le courrier les concernant.
Certains camarades qui ont vécu cette période là se souviennent de l’intensité du travail et de son efficacité dans le temps, il y a quelques années, du Bureau national des adhésions. Il faudra, certes, l’améliorer, l’aménager, le "moderniser", mais il faudra mettre cela rapidement en place, et quand je dis rapidement en place, c’est à la fin du mois de septembre ou début octobre.
Afin de surmonter quelques lenteurs que nous avons constatées, toute nouvelle demande d’adhésion faite au national sera directement transmise à la section concernée, copie étant faite bien entendu de cette adhésion a la fédération.
Le secteur fédérations réfléchit à la conception d’un matériel destiné à ces nouveaux adhérents et accueillera à ce sujet volontiers vos propositions. Il y a déjà un matériel, Didier Motchane en parlera certainement tout à l’heure, une brochure qui a été mise en circulation il y a quelques jours et qui constitue un apport important pour notamment les nouveaux adhérents.
De plus, mais cela ne concerne pas simplement le Bureau national des adhésions, il faudra réfléchir, dans la communication avec les fédérations, à la mise en place là aussi d’un matériel plus moderne. On peut estimer - nous en discuterons bien entendu au Bureau exécutif, mais le secteur fédérations y a réfléchi - que la mise en place d’une liaison par minitel avec une banque de données est quelque chose de tout à fait possible et qu’on devra mettre cela en avant, dans un parti qui se veut quelque peu moderne.
Je vois que Mexandeau m’approuve, je le remercie ! Je n’en attendais pas moins de lui.
Sur un autre sujet, la déclaration de principe, pour ce qui concerne les recommandations notamment du Congrès de Toulouse et l’intention du Premier secrétaire de traiter de la déclaration de principe que le Parti Socialiste a adoptée à Epinay, il nous appartient maintenant de constituer un groupe de travail pour y réfléchir. Je pense qu’à l’issue de ce Comité directeur nous pourrions constituer ce groupe de travail.
Règlement intérieur - je mets un peu tout en vrac mais ce sont des choses qui vont les unes avec les autres - : un certain nombre de dispositions mériteraient d’être adaptées ou rééquilibrées. Nous proposons donc la constitution là aussi d’un groupe de travail dont les conclusions pourraient être soumises à un prochain Congrès, et au fur et à mesure que nous avancerons dans le fonctionnement, peut-être sera-t-il nécessaire d’adapter ou de transformer un certain nombre d’articles de nos statuts.
Et puis il y a un certain nombre de choses que les uns et les autres avons vécues, moi personnellement dans une circonstance de préparation d’élections, où on peut dire que quand même il y a des modifications allant dans le bon sens qui pourraient être apportées en ce qui concerne peut-être les désignations de certains candidats ou autres. C’est une formule tout à fait personnelle pour

Fondation Jean Jaurès

l'instant, mais je crois que le règlement intérieur mériterait d'être quelque peu modifié ou proposé d'une façon différente à un prochain Congrès. Pour en avoir discuté avec les camarades qui s'occupent de ces questions, Roger notamment, ce sont des choses qu'il me semble nécessaire et logique de faire évoluer, avec sagesse, avec prudence, mais de faire évoluer.

En ce qui concerne les propositions touchant les fédérations, il nous faut développer la mobilisation. Lors de la Convention nationale, l'accent a été mis sur la nécessité de réduire le décalage existant entre le nombre de nos militants et celui de nos électeurs. Cet objectif, même si ce n'est pas facile, même s'il n'y a pas de coup de baguette magique qui puisse le réaliser, demande de notre part un effort conséquent et permanent. C'est ainsi que, par exemple que le Parti a décidé, sur proposition du Secrétariat national à la formation, que serait organisée dans chaque fédération une journée d'accueil et de rencontre avec de nouveaux adhérents.

Pour autant, l'effort devra se poursuivre et s'intensifier. De ce point de vue, il serait souhaitable que les fédérations envisagent aussi la création d'un bureau des adhésions, afin d'assurer à l'échelle départementale un meilleur suivi de ces adhésions.

J'insiste aussi sur quelque chose qui peut paraître secondaire, le suivi administratif. Nous perdons des milliers d'adhérents parce qu'il n'y a pas de suivi administratif. Il est temps que nous nous penchions sur cette question. J'en ai discuté avec Françoise Seligmann il y a quelques semaines et elle me disait : si nous avions un suivi administratif des adhésions, ce qui représenterait un travail de fourmi, nous aurions peut-être 50 000 a 60 000 adhésions de plus. Cela vaut la peine qu'on s'en préoccupe et qu'on fasse un travail sérieux dans ce domaine.

Donc, effort à poursuivre.

En plus de cela, les fédérations devront prendre en charge la gestion d'un fichier des sympathisants de leur département, après avoir obtenu le fichier correspondant à chaque section. Cela se recoupera avec les comités de soutien, ces comités de soutien qui sont composés de personnalités qui de temps en temps nous donnent un coup de main, un apport financier, un soutien dans la bataille électorale que nous menons et avec lesquelles il faut absolument conserver le contact.

La démarche n'est peut-être pas facile pour les faire adhérer. Si on peut les faire adhérer, ce sera quand même le meilleur résultat, mais il est nécessaire de maintenir un contact et de veiller à cela. C'est aussi un travail de toile d'araignée qui nous permettra de progresser.

Certes, n'oublions pas les grandes idées dont nous sommes porteurs, mais il y a également ce travail de fourmi qui peut paraître secondaire, mais qui dans bien des cas a une très grosse importance, surtout quand on est à quelques voix.

Former : les fédérations devraient déjà réfléchir aux moyens qu'elles pourraient mettre en œuvre afin de former leurs animateurs de sections. Il est tout à fait normal, Didier Motchane interviendra peut-être là dessus, que cette formation soit assurée.

Animer : l'attention devra également être portée sur la façon d'associer ponctuellement les comités de soutien dont je parlais tout à l'heure à certaines manifestations qui ont lieu hors période électorale. De ce point de vue, à l'issue de notre Convention, nous sommes en mesure de faire un certain nombre de recommandations sur la nécessité d'organiser des animations attractives. On a pu voir se développer des choses qui prêtent quelquefois à sourire, comme le banquet républicain, mais qui en définitive, dans la campagne électorale, ont un certain impact. Il y a toute une série de démarches à faire.
Il faut peut-être également appeler une réflexion sur une proposition à faire au Bureau exécutif pour arriver à ce que, par exemple, le projet de reprise des cartes 1987 prenne une autre allure que le projet de reprise de cartes classique.
Dans ce domaine, je crois que les Socialistes peuvent faire preuve d'imagination. Il faut être attractif.
La proposition concernant les sections, mobiliser, là aussi doit être une grande priorité pour les sections. De ce point de vue nous retenons, je pense, la proposition faite lors de la Convention d'organiser des rencontres périodiques entre les militants et les sympathisants, notamment par l'ouverture d'un certain nombre de réunions jusqu'ici réservées aux seuls adhérents, réunions ouvertes non seulement aux sympathisants, mais peut-être aux représentants d'associations. C'est vraiment dans cette espèce d'option de vivre au quotidien que nos concitoyens vivent, de s'intégrer à eux, de s'intégrer dans leur vie d'une manière permanente, que nous pourrons également marquer des points au niveau de notre influence, au niveau du renforcement du Parti. Je crois qu'il nous faudra absolument encourager ce genre d'initiative.
Enfin quelques communications qui rejoignent un tout petit peu le calendrier, à savoir la tenue d'un Conseil national du Mouvement de la Jeunesse Socialiste dimanche prochain, qui établira son programme pour l'année qui suit, une réunion des Premiers secrétaires fédéraux qui est prévue pour la mi-novembre, et en permanence cette incitation qui fera que nous aurons les uns et les autres à animer des réunions au niveau régional et départemental. A ce sujet, le Secrétariat national aux fédérations entend assister à un maximum de ces réunions, où nous verrons non seulement les adhérents à un niveau qui sera à déterminer - il faut une certaine souplesse dans ce domaine - mais également où il y aura une invitation permanente en direction des sympathisants, une invitation permanente en direction des responsables d'associations, de syndicats, etc.
C'est dans ce rôle là, dans ce cadre là, avec cette option là que je vous propose de mener l'action, en conclusion des délibérations de notre Convention nationale de fin juin au Pré Saint-Gervais.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, merci à Marcel Debarge.
Je vais maintenant donner la parole à Lionel Jospin, mais avant, je voudrais que ceux qui souhaitent intervenir ensuite dans la discussion veuillent bien se manifester dès maintenant, de manière à ce que je puisse organiser la discussion.

Je donne la parole à Lionel Jospin, et je lui dis auparavant en votre nom à tous tout le soutien que nous lui apportons chaque jour dans le combat difficile qu'il mène en Haute-Garonne.
(Vifs applaudissements)

Lionel Jospin

Chers camarades, je suis heureux de retrouver la Direction nationale de mon Parti dans son instance essentielle entre les Congrès et dans sa réalité plus large que n'est celle hebdomadaire du Bureau exécutif, qui a fait sa rentrée bien sûr il y a maintenant plusieurs semaines.
Nous avons convoqué aujourd'hui un Comité directeur d'analyse, mais aussi un Comité directeur de proposition et d'action.
Si j'interviens d'entrée de jeu, c'est qu'il me semble, du moins à en croire les médias, qu'il y a eu quelques interrogations formulées ces derniers jours ou ces dernières semaines, et puisque ce Comité directeur semble être précédé de quelques questions ou d'interrogations d'un certain nombre d'entre nous, il n'est peut-être pas mauvais de le commencer par des réponses, car je suis persuadé que les militants, les adhérents de notre formation politique attendent de leurs dirigeants des analyses claires et des propositions fermes.
C'est à cela, dont j'espère qu'il sera l'essentiel de ce Comité directeur, que j'apporterai ma part dans un propos qui, compte tenu des circonstances, sera réservé pour l'essentiel aux problèmes de politique nationale intérieure. En ce qui concerne la politique internationale, je ferai simplement quelques notations.
Elle comporte peu d'éléments nouveaux en ce qui concerne l'Est et l'Ouest, on voit visiblement que par un travail encore discret les Etats-Unis et l'URSS préparent des négociations à un échelon plus élevé sur des problèmes des armements nucléaires et peut-être du désarmement, et qu'ils le font à travers une démarche pleine de travers, d'obstacles et parfois de confrontations, comme une affaire récente, concernant un journaliste américain et un diplomate un "tantinet" espion soviétique, apparemment en train de se dénouer, vient de le montrer...
Je salue comme déjà nous avons eu l'occasion de le faire, les contacts utiles qui ont pu être pris par la diplomatie israélienne dans plusieurs directions, sous la direction de nos amis du Parti travailliste israélien, contacts renoués avec l'URSS, rencontre du Maroc, sommet égyptien, même si je suis loin de penser qu'on puisse attendre à court terme des résultats spectaculaires.
Je veux saluer aussi la libération des prisonniers politiques en Pologne, nous avons suffisamment condamné critiqué le gouvernement polonais, nous l'avons suffisamment interpellé pour avoir à dire aujourd'hui publiquement que nous sommes satisfaits de cet acte important.
Mais, si la vie politique en Pologne reste ce qu'elle est, si des efforts réels ne sont pas entrepris pour tenir compte de son véritable pluralisme dans la réalité - pluralisme interdit -, toutes les conditions resteront réunies pour que ces prisons se remplissent à nouveau, comme le disait d'ailleurs Lech Walesa hier.
Enfin, je condamne avec tout le Parti l'état d'urgence à nouveau proclamé au Chili, et la répression officielle, ou hypocrite - et quand elle est hypocrite elle est

Fondation Jean Jaurès

plus sauvage encore - qui frappe les opposants de gauche. Guy Vattier, un de nos parlementaires qui était au Chili pendant ces événements - je ne sais pas s'il est là aujourd'hui - pourrait utilement intervenir sur ce point ou naturellement le Secrétaire international.
Enfin, je condamne aussi avec vous, comme l'a d'ailleurs fait déjà le Bureau exécutif, les pendaisons nouvelles en Afrique du Sud de trois militants de l'ANC, par lesquelles le régime de M. Botha donne sa réponse à la pourtant indispensable évolution du régime de l'apartheid.
En ce qui concerne maintenant les problèmes politiques nationaux, encore que le premier que je vais traiter est évidemment au moins aussi international que national, et à certains égards plus international que national, je crois que nous devons dans ce Comité directeur non seulement analyser cette situation sur ces points les plus importants, mais être en mesure aussi de proposer des démarches et clarifier aussi peut-être sur certains points nos attitudes.
Le premier problème que j'ai choisi de traiter actualisé tragiquement par un nouvel acte de terrorisme, qui s'est produit hier à la Défense, concerne justement le terrorisme et l'insécurité.
En ce qui concerne le terrorisme, et disons de façon objective que depuis le 16 mars on n'a pas assisté à une diminution des actes de terrorisme, mais à une multiplication des actes de terrorisme. C'est une simple constatation. En ce qui concerne ce terrorisme, peut-être faut-il faire la clarté sur les termes utilisés et aussi sur le climat politique qui peut se nouer autour de cette affaire, et plusieurs d'entre nous ici sont parfaitement aptes à intervenir pour éclairer ce débat.
Que ces actes de terrorisme soient, d'une certaine façon, si on veut utiliser les mots forts, des actes de guerre contre nous, oui on peut le dire, mais personnellement j'utiliserai avec prudence ce concept de guerre.
Il y a peut-être des actes de guerre, mais sommes-nous en guerre ? Je le dis, parce que la guerre, quand elle est prise au sérieux, y compris dans les nations modernes, et dans les nations démocratiques, signifie généralement parce que le combat l'implique ou sert de prétexte, restrictions de libertés, xénophobie, orientée notamment contre l'adversaire, et là qui serait l'adversaire, et pose le problème, puisqu'il y a guerre, de la victoire ou de la défaite ?
Faut-il aussi employant ces concepts, laisser croire que les terroristes sont des soldats ? Et alors de quelle cause ?
Et la France, elle-même, qui doit combattre le terrorisme, avec résolution, et avec détermination, serait-elle désormais en guerre et contre qui ?
Je pense qu'il faut que le gouvernement agisse par ses actes et nous attendons de lui des actes, et non pas des discours guerriers.
De même que l'on pourrait s'attendre dans cette affaire, et je souhaiterais que mon propos soit public, le silence de la part de certains de nos anciens chefs des services secrets. Le service secret est fait pour être et rester secret !
(Applaudissements)
Qu'est-ce que cela veut dire et quelle impression cela peut-il faire à l'extérieur que ce défilé de M. de Marenche, M. Marion et M. Rochet venant nous dire comment il faut faire, venant porter jugement, venant faire des révélations

rétrospectives ?
Qu'est-ce que c'est que ce concours des vedettes retraitées des services secrets et cette compétition de révélations ? Je souhaiterais que le gouvernement rappelle ces personnalités que l'évolution de leurs statuts ne peut pas délivrer des contraintes qu'elles ont subies normalement lorsqu'elles ont été nommées, rappelle ces personnalités au silence dans ces domaines qui sont complexes et si difficiles.
Dans cette affaire des derniers attentats terroristes, nous avons fait preuve, chers camarades, plusieurs d'entre nous s'étant exprimé, de beaucoup de responsabilités, car effectivement nous pensons que la nation doit se souder dans sa résistance à l'intimidation terroriste.
Mais je veux redire ici publiquement de la façon la plus nette, qu'il est nécessaire que le Premier Ministre, que M. Chirac, fasse taire certains de ses supporters. Je pense à M. Chalandon, je pense à M. Pasqua…
Nous n'accepterons pas que se développe une situation paradoxale dans laquelle ce serait ceux qui ont la responsabilité des affaires - régler ce genre de problèmes nous le savons, est très difficile, c'est pourquoi nous n'en faisons aucune exploitation - nous n'accepterons pas le paradoxe scandaleux que ceux qui sont aux affaires se verraient dédouanés - et on ne sait pas pourquoi - de leurs responsabilités cependant que seraient mis en cause les responsabilités de ceux qui ne sont pas à la responsabilité et dont la responsabilité n'a pas a être mise en cause.
Si malgré les propos aimables de M. Toubon, voulant bien nous complimenter, il devait se poursuivre cette tentative d'un certain nombre de leaders politiques, - je passe sur les éditorialistes, ils sont libres, du moins en principe - nous n'aurions pas à exploiter naturellement, mais nous n'aurions à dire qu'un mot : nous attendons que fassent leur démonstration ceux qui prétendent terroriser le terrorisme.
En outre, je ne pense pas que cette vague de terrorisme doive nous conduire à cautionner globalement, et ce n'est d'ailleurs pas le cas - il n'y a pas de malentendu sur ce point - la politique du gouvernement en matière d'insécurité.
Les effets d'annonces, l'exploitation de l'insécurité, faite dans l'opposition, sont habilement maintenus au pouvoir, l'oubli de la politique de prévention, l'activisme d'extrême droite, toléré dans la police, tout cela fait problème et nous, nous restons attachés à un équilibre : prévention, répression, solidarité.
Le Parti Socialiste, dans les mois qui viennent, va développer sa réflexion sur ces problèmes, et faire des propositions concrètes. C'est pour ce travail en particulier, qu'après avoir consulté plusieurs d'entre vous, j'ai nommé un Délégué national du Parti sur les problèmes de sécurité, Gilbert Bonnemaison, qui a d'ailleurs déjà commencé à me faire ses premières propositions.
Dans ce domaine et pour conclure sur ce point, nous devons faire preuve d'esprit de responsabilité, nous ne ferons preuve ni de naïveté, ni de masochisme, et nous tiendrons compte de ce que sera l'attitude des responsables politiques au pouvoir dans ce domaine.
Deuxième problème de préoccupation, sur lequel le Parti s'exprime et sera

présent dans la période qui vient, c'est naturellement la situation économique et sociale.
M. Balladur vient de reprendre à la télévision, à l'Heure de Vérité, la vieille méthode, ou la vieille tradition de l'autosatisfaction.
La réalité nous paraît sur plusieurs points ne pas justifier celle-ci, l'inflation certes est maîtrisée, et d'ailleurs elle l'est grâce à ce que nous avons fait, mais nous devons quand même noter la reprise d'un différentiel d'inflation avec les autres pays, qui ont des baisses de prix et non plus des prix stables ou en légère croissance.
Le chômage s'est accru de plus de 100 000 unités depuis le 16 mars, et on assiste d'ailleurs sur ce point à des divergences par exemple entre M. Séguin et M. Balladur, sur les pronostics qui me laissent à penser que nous devons peut-être dans ce domaine nous méfier de certaines tentatives de manipulation politique.
Je ne sais pas personnellement, mais je souhaiterais que le secteur du Parti qui travaille sur ces questions, y soit attentif, ce qu'on peut attendre véritablement des pronostics en matière de chômage.
Est-ce que c'est vraiment 800 000 chômeurs de plus d'ici la fin de 1987 ? Ou est-ce que ce chiffre est exagérément gonflé pour dramatiser et démontrer le moment venu que le gouvernement a évité cette échéance malheureuse?
Quelles sont les perspectives ? Il faut bien se rendre compte que ces matières sont bien politiques, et traitées comme des matières politiques, par ceux qui nous dirigent. Je souhaiterais que nos services, et notamment tous les contacts que nous pouvons avoir avec de bons professionnels de la réalité statistique ou des évolutions de l'emploi, nous permettent de clarifier cette question.
Commerce extérieur, des progrès, auxquels nous avons contribué mais une réalité qui reste médiocre, malgré la baisse du dollar, et du pétrole sur la période.
Et puis surtout une politique d'inégalité systématique, conduite derrière un discours libéral. L'exemple de cela c'est le tour de passe-passe formidable qu'a tenté M. Balladur à la télévision, en voulant démontrer que privatiser les grandes entreprises nationales appartenant à la collectivité, c'était en réalité les rendre aux Français, tout en disant de la façon la plus contradictoire qu'en ce qui concerne le capital, 10% seulement pourraient être réservés aux petits actionnaires. Si c'est pour rendre les entreprises aux Français, pourquoi ne diffuse-t-on pas les actions à 100%, ce qui serait bien sûr une absurdité économique.
Il y a là toute une campagne, une volonté de conviction idéologique sur laquelle il faut être clair.
Le budget en préparation illustre à mon avis clairement cette vision des choses. On fait des effets d'annonce sur la baisse des ménages, mais si vous regardez la réalité de l'allégement fiscal pour 1987, et la réalité de l'alourdissement des prélèvements sociaux pour la même période, vous avez en réalité un transfert de 7 milliards de francs opéré à partir des revenus - ou des impositions, ou des cotisations - de 25 millions de foyers, et redistribué sous la forme de 7 milliards en positif vers les 130 000 contribuables les plus riches.

Collection Jean Jaurès

voilà la réalité de la fiscalité ; une redistribution à l'envers.
Les économies de 40 milliards de francs qui nous avaient été promises se sont pour, bonne partie, évanouies.
Le déficit budgétaire qu'on se proposait d'éliminer, ne sera contenu qu'en utilisant à court terme le produit de la vente des premières entreprises publiques.
Par contre, les crédits de recherche, et les crédits à l'industrie sont directement et immédiatement sacrifiés dans le budget.
Ce budget est, comme on l'a dit, un trompe-l'œil. Il sacrifie l'emploi, il sacrifie l'avenir. Je sais que Pierre Bérégovoy, mardi, doit faire une conférence de presse sur ce sujet. Christian Pierret s'est exprimé lui-même. Je pense qu'il est bon que non seulement les parlementaires mènent la bataille à partir de la rentrée sur le budget bien sûr cela sera fait, mais peut-être que nous adressions à nos fédérations, à nos responsables, un argumentaire sur la réalité de ce budget et je demanderai donc qu'avec le groupe, dans le secteur "études" du Parti, on y procède.
La situation de l'emploi : nous l'avons choisie sur une proposition qui avait été faite par Laurent Fabius de tenir notre prochaine Convention ordinaire à la fois sur le travail du Parti et sur l'emploi. Elle devrait, en principe, se tenir pendant le week-end des 12 et 13 décembre. Jean-Paul Bachy fera tout à l'heure, au nom du Bureau exécutif qui en a débattu, des propositions au Comité directeur, pour la préparation de cette Convention. Mais je voudrais, après en avoir parlé avec lui, m'exprimer dès maintenant sur quelques points de l'actualité qui ne nécessitent pas qu'on attende. Je pense que l'on peut très bien être présent non seulement dans l'argumentation politique mais sur certains points précis, sur des questions du chômage et de l'emploi, sans attendre l'élaboration plus collective, plus réfléchie, plus globale, sur les problèmes du chômage.
La déréglementation du licenciement qui a été opérée par le projet de loi Séguin. Celui-ci nous dit maintenant qu'il va négocier avec les organisations syndicales mais sur quoi va-t-il négocier ? Et que reste-t-il à négocier ? Puisque la Droite prend volontiers modèle sur la République Fédérale Allemande ?
Eh bien, je fais comme propositions que dans ces discussions, on aligne le droit du licenciement sur ce qui existe en Allemagne fédérale.
Charges de la preuve au patron, réintégration automatique du licencié en cas de jugement lui étant favorable, négociations préalables à tout licenciement collectif.
Voilà peut-être une proposition ou une approche qui pourrait être la nôtre.
On sait aussi que le gouvernement a l'intention, à partir des discussions sur les contrats à durée déterminée, sur l'intérim, sur le temps partiel, de systématiser les situations de l'emploi précaire.
Eh bien, il existe deux directives européennes sur ces problèmes. Jean-Paul Bachy me le rappelait. Et je me demande - et en tout cas je propose mais c'est en discussion bien sûr - que nous déposions au Parlement deux propositions de lois.
- l'une, sur l'intérim et les contrats à durée déterminée - l'autre, sur le temps partiel qui pourrait s'inspirer de cette philosophie qui nous apparaît positive. Je crois que le secteur "entreprises, emploi" du Parti est prêt à travailler sur ce sujet

avec nos parlementaires.
Enfin, ce débat qui s'est engagé sur ce qu'on appelle "les petits boulots". Je crois qu'il est très important que nous donnions à nos militants, des arguments, un argumentaire pour qu'on sépare bien à la fois la philosophie des instruments que représentaient ou que représentent encore les travaux d'utilité collective et cette philosophie des "petits boulots", et des travaux sans statuts.
Autre préoccupation qui est la nôtre... en tout cas qui est la mienne et Jean Poperen y a fait allusion dans son rapport déjà : c'est la situation de l'école à la rentrée. Non pas le problème de la rentrée scolaire - car il me semble que cette rentrée scolaire préparée par nous, avait été bien préparée, bien organisée... mais comme la Droite fait comme si cette rentrée scolaire était la sienne, j'en déduis que c'est un hommage qu'elle nous rend, qu'elle rend plus précisément encore à certains ici dans ce Comité directeur. Mais c'est l'école à la rentrée qui nous préoccupe.
Monsieur Monory a lancé, prenant sans doute l'école pour un garage, une offensive sans précédent contre l'école, les enseignants, et leurs organisations syndicales, leurs organisations représentatives.
Offensive... oui l'école publique.... dans mon esprit, cela allait de soi... (Rires dans la salle)... offensive, le contraire aurait été surprenant... dans sa globalité... offensive contre la Mutuelle Assurance Elèves, la fameuse MAE. Note de service du 16 juillet interdisant aux instituteurs, aux enseignants de diffuser le matériel... ce qui représente un risque que des millions d'enfants ne soient pas assurés correctement à la rentrée... et ce qui représente bien sûr une offensive contre des droits, des facilités pratiques qui avaient été acquises par les syndicats et la FCPE. Que le SNI et que la FCPE sachent qu'ils ont mon soutien total et le total soutien du Parti face à ce dossier et à cette offensive.
Offensive d'ailleurs contre la FCPE, la grande organisation de parents d'élèves, aussi limitée dans ses moyens de diffusion. Offensive sur le statut des directeurs d'écoles primaires, visant à une hiérarchisation dans l'enseignement primaire : interdiction du droit de grève, etc. Du coup, pour que les directeurs d'écoles soient distingués de leurs collègues, au nom d'un esprit caporaliste. Offensive contra la rénovation des collèges en panne, sous prétexte de faire le point, et contre la diversification des sections au lycée qui est, cette diversification, comme Luc Soubré me le rappelait, une des conditions de l'égalité des chances à l'école.
En attendant bien sûr, l'offensive majeure lancée contre l'université et contre la recherche, à l'occasion de débats que nous aurons peut-être à l'automne; cette offensive contre l'école, contre l'école publique, et particulièrement contre la FEN, nous trouvera sur son chemin.
Je dois rencontrer après le 28 septembre - parce que les syndicats préfèrent ne pas me rencontrer en période électorale par tradition et cela m'arrange - tous les grands syndicats de travailleurs et leurs leaders.
Georges Sarre est en train d'organiser ces rencontres.
Je voudrais dès maintenant, assurer les enseignants et leurs organisations, de notre solidarité.

Fondation Jean Jaurès

Autre sujet de préoccupation : les attaques contre la démocratie. C'est le problème du découpage mais c'est aussi le problème des menaces contre le pluralisme dans les moyens d'information.
En ce qui concerne le découpage, Jean Poperen a eu raison de souligner que si ce sujet pouvait apparaître moins important que le terrorisme ou que le chômage, si en tout cas pour être plus précis, il pouvait être moins clairement perçu dans l'opinion comme bataille politique nécessaire, il faut bien comprendre que pour nous, cela reste quelque chose de fondamental car un découpage faussé, est un risque d'hypothèque pour l'avenir et pour la démocratie.
Je me réjouis que les critiques que nous avions d'ailleurs formulées, les uns et les autres, individuellement, ont été renouvelées collectivement par le Bureau exécutif.
Nous poursuivons notre campagne contre le projet Pasqua et j'apprécie qu'hier ait été présenté le livre noir que nous avons pu élaborer grâce aux fédérations et à un certain nombre d'élus du Parti en un laps de temps très court.
Nous poursuivrons dans la non-connaissance précise ou officielle puisque l'opinion du Conseil d'Etat n'est pas encore connu. Nous poursuivrons cette dénonciation tant que nécessaire.
Autre sujet d'inquiétude : c'est la mise en cause du pluralisme, de l'information qui s'accentue. Le projet audiovisuel est devant le Conseil constitutionnel mais le déséquilibre sur les médias se poursuit.
Il y a plusieurs semaines, j'avais attiré l'attention de la présidente de la Haute Autorité par lettre sur le fait que la règle des trois tiers - un tiers pour le gouvernement, un tiers pour la majorité, un tiers pour l'opposition - n'était pas, n'était même pas respectée.
Madame Cotta avait bien voulu, par lettre et publiquement, reconnaître que c'était la réalité et dire qu'elle adresserait aux directeurs des chaînes, et des radios, des observations nécessaires.
Je constate que la situation n'a pas évolué et j'ai écrit à nouveau hier à son successeur.
La prise en main de FR3, en tout cas de plusieurs de ces stations régionales, des nominations directement politiques sur des radios, notamment à RMC, la complaisance de ton que l'on voit se manifester sur un certain nombre de médias, en tout cas ceux qui sont directement candidats au rachat de TF1, tout cela peut valablement nous inquiéter, comme doit nous inquiéter l'incroyable opération médiatique qui a été organisée - avant peut-être un peu moins et après le succès n'était pas si grand - après le passage de M. Balladur à l'Heure de Vérité, avec une opération absolument formidable qui ne nous prenait pas d'ailleurs pour cible, m'a-t-il semblé, mais qui restait une véritable opération médiatique.
Je suis d'ailleurs surpris que personne n'ait relevé que plusieurs journalistes, y compris des commentateurs sérieux, considèrent désormais que M. Balladur est le Premier Ministre ou le Premier Ministre effectif, ou le Premier Ministre de Chirac... ces appellations étant régulièrement organisées.

Fondation Jean Jaurès

Je dois dire que si c'était vraiment le cas, alors c'est le problème de M. Chirac qui serait posé car qu'est-ce que cette personnalité ferait alors dans nos institutions ?
(Rires dans la salle)
(Applaudissements)
Cette situation rend, je crois, plus nécessaire que jamais l'intervention de notre formation politique dans la vie publique et dans la société.
J'en viens maintenant pour finir au Parti, à son action, à ces propositions.
Nous sommes dans une situation politique complexe, nous le savons. Celle de la coexistence institutionnelle, encore que 6 mois après on pourrait souhaiter que chacun y soit bien adapté malgré sa complexité.
Personnellement, je la sens maintenant assez bien.
Nous avons, en 1988, un rendez-vous politique absolument essentiel : celui de l'élection présidentielle.
Le Parti Socialiste apparaît clairement comme la force primordiale, comme la force décisive pour l'alternance politique.
Nous devons donc faire de lui le pôle de rassemblement du côté des forces de progrès, par sa présence sur le terrain, par la clarté de ses propositions, par la confiance en lui-même affirmée non seulement par ses militants qui me paraissent assez confiants, mais par ceux qui ont vocation à l'animer.
Le Parti, faut-il le rappeler, est engagé dans une action permanente et régulière : l'action de ses secrétariats, le travail de ses Commissions d'études, en relation avec dans un certain nombre de cas des structures, ou plutôt ce travail pratique qui est organisé avec le groupe... et je crois savoir que le secrétaire aux études a relancé le programme de travail des Commissions du Parti.
Les réflexions du groupe des experts auquel un certain nombre d'entre vous apportent leur expérience et leur talent, leur imagination, se poursuivent de façon vivante, régulière, et nous pourrons, le moment venu, en recevoir les fruits.
Le fonctionnement de nos fédérations et de nos sections, après la période de vacances est, j'imagine, en situation de relance.
J'ai rappelé récemment, lors du Bureau exécutif de rentrée, il y a trois semaines, l'ensemble de ce qui a été fait depuis plusieurs mois, et d ce qui a été mis en route depuis plusieurs semaines car certains, me semble-t-il, n'avaient peut-être pas perçu tout à fait l'ampleur. C'est une énumération qui a été assez longue au Bureau exécutif, vous vous en souviendrez, d'ailleurs personne ne m'a fait "chut".
Pendant l'été j'ai évoqué aussi une question, et j'ai été peut-être le seul pratiquement à le faire, sauf telle ou telle personnalité qui était directement concernée par ce problème : c'est la question posée par ce que l'on appelle l'affaire Chalier. Je l'ai fait avec une préoccupation d'amitié et je l'ai fait à un moment donné, face à certaines informations avec la volonté, et mon devoir de Premier secrétaire, de protéger si nécessaire le Parti.
Ces questions doivent être examinées toujours avec le même esprit, mais il ne m'apparaît pas opportun que ce soit nous, dans ce Comité directeur, qui

Fondation Jean Jaurès

contribue à la relance d'une affaire malheureuse que, pour un certain nombre de raisons, je ne m'explique pas totalement, mais à propos desquelles je vois des coïncidences d'information, disons diverses, à propos d'une affaire dont on parle moins maintenant. Néanmoins, c'était un problème réel qui a donc, à être examiné selon les formes qu'il convient.
Des actions plus spécifiques sont prévus et vous seront proposées aujourd'hui au Comité directeur.

- Un colloque, sur le secteur public ; Charzat en a parlé.
- Un plan de travail sur la sécurité des personnes ; Bonnemaison m'a fait des propositions.
- Une journée de formation, le 4 octobre, pour les nouveaux adhérents ; Didier Motchane a charge de s'occuper de cela, de même qu'il a préparé une brochure, qui doit être examinée en Comité de lecture, rappelant ce qu'est le Parti, son histoire, ses principes, à destination de nos nouveaux adhérents, brochure qui sera examinée... je te vois angoissée, Christiane... par un Comité de lecture...

Dans l'assemblée - Elle est imprimée...

Lionel Jospin - Non, c'est l'ancienne qui a été rééditée, parait-il, je ne sais quand. Non, cette brochure dont je parle n'est pas éditée, rassurez-vous.
A la mi-novembre, nous nous réunirons, sous l'autorité de Marcel Debarge, les premiers fédéraux du Parti, et je le remercie d'ailleurs pour le travail d'adaptation de nos structures qu'il est en train de poursuivre.
Enfin, de grandes actions ont à être décidées.
La Convention sur l'emploi : Jean-Paul Bachy fera tout à l'heure des propositions. Je ne veux pas cacher au Parti et à ses responsables que tenir cette Convention sur l'emploi dans trois mois est une tâche difficile et représente un risque car c' est une des questions les plus difficiles, c' est une des questions sur lesquelles nous aussi, comme, d'autres sociétés occidentales, et comme, d'autres gouvernements, nous nous sommes en partie cassé les dents, et c'est aussi une question sur laquelle les approches ne sont pas immédiatement convergentes. C'est une question aussi très riche de débats, mais très lourde de problèmes qui peuvent concerner nos valeurs, nos conceptions, le rapport au travail qui reste quand même une des questions décisives du Socialisme.
En tout cas, le fait de prendre ce risque et d'aborder ce débat nous mettra très bientôt en situation de proposition face au pays, sur une question essentielle.
Nous aurons les campagnes d'action militante - Michel Pezet en a parlé -, la campagne contre le découpage, sous la responsabilité de Jean Poperen.
Après le 28 septembre nous aurons peut-être aussi clarifié ce qui se passe au MRG, nous reprendrons la démarche du Conseil national de la Gauche, démarche dont je rappelle qu'elle reste et restera fondée plus que jamais sur un Conseil de personnalités, car, chers amis, il s'agit bien pour les années qui viennent de rassembler la Gauche, les républicains, autour du Parti Socialiste, et non de s'allier avec tel ou tel parti de la Droite, comme une ou deux

Fondation Jean Jaurès

interventions récentes, dans un colloque lui-même récent, ont pu le laisser penser, si les traductions des pensées en question ont été correctes.
Chers amis, il ne faut pas se tromper d'espace...
(Applaudissements)
Il faut également amorcer notre réflexion sur les grands axes de propositions que nous aurons à faire au pays le moment venu. Pas de catalogue exhaustif, pas de programme énuméré dans le détail, sans doute, mais de grandes orientations et quelques propositions concrètes, car pour gagner l'élection présidentielle, nous aurons besoin d'un projet politique et nous aurons aussi besoin d'un parti, cela me paraît, à moi en tout cas, évident.
Avons-nous - et j'arrive maintenant vers la fin de mon intervention - un problème de tonalité, d'identité ? Y aurait-il malaise au Parti Socialiste ?
Moi personnellement je ne le ressens pas, mais il est vrai que le hasard d'une rencontre entre une demande militante et mon propre engagement personnel fait que je suis énormément sur le terrain, bataillant autour de nos idées et de nos thèmes, combattant la Droite, ou le masque de l'apolitisme, avec, autour de nous-mêmes - et je crois au moins un autre colistier, Jacques Roger-Marchal -, et là, aujourd'hui, autour de Jérôme Bach (?), de Jacques Roger-Marchal, de Pierre Auteil (?), de Vignon, et moi-même, la mobilisation plein et entière de nos militants et, je crois, l'amitié et l'intérêt des forces de gauche, et peut-être au-delà. Et je conviens bien qu'il n'est pas possible de faire des campagnes pour éventuellement dissiper son propre malaise ou sa propre incertitude. Je suis donc dans une situation particulière.
Problème de tonalité quand même. Je pense comme beaucoup d'entre vous, j'imagine que le Parti doit être critique du gouvernement, offensif dans son action et ses propositions, et responsable dans sa tonalité. Et parce que la discussion a eu lieu et que certains l'ont posé ainsi, je voudrais la clarifier. Pour ma part je ne crois pas, en tout cas, je ne voudrais pas que l'on croit que le problème pour nous, et en tout cas pour les dirigeants d'un parti, est posé par rapport au Président de la République, essentiellement et avant tout par rapport à lui. Parce que je crois qu'après cinq ans de gouvernement, et même six maintenant, nous sommes dans l'opposition, et le problème de la relation à la fois politique, personnelle, mais aussi publique, avec le Président de la République, est quelque chose qui est relativement facile à maîtriser, en tout cas moi, j'ai l'impression de le maîtriser relativement bien. Nous sommes désormais habitués à cette relation. Donc le problème n'est pas d'avoir à tempérer ou à exagérer notre tonalité, soit pour ne pas gêner le Président de la République, ce qui semblait être la crainte ou la préoccupation première de Mauroy, soit au contraire, pour le mieux servir. Non, moi je pense personnellement que s'il y a problème d'approche de la tonalité politique, il se pose davantage par rapport à l'opinion. Cette opinion qui a balancé vers la Droite le 16 mars doit être regagnée et elle a besoin d'être gagnée, notamment dans sa fraction la plus indécise.
Nous sommes dans l'opposition au gouvernement, et nous sommes totalement dans l'opposition au gouvernement, mais je voudrais attirer votre attention sur

deux points qui me paraissent importants et qui sont justement l'expression de l'originalité de la situation dans laquelle nous sommes. Si nous les gommons, si nous les éliminons, nous ne tenons pas compte de l'originalité de cette situation de coexistence institutionnelle et nous ne donnons pas par-là même les moyens d'agir avec l'esprit de nuance mais aussi, quand c'est nécessaire, avec la force voulue dans cette situation qui n'est pas ni celle d'avant 1986, mais pas non plus celle d'avant 1981.

Oui, nous sommes dans l'opposition au gouvernement, et totalement, mais nous gardons une position de pouvoir en France, avec le Président de la République, François Mitterrand.

Ou alors, si nous ne pensons pas que nous gardons une position de pouvoir pour les Français et pour l'opinion, cela veut dire que nous pensons que le Président de la République n'est rien ; il faut choisir.

D'autre part, il y a un deuxième élément qui est le résultat, non pas institutionnellement de la coexistence institutionnelle mais du calendrier, qui d'ailleurs explique sans doute que cette coexistence ait pu s'établir : c'est le fait que la partie politique se rejoue à court terme en 1988. Et je ne voudrais pas que nos dirigeants et nous-mêmes nous donnions l'impression, par une tonalité qui serait peut-être excessive, que nous sommes retournés dans l'opposition pour 10 ans, parce que cela nous décrédibiliserait psychologiquement et politiquement pour l'échéance de 1988.

Alors, fermes, présents, actifs, tonalité critique, tonalité offensive, mais aussi approche ouverte des problèmes. Si nous sommes d'accord, je dirais, sur cette qualité de notre approche politique, alors, le reste, pour moi, est du quantitatif, en quelque sorte.

Et là, j'appelle chacun de nos responsables au travail. Exprimez-vous, à condition que nous le fassions de façon cohérente, organisez des réunions, faites des propositions au Parti. Je crois que c'est ce que doivent faire des responsables.

Y a-t-il enfin un problème, d'identité ou de malaise ?

Moi, je ne pense pas personnellement. C'est là une réponse, aussi, importante qu'il faut apporter. Je ne pense pas qu'il y ait un problème de l'identité Socialiste ou de l'identité des Socialistes. Je pense par contre qu'il y a de très grands problèmes, très difficiles à régler, à trancher, sur lesquels nous devons apporter des réponses aussi convaincantes que possible. Que ce soit le chômage, que ce soit la nouvelle évolution industrielle, que ces oit les problèmes du financement de la protection sociale et de la santé, que ce soit les problèmes du terrorisme, oui, c'est vrai, il y a des grandes questions posées à l'ensemble du pays, à l'ensemble de la société internationale, et aussi aux Socialistes, et sur lesquelles il n'est pas facile d'apporter nécessairement des réponses, sur lesquelles il peut y avoir interrogation, sur lesquelles nous avons sans doute à améliorer notre message, ou simplement notre connaissance du réel. Et je ne crois pas qu'il faille confondre cela avec une interrogation sur ce que c'est qu'être Socialiste, je dirai, pour chacun d'entre nous, ou sur ce qu'est l'identité Socialiste. En tous cas moi, et depuis longtemps, je sais ce que c'est de l'être, et

s’il faut que nous l’expliquions mieux ensemble, et s’il faut même peut-être l’expliquer à certains, écoutez, pourquoi pas, moi je suis prêt à ce débat !
Enfin, malaise, interrogation ou autres, j’ai envie de dire simplement, de façon badine : si certains ont des migraines, qu’ils délacent leurs corsets et qu’ils aillent la chemise ouverte, sur le terrain, respirer le bon air du combat, du contact avec les militants, du travail dans les sections, de la proposition. Je ne crois pas, personnellement, que ce malaise existe. Je pense aussi que nous devons être habiles politiquement. La Droite se divise. Un homme politique - je crois que c’était M. Léotard - a fait une faute politique en disant que la cohabitation la plus difficile c’était la deuxième, celle qui existait entre le RPR et l’UDF.
Et je regrette qu’un homme aussi intelligent que Michel Sapin ait apporté sa propre faute, si on l’a correctement traduit, en parlant de la "troisième cohabitation". Je ne crois pas que l’on ait intérêt à parler de ce genre de choses. Je souhaiterais que les remarques, les critiques, qui sont légitimes, qui ont fait la vie de notre Parti, soit aussi formulées - je le dis à certains qui sont membres du Comité directeur - dans les instances du Parti. Que d’autres instances vivent, qu’elles animent, qu’elles se développent, c’est une bonne chose, et je n’ai aucune remarque à faire la-dessus, mais je souhaite que lorsque les responsables du Parti s’y expriment, ils s’y expriment de façon politique, et quand ils veulent s’exprimer de façon plus critique, ce qui peut être légitime, sur le Parti, ils le fassent dans les instances du Parti ; je crois que c’est une bonne règle de fonctionnement.
Chers camarades, je termine. Nous sommes ici, au Comité directeur, des responsables du Parti. Je crois que poser des questions, agiter des interrogations, c’est bien, mais que finalement l’objectif, ensuite, c’est d’apporter des réponses. C’est cela, en tout cas, que nos adhérents attendent de nous, et c’est à cela que, pour ma part, pour ouvrir ce Comité directeur après les rapports introductifs, j’ai voulu contribuer.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Lionel Jospin.
Jean-Paul Bachy, et ensuite Bernard Roman.

Jean-Paul Bachy

Dans le prolongement de ce qui vient d’être dit depuis le début de notre Comité directeur par les rapports successifs des uns et des autres, je voudrais donc, car c’est un des éléments importants de notre débat d’aujourd’hui, soumettre à votre réflexion quelques-unes des propositions de contenu et de méthode que le Bureau exécutif souhaite mettre en place pour notre Convention nationale sur l’emploi.
A l’évidence, ce sera un exercice difficile, attendu de l’opinion. C’est la première réflexion collective du Parti depuis mars, et sur ce qui est le sujet de préoccupation n°1 du pays, mais aussi sans doute l’un des problèmes les plus

difficiles à résoudre.
Je pense que cette convention doit avoir trois objectifs.

- Le premier objectif, c'est d'abord de faire le bilan de la Droite et de dénoncer le décalage considérable qu'il y a des promesses faites par Chirac et les Partis de droite avant mars à la nature de leurs résultats, en fait, la critique essentielle doit porter sur cette espèce de postulat absurde de la Droite qui consiste à dire qu'on ne peut recréer de l'emploi en France qu'en précarisant l'emploi existant, ou sous la forme d'un pseudo-emploi.
- Mais, cette Convention ne doit pas être uniquement critique et rien ne serait pire qu'une Convention strictement défouloir. Je crois aussi qu'il faut que cette Convention – nous devons avoir le courage de le faire - analyse avec lucidité notre propre expérience entre 1981 et 1986. Dise nos réussites et dise quels ont été, quels sont nos légitimes sujets de fierté dans la bataille que nous avons menée contre le chômage, et plus globalement en matière de politique économique. Les sujets de fierté sont nombreux. Mais il faut qu'elle dise aussi nos difficultés. Je pense que cette Convention, pour qu'elle soit crédible, pour qu'elle soit perçue par l'opinion publique, doit être caractérisée par un langage de vérité.
- Le troisième objectif de cette Convention, c'est la partie positive, la partie propositions, qui est évidemment la plus importante.

De ce point de vue, je pense qu'il faut éviter deux risques.

- Le premier risque, c'est le risque du catalogue, les 70 propositions contre le chômage, car on nous dira à ce moment-là - étant entendu que parmi vos propositions, nous reprendrons inévitablement certaines de nos anciennes propositions - "pourquoi n'ont-elles pas marche plus efficacement ?" et si nous en trouvons d'autres, on nous dira inévitablement : "pourquoi ne les avez-vous pas mises en œuvre plus tôt ?"
- Il faut donc éviter ce catalogue, mais éviter aussi une espèce de réflexion stratosphérique sur la société de l'an 2000, car ce n'est pas cela qu'on attend de nous. On attend des réponses concrètes pour la période.

Le cadrage de cette Convention, au niveau de son débouché politique, de sa proposition finale, n'est effectivement pas commode à trouver.
Je crois de ce point de vue qu'il y a un double intérêt à cette Convention.

- Faire le point sur un certain nombre de débats de fond.
- Mais aussi amener 4, 5, 6 propositions conçues, mobilisatrices, autour desquelles nous regrouperons non seulement nos forces, mais également, plus largement, les forces de la gauche.

Nos vieux débats vont ressurgir. On va avoir fatalement la discussion entre la croissance et le partage du travail.
Je pense que ce problème, aujourd'hui - c'est un avis personnel - peut être posé sur de nouvelles bases, car la croissance n'a plus d'effet automatique sur la création d'emplois. C'est si vrai, notamment dans l'industrie, que les entreprises qui ont le taux de croissance le plus fort sont souvent celles qui créent le moins

d'emplois, voire qui en suppriment le plus. C'est vrai aussi que le tertiaire n'est plus ce réservoir fantastique de création d'emplois qu'il a été pendant les années écoulées ; la aussi, la substitution capital, travail - voyez les banques, voyez les assurances... - commence a avoir des répercussions au niveau de l'emploi.
A l'inverse, le partage du travail, qui est une idée juste, fondée sur la solidarité, ne peut se concrétiser sans richesse. On ne peut répartir que quelque chose qui existe et, par conséquent, la croissance reste indispensable.
Je pense qu'on peut peut-être, sur ce point, utiliser cette Convention comme l'occasion d'une synthèse et d'un rapprochement des points de vue.
Les gains de productivité sont tels aujourd'hui qu'on ne peut pas, à mon sens, éviter, si l'on veut freiner les conséquences que ces gains de productivité ont sur l'emploi, une réduction du temps de travail.
Par ailleurs, la réduction du temps de travail peut être un nouveau champ de développement économique dans de nombreux secteurs : ceux du loisir, des transports, du tourisme, de la culture, qui sont des secteurs créateurs d'emplois et qui sont des secteurs en plein développement, mais à condition que cela s'accompagne - cette réduction du temps de travail - d'un effort volontaire de mobilisation de nos forces productives et de notre industrie.
C'est vrai qu'à cet égard la bataille pour exporter, la bataille pour moderniser, la bataille pour créer de nouvelles entreprises, reste la première qu'il faut gagner.
Un autre élément de discussion, c'est le débat sur la flexibilité et la mobilité de l'emploi.
Nous sommes contre une flexibilité/dérégulation, mais nous devons, à mon sens, prendre à bras-le-corps le problème de la mobilité de l'emploi comme un facteur indispensable d'accompagnement du progrès technique, avec un effort en matière de formation, de généralisation des formules de conversion, avec le développement de la négociation collective et du débat démocratique au sein des entreprises sur tous ces sujets.
Grand débat donc, débat difficile, mais débat sur lequel, je pense, nous pouvons aboutir positivement.
Au niveau de la méthode, nous disposons de peu de temps. Or, le débat est complexe et difficile.
Je crois que ce débat ne peut être traité, comme nous l'avons fait à quelques occasions dans le passé, sous la forme d'un envoi aux fédérations de questionnaires sur lesquels les militants sont appelés à se prononcer, je pense, par contre, qu'il faut soumettre assez tôt aux fédérations des éléments de réflexion écrite de façon que les sections aient le temps de délibérer.
Il est donc indispensable que nous mettions sur pied un groupe de travail du Comité directeur, représentatif comme de coutume, auquel il serait peut-être utile d'adjoindre des élus, des responsables-entreprises, et qui aurait pour tâche de préparer, pour un Comité directeur qui pourrait se situer dans la période de fin octobre, début novembre, un texte, ou un texte principal et plusieurs textes spécialisés de réflexion, qui seraient ensuite envoyés dans les fédérations.
La Convention doit être également, à mon sens, une occasion de mettre en œuvre les propositions que rapportait Marcel Debarge tout à l'heure, celles du

Pré Saint-Gervais, avec notamment cette volonté d'ouverture du Parti vers l'extérieur.
Cela peut amener, dans le cadre de la Convention elle-même, à inviter un certain nombre de personnalités, de représentants d'organisations syndicales, d'experts, de gens confrontés aux problèmes concrets sur le terrain, de responsables de mouvements d'éducation populaire, de formateurs, de responsables de maisons de chômeurs...
De même, cette ouverture peut se faire dans la phase préalable de préparation de la Convention à travers un travail de consultation très ouvert.
Et puis, je crois que la Convention peut être aussi une occasion d'ouverture internationale et il serait peut-être intéressant pour le rayonnement de nos travaux que nous puissions inviter a cette Convention des représentants de syndicats ou de Partis Socialistes des pays de la Communauté européenne.
Sur le déroulement de la Convention elle-même, on peut donc trouver des formes d'organisation souples, avec des commissions ou des forums - les conditions d'organisation sont évidemment à discuter avec soin - de telle sorte que nous jouions bien cette carte de l'ouverture - l'opinion nous en saura gré - mais en même temps que nous gardions la maîtrise du débat politique dans de bonnes conditions.
Il faut donc bien cadrer cette Convention en n'en faisant pas non plus une sorte d'avant Congrès.
La difficulté, c'est que l'emploi est un thème transversal. On aborde tout quand on parle de l'emploi, on aborde les problèmes juridiques, les problèmes de politique économique, les problèmes de l'éducation, et bien sur, comme ces problèmes sont les problèmes généraux qui se posent aujourd'hui dans le pays, la tentation pourrait être de faire de cette Convention un débat extrêmement large.
Je pense qu'il faut à la fois ne pas refuser le débat et en même temps garder à cette Convention une certaine spécificité à bien maîtriser. Je pense que ce n'est pas uniquement une question de forme et de mode d'organisation, c'est une question de responsabilité politique collective. Nous avons d'abord à parler à l'opinion publique et rien ne serait pire que de donner à l'opinion publique qui nous attend sur ce terrain des propositions vis-à-vis du monde du travail plus que sur tout autre le sentiment d'une cacophonie ou d'une division qui serait très préjudiciable.
D'un coté, il ne faut pas créer d'illusions en laissant croire que le plein emploi, c'est pour demain matin, de l'autre il faut catégoriquement refuser le fatalisme, et il faut faire preuve d'audace, d'imagination et de volonté politique.
Finalement, cette Convention va avoir sans doute à faire le juste équilibre entre l'analyse des contraintes économiques - les contraintes auxquelles on sera inévitablement confronté, comme nous l'avons été entre 1981 et 1986 - et les marges de manœuvre dont nous pouvons disposer demain si nous revenons au pouvoir. Ces marges de manœuvre existent et, moi, je ne suis pas de ceux qui pensent que, parce qu'il est difficile, ce débat doit être abordé d'une manière trop défaitiste et trop défensive à priori.

Fondation Jean Jaurès

Je pense qu'on a peut-être, dans l'expérience des cinq années, eu tendance parfois à opposer certains instruments de lutte contre le chômage les uns aux autres, ou à les utiliser successivement.
Phase de relance par la consommation, puis coup d'arrêt ; phase de réduction du temps de travail, durée légale, les trente-neuf heures et contrat de solidarité, puis coup d'arrêt en 1983 ; insistance mise ensuite massivement sur la formation. Peut-être après tout les marges de manœuvre seraient-elles plus large si au lieu d'utiliser ces différents outils successivement, on les utilisait de manière simultanée, convergente et cohérente, non seulement parce qu'on ne peut pas véritablement faire l'un sans l'autre, mais parce que l'un avec l'autre permet effectivement de lutter plus efficacement contre ce problème du chômage.
Il y a sans doute des gisements d'emplois à explorer, ils existent, ils sont à trouver dans l'analyse des nouveaux besoins sociaux. Ils sont à trouver dans une réflexion sur les nouveaux modes de gestion des entreprises. Besoins sociaux : quelques camarades me disaient récemment ceci : pourquoi, sur un terrain comme celui de la lutte contre l'incendie - je ne prends que cet exemple anecdotique, mais on sait bien les ravages que cela fait, les coûts économiques que cela représente - n'y a-t-il pas, à travers l'effort de développement de travaux d'utilité collective, en mettant bien l'insistance sur l'aspect utilité collective, la possibilité de mobiliser un certain nombre de gens, un certain nombre d'entreprises, un certain nombre de jeunes ?
De même, en matière de formation, la Droite veut dévaloriser la main d'œuvre et, en particulier, la main d'œuvre jeune. C'est un contre-sens total sur le plan économique. Nous voulons, nous, au contraire, la valoriser et la former mieux.
Nous devons aussi jouer davantage la carte européenne. Sur ce point, je crois que nous n'aurons pas de mal à proposer, car le gouvernement Chirac ne fait rien, le chômage est le même partout, et des réflexions intéressantes effectivement ont été menées dans un certain nombre de partis et dans l'ensemble des forces progressistes en Europe, il serait bon qu'à l'occasion de cette Convention, nous puissions leur donner un certaine résonance et en tenir compte.
Voilà quelques données de réflexions à la fois sur le fond du problème et sur les problèmes de méthode. Je pense que ce débat, comme l'a dit Lionel Jospin lui-même, est un débat difficile, mais c'est un débat qui vaut la peine que le Parti se mobilise et que le Comité directeur lui-même prenne dès aujourd'hui à bras le corps.
Nous disposons de peu de temps, mais si nous travaillons bien et collectivement, et solidairement, je pense que nous ferons de cette Convention un événement positif et qui fera date, et pas une arme qui se retournerait contre nous. De ce point de vue là, cela dépend uniquement de nous et de la manière dont nous maîtriserons les choses, dont nous les dynamiserons.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Bernard Roman. Ensuite, Véronique Neiertz.

Bernard Roman

Mes chers camarades, le Premier secrétaire a évoqué nettement dans la dernière partie de son intervention le problème du rôle du Parti, de la place du Parti, de la tonalité qui devait être la nôtre dans les semaines et les mois à venir.

Je voudrais, à mon tour, aussi nettement, évoquer ce problème devant vous, en disant qu'il me semble y avoir entre l'analyse qui va être la mienne et celle du Premier secrétaire deux nuances de poids dont il faut que nous discutions aujourd'hui. C'est le rôle du Comité directeur de débattre et je crois que deux points méritent le débat, celui qui concerne la place de notre Parti dans le jeu institutionnel aujourd'hui, la coexistence institutionnelle, et celui de la crise d'identité.

Je pense, d'autre part, notre direction étant collégiale, impliquant chacune des sensibilités, chacun des courants de notre Parti, qu'il est possible aujourd'hui de poser ce type de problème, qu'il est même indispensable de le faire sans que quiconque ne se sente coupable d'une quelconque insuffisance passée.

Le problème n'est pas là. Le problème n'est pas non plus dans le rythme des actions, le rythme et le nombre des journées ou des réunions, le déploiement d'activités de nos responsables, il est, c'est vrai, dans la tonalité, dans le positionnement politique au sens stratégique du terme - je fais allusion à la cohabitation - et au sens idéologique du terme - je fais allusion à la crise d'identité qu'a évoquée Lionel, en disant qu'elle n'existait pas.

C'est vrai que ce problème se pose en cette rentrée et c'est vrai qu'il n'était pas facile d'avoir un positionnement plus marqué jusqu'à présent. Il a fallu digérer l'échec du 16 mars, il a fallu digérer, apprendre la cohabitation, mais aujourd'hui, on sent bien que le terrain est nouveau et qu'il nous faut nous déterminer sur ce terrain 6 mois après les élections du 16 mars.

Je voudrais le faire en évoquant deux problèmes, deux problèmes qui me semblent poser question par rapport à l'introduction du Premier secrétaire : la place du Parti dans la cohabitation et le problème d'identité, la nécessité du débat d'idées entre nous.

En ce qui concerne la cohabitation, parce que François Mitterrand est à l'Elysée, et que toutes les incertitudes pèsent sur l'attitude qu'il sera amené à adopter d'ici au terme légal de son mandat, il me semble y avoir dans le Parti - et Lionel a fait allusion à un certain nombre de réunions qui se sont tenues en cette fin d'été - deux attitudes différentes. Il y a parmi nous un certain nombre de camarades qui pensent que pour ne pas gêner le Président de la République, pour lui laisser une marge de manœuvre conséquente, le Parti devrait adopter un ton cohabitationniste que le Parti devrait jouer finement, quelquefois tellement finalement, avec un ton tellement cohabitationniste qu'il en devient quasiment inaudible.

Et puis, il y a ceux qui pensent qu'il faut parler plus fort et que dans tous les cas de figure, le ton qui doit être utilisé par le Parti Socialiste doit être lié à l'objectif direct, celui du Parti Socialiste, je dirai aujourd'hui plus que jamais : tirer la Gauche dans notre pays, faire en sorte que le plus rapidement possible elle

puisse redevenir majoritaire.
Que François Mitterrand aille ou non au terme de son mandat, que l'Assemblée Nationale soit ou non renouvelée au lendemain d'élections présidentielles, cet objectif, "tirer la Gauche, faire en sorte qu'elle redevienne majoritaire dans notre pays", reste immuable, reste le nôtre, et il nous faut faire en sorte que la Gauche à l'occasion d'élections majeures et législatives puisse à nouveau être majoritaire en France.
Chacun sent bien - Lionel l'a dit - que l'élection présidentielle constituera un moment capital de l'évolution de nos institutions mais personne, mes camarades, ne peut affirmer aujourd'hui qu'elle sera l'occasion d'un choc des projets, d'un choc entre la Gauche et la Droite.
Est-ce que vous imaginez dans le cas d'école où François Mitterrand serait de nouveau candidat, des présidentielles anticipées, qu'il puisse se présenter par exemple aux Français en leur soumettant la liste des entreprises à re-nationaliser ou qu'il le fasse en proposant dès le lendemain de son élection le rétablissement des droits des travailleurs dans l'entreprise ?
Je crois que dire, comme l'a fait le Premier secrétaire, que nous sommes complètement dans l'opposition mais que nous gardons une part de responsabilités, cela nous conduit à ignorer un fait qui est inéluctable aujourd'hui et qui me semble-t-il doit être pris en compte par le Comité directeur pour la définition d'actions du Parti, c'est que les routes du Président de la République et du Parti Socialiste ne sont pas éternellement parallèles.
Je crois qu'il y a là une nuance dans l'analyse qui me semble tout à fait importante.
Il faut donc que le Parti Socialiste parle haut, parle fort, qu'il se montre résolument un parti d'opposition à la politique gouvernementale. Si l'on replace cette analyse dans le cadre de la cohabitation, j'ai le sentiment que c'est aujourd'hui, pour nous, le meilleur moyen d'aider le Président de la République en lui permettant de s'appuyer sur une opinion de gauche de plus en plus pesante dans les débats politiques du pays.
Deuxième point d'analyse et deuxième point de divergence ou du moins de nuance avec l'analyse du Premier secrétaire : moi, je pense qu'il n'y a peut-être pas une crise d'identité dans le Parti mais un certain nombre de problèmes qui se posent et qui ont été relevés par Lionel Jospin tout à l'heure.
Lorsque j'entends, lorsque je lis qu'un certain nombre de responsables du Parti Socialiste - Lionel Jospin l'a souligné tout à l'heure - s'interrogent sur de futures alliances ailleurs qu'à gauche, je considère qu'il y a là un problème d'identité. On ne cherche pas des alliances en dehors d'un débat d'idées, évoquer la possibilité d'alliances ailleurs qu'à gauche, pour ne pas dire à droite, cela relève quand même d'un problème d'identité.
Ce que nous avons à faire aujourd'hui, tirer la Gauche, la faire progresser, je ne peux pas l'imaginer sans examiner le paysage politique, sans faire référence par exemple à l'analyse que faisait Jean Poperen devant nous à la Convention nationale, des élections du 16 mars. Tout dans cette analyse convergeait vers une nécessite de reconquête d'un électorat perdu par la Gauche depuis 1981 et plus

particulièrement par le PC depuis une dizaine d'années.
C'est sur ce terrain qu'il nous appartient aujourd'hui de porter l'offensive et ce terrain, c'est d'abord celui de nos idées, de nos valeurs et de notre identité face à une droite qui concrétise chaque jour les siennes avec une vigueur étonnante.
Il ne peut pas y avoir parmi nous, mes camarades, d'un côté les pragmatiques et de l'autre coté les idéologues. Lorsque le malaise apparaît chez les Socialistes par exemple, parce que Séguin parle comme nous l'avons fait du traitement social du chômage, ne pensez-vous pas que si ce malaise apparaît, y compris parmi un certain nombre de cadres de nos fédérations, c'est parce qu'à un moment où à un autre, nous n'avons pas fait tout à fait notre travail d'explication ? Tout ce que nous avons entrepris de 1981 à 1986, s'inscrivait dans une cohérence, dans la logique de la transformation sociale qui nous anime, il n'y a rien à voir entre les "TUC Delebarre" et les "petits boulots Séguin". Tout ce qui a été entrepris dans le domaine de l'emploi, de la santé, du logement, de la sécurité, de la prévention, du développement social, l'a été en référence à nos principes, à nos idées, et rien ne se reconstruira pour les Socialistes en matière programmatique sans référence à ce débat d'idées.
Comment nier, mes camarades, que l'idéologie dominante dans notre pays, est à droite ?
Il faut prendre toute la mesure du matraquage idéologique libéral auquel se livrent les hommes de droite aujourd'hui. On parlait de Balladur tout à l'heure. C'est là je crois, où se situe, au niveau de notre combat et donc de la réaffirmation de nos identités, du débat d'idées, l'enjeu primordial de notre combat pour les semaines et les mois à venir.
Lorsque Séguin présente comme inéluctable la présence de 3 240 000 chômeurs en France, c'est vrai, Lionel, il y a sûrement un aspect tactique derrière cela, mais je crois qu'il participe d'abord à ce combat idéologique et culturel.
Ce qui plait à la Droite, dans le modèle libéral américain, ce n'est pas l'absence d'intervention de l'Etat dans le domaine économique. L'Etat américain intervient autant sinon plus que les principaux états européens dans le domaine économique. Ce qui plait à la Droite dans le modèle libéral américain, c'est un type de société, c'est une culture de résignation pour les plus faibles, de l'individualisme qui conduit à la société duale que nous dénonçons et où la marginalisation se concrétise même dans la notion de citoyenneté.
A cette culture libérale, nous devons opposer sans répit notre idéologie, et c'est d'abord cela le sens de notre combat aujourd'hui.
Le droit à la santé, le droit au logement, le droit au travail, pour ne prendre que ces exemples, restent des principes de notre engagement politique, et la Droite s'accommode parfaitement du contraire.
Aux Etats-Unis, pour revenir sur cet exemple, lorsqu'on est pauvre et malade, il est considéré comme normal qu'on ne puisse pas se soigner de la même manière que lorsqu'on est riche. Aux Etats-Unis il est considéré comme normal que 30 millions de personnes vivent en marge de la société, y compris en ne participant pas aux scrutins nationaux.
Alors lorsque nous parlons de la société duale, c'est d'abord cette tentative

d'acculturation libérale que nous devons combattre. Et comment la combattre, mes camarades, sans affirmer clairement notre identité ? Et comment affirmer clairement notre identité sans parler entre nous, y compris entre nous, de ces problèmes, du débat d'idées qui naît d'un certain nombre de déclarations qui ont été entendues dans la vie publique de ces dernières semaines ?
J'évoque ce problème du débat d'idées ici car il est clair, au vu d'un certain nombre de ces déclarations, que certains parmi nous sont tentés de mettre entre parenthèses, au moins pour quelque temps, nos références idéologiques.
La Droite, mes camarades, elle, ne s'y trompe pas, et il ne faudrait pas que le piège se referme sur une conscience politique de Gauche éthérée dans notre pays. Il faut mettre les choses au clair, disait Lionel, il faut faire des propositions. J'adhère complètement aux différentes propositions qui ont été les siennes.
Je voudrais simplement pour conclure donner mon sentiment sur les propositions que nous a faites Michel Pezet tout à l'heure, dans le droit fil de l'analyse que je viens de faire rapidement devant vous.
C'est vrai qu'il faut que le Parti s'exprime, c'est vrai qu'il doit le faire par des formules choc, par des formules qui frappent l'opinion. Mais je crois qu'il doit le faire aussi en prenant en compte ce sentiment qui naît, qui se développe aujourd'hui dans l'opinion, que le travail qui a été fait pour lutter contre les inégalités par la Gauche de 1981 à 1986 est aujourd'hui chaque jour mis à mal par le gouvernement de Droite, et que ce gouvernement, dans le domaine de la fiscalité, dans le domaine des droits, dans le domaine de la démocratie, avec la carte électorale, est d'abord le gouvernement de l'injustice.
Plutôt que d'utiliser une formule choc qui parle sur la forme et moins sur le fond, comme "la Droite se plante", il nie semblerait plus riche d'essayer d'unifier notre campagne pour les semaines et les mois à venir dans une formule qui reprendrait cette notion de lutte contre le gouvernement de l'injustice.
Voilà ce que je souhaitais dire en apportant ma contribution au débat.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Bernard roman.
Véronique Neiertz, dernière oratrice de la matinée.

Véronique Neiertz

Comme première et dernière oratrice de la matinée, je vais me permettre, chers camarades, d'aborder un aspect un petit peu particulier du bilan que nous pouvons dresser du débat politique de l'été, et donc de toutes ces dernières semaines, un aspect un peu particulier qui s'est en effet singulièrement précisé et qui commence à peser sérieusement, à mon sens, dans la course à la présidence de la République des candidats de Droite. Je crois que nous aurions tort de ne pas en tenir compte pour nos analyses futures.
Je veux parler ici de la dimension, de l'image internationale des candidats à la présidence de la République qu'aucun candidat à cette présidence ne peut

négliger, et parmi les différents candidats de la Droite, force est de constater que Giscard d'Estaing et Barre ont sur ce plan plusieurs longueurs d'avance sur Jacques Chirac.
Aussi, Jacques Chirac essaie de rattraper son retard, de se forger une crédibilité nouvelle, il multiplie les déclarations de politique étrangère, il multiplie les démarches et les déplacements hors de l'hexagone depuis le 16 mars. Cela montre à l'évidence qu'il est conscient de son handicap et qu'il cherche à se créer une place visible sur la scène internationale.
Il y a beaucoup de mérite, parce qu'il se heurte à bien des obstacles. Le premier, le plus important, c'est que la politique étrangère est le domaine dans lequel le Président de la République a prééminence. La dimension internationale de François Mitterrand, son rang protocolaire dans toutes les manifestations de la concertation mondiale rendent parfois les efforts du Premier Ministre très ingrats.
Le deuxième obstacle, c'est que l'UDF ne tient pas du tout à lui faciliter la tâche et que ses responsables saisissent toutes les occasions de se démarquer du Premier Ministre, ce qui ne fait que porter atteinte à son autorité de chef de la majorité. Or les diplomaties étrangères qui sont très attentives, très intéressées par le fonctionnement de la cohabitation en France, enregistrent et soulignent les tiraillements qui en découlent.
Le troisième obstacle de Jacques Chirac tient à son calendrier. Il est stressé et il a peu de temps. Il faut donc qu'il se bâtisse une nouvelle dimension en quelques mois.
Alors l'été qui se termine a confirmé, après le faux pas que tout le monde avait remarqué au sommet de Tokyo, qu'on ne se propulsait pas sur la scène internationale de la même façon qu'en politique intérieure, je veux dire "à la hussarde".
La précipitation, les manifestations d'humeur, les jugements à l'emporte pièce, les interviews tous azimuts auxquelles s'est livré Jacques Chirac ces derniers mois conviennent mal au caractère de la relation extérieure d'un pays comme la France et risquent même de lui porter préjudice, à ce pays.
De donnerai quelques exemples : déclarer qu'à l'occasion de sa visite en Nouvelle-Calédonie le Premier Ministre ira voir îles époux Turenge, être obligé de se rétracter aussitôt car cela est contraire à l'accord qu'il avait conclu avec la Nouvelle Zélande, accentuer encore cette maladresse en évoquant quelques jours plus tard à Tahiti la liberté dont disposent les deux officiers français et voir immédiatement cette affirmation rectifiée par la Nouvelle Zélande, tout cela marque une très grande précipitation.
Autre exemple, qualifier le Premier Ministre australien de stupide et souhaiter publiquement la défaite prochaine de sa majorité politique ne peut pas contribuer à renforcer les liens de l'Australie avec la France que Jacques Chirac affirme souhaiter par ailleurs.
Troisième exemple, faire croire à tous les pays du Moyen Orient que la politique française a changé dans cette partie du monde à cause d'un entretien accordé en août au journaliste israélien Benbora où les propos de Jacques Chirac sur le

Fondation Jean Jaurès

peuple palestinien ont jeté la consternation dans le monde arabe, récidiver quelques jours plus tard en assimilant la revendication d'une patrie palestinienne au folklore autonomiste corrézien, puis démentir que l'entretien a eu lieu, n'est pas convenable pour le Premier Ministre de la France.
Sa première sortie sur l'inutilité de la FINUL, immédiatement interprétée comme l'annonce d'un prochain retrait du contingent français du Liban, déclaration qui s'ajoute juste à ce moment là à celle du ministre de la Défense sur la reconquête du Nord du Tchad, a aussi de quoi surprendre.
Tout cela a eu lieu, mes chers camarades, sur fond de polémique entretenue non seulement par M. Chirac, mais par M. Giscard d'Estaing et M. d'Ornano sur l'accord nucléaire franco-irakien de 1975, et cela n'a pas contribué non plus à améliorer la réputation de la France à l'étranger.
II y a quelque temps, après le 16 mars, Jacques Chirac s'est rendu au Quai d'Orsay et il a harangué les diplomates. Il leur a dit : "vous allez revenir au professionnalisme", et les diplomates se sont montrés contents de cette déclaration.
Je suppose qu'aujourd'hui ils sont très perplexes au Quai d'Orsay.
De toutes façons, ce nouveau style de Jacques Chirac n'accrédite pas son sérieux comme candidat à la présidence de la République. Ce qui est plus grave, c'est que cela risque de nuire à l'image de la France dans le monde. Cela dit, son handicap le plus lourd dans cette affaire, je crois, c'est qu'il n'est pas réellement intéressé par les problèmes de politique étrangère. Il ne connaît pas les dossiers, il ne connaît pas non plus les acteurs et responsables des affaires de politique étrangère.
En ce qui concerne le rôle du Parti, la place qu'il doit tenir, le discours qu'il peut faire entendre, puisque beaucoup d'entre nous s'interrogent ces temps-ci sur ce thème, je voudrais dire ceci : j'ai connu le temps où le Parti Socialiste était parti d'opposition, et où jusqu'en 1981, sur tous les problèmes de politique étrangère, nous étions particulièrement présents et offensifs. Et puis nous sommes arrivés au pouvoir, la tonalité a changé. Et puis, aujourd'hui, nous sommes dans une situation encore différente, une situation de coexistence institutionnelle, et dans le domaine de la politique étrangère c'est une situation particulièrement délicate à traiter pour nous.
Elle impose de soutenir le Président de la République, elle n'interdit pas de souligner les erreurs, les fautes politiques du Premier Ministre, et de son gouvernement. Et ces erreurs, ces fautes, ont été nombreuses depuis le 16 mars.
Je pense au renvoi de notre ambassadeur en Afrique du Sud, au moment même où la répression dans ce pays s'amplifiait, et où les Etats-Unis et le Canada rappelaient le leur.
Je pense à l'incapacité du gouvernement à nommer un responsable des questions européennes, bien caractéristique et symbolique de son absence de politique européenne.
Je pense à des déclarations inattendues de Jacques Chirac sur l'IDS, qui lui ont valu des remous dans ses propres rangs. Mais dans ce domaine l'été a aussi montré que nous savions être responsables, que nous savions avoir la bonne

Collection Jean Jaurès

tonalité, que nous savions exploiter les erreurs.
Les déclarations de Lionel Jospin sur le contingent français de la FINUL, le marquage par Roland Dumas de la polémique sur l'accord irakien, en fournissent quelques exemples et je m'arrêterai là.
J'ai conscience, mes chers camarades, d'évoquer un aspect très particulier du débat politique, nous avons d'autres préoccupations, mais compte tenu de l'échéance présidentielle, qui est la nôtre aussi, il me semble qu'il n'est pas inutile de tenir compte aussi dans notre réflexion, dans notre analyse, et dans nos déclarations, des erreurs de parcours de la Droite et de Jacques Chirac dans ce domaine Cela ne peut que conforter la bonne opinion que les Français ont de François Mitterrand, comme Président de la République aujourd'hui et demain.
Merci.

Le président - Merci Véronique.
La séance est levée, je vous demanderai d'être présent à 15 heures, parce que nous avons une vingtaine d'orateurs. Si nous voulons terminer à une heure raisonnable, il faudrait commencer à 15 heures.
Merci, bon appétit.

Parti Socialiste
Comite directeur
13 septembre 1986

(Après-midi)

La séance est reprise sous la Présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)
La séance est reprise. La parole est à Marie-Thérèse Mutin.

Marie-Thérèse Mutin
Chers camarades, je suis souvent préposée à reprendre l'après-midi, parce qu'il n'y a personne. J'en remercie le président !
Je voudrais poser une question au Comité directeur, ou plus exactement faire part d'une interrogation : pour la journée du 4 octobre, organisée par le Secrétariat national, sur l'histoire et sur l'organisation du Parti, cela ne me pose aucun problème, par contre sur les objectifs que dire ? Sommes-nous toujours tous d'accord pour la construction d'une société Socialiste ? Si oui, comment y parvenir? Est-ce que la transformation progressive de la société dont parlait Lionel Jospin à la Convention de juin c'est toujours la structure qui se traduit avec le capitalisme? Si oui, pourquoi ne pas le dire ?
Pourquoi tant de prudence dans l'expression de nos dirigeants nationaux sur les nationalisations par exemple ? Pourquoi ce manque de combativité ? Pourquoi

Fondation Jean-Jaurès

ces propos si modérés sur les hommes de droite au pouvoir?
Je comprends bien que l'objectif immédiat c'est la reconquête du pouvoir, mais le pouvoir pour quoi faire? Voilà la question qui m'intéresse.
J'ai entendu en d'autres lieux Pierre Mauroy faire courageusement son autocritique sur les silences du Parti, mais pourquoi avons-nous pu si facilement réduire le Parti au silence ? Parce que contrairement à ce que nous proclamons, il n'y a pas contrôle des élus par le Parti, mais contrôle du Parti par les élus. Pendant cinq ans, nous avons fait défiler dans les sections ministres, secrétaires d'Etat, députés, non pas pour qu'ils entendent ce qu'avaient à dire les militants, mais pour qu'ils expliquent aux militants les contraintes économiques ou autres qui empêchaient de mettre en œuvre plus rapidement notre programme.
Et les militants Socialistes se sont transformés en petits économistes qui ont répercuté autour d'eux l'idée qu'on ne pouvait rien faire, qu'il fallait être réaliste.
"Réaliste", un mot qui sonne comme "fataliste", si bien qu'à présent les militants découragés sont persuadés qu'on ne peut rien contre le capitalisme, sinon revenir au pouvoir pour l'adoucir un peu. Or, si je comprends que nos responsables sont parfois contraints par les faits, je persiste à penser qu'un militant ne doit pas être réaliste, il doit être utopiste; il doit sans cesse revenir au projet, il doit sans cesse exercer la contrainte inverse sur nos élus, si besoin est, mais surtout sur l'opinion publique afin de l'amener à peser de toute sa force pour changer les choses.
Les militants de Droite ont parfaitement réussi sur le problème de l'école, et voilà que même revenus dans l'opposition, nous n'arrivons pas à mobiliser l'opinion contre la Droite qui cependant matraque notre électorat. Crise des organisations syndicales, bien sûr, mais comment et pourquoi les syndicats luttent-ils quand les partis de Gauche ne leur offrent pas un projet politique clair de transformation de la société ?
Je ne suis pas naïve, je comprends bien les stratégies qui sclérosent notre Parti, mais je crois qu'à continuer ce petit jeu, nous perdrons tous et nous perdrons surtout l'outil que nous avons ensemble forgé depuis 1971, et cela serait dramatique pour les millions d'hommes et de femmes pour qui nous sommes censés nous battre, dans la France, et dans le monde.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Est-ce que Guy Vadepied est là ?
Notre camarade revient du Chili où il se trouvait en mission parlementaire. Etant donné l'actualité extrêmement brûlante qui existe au Chili à l'heure actuelle, il serait intéressant d'entendre son témoignage. Merci.

Guy Vadepied

Merci, Claude, de me donner la parole. Je n'étais pas là ce matin. Je remercie également Lionel qui a demandé que je puisse m'exprimer.
Je n'ai pas préparé d'intervention. En quelques mots je voulais vous dire qu'il se

passe, comme vous le savez, au Chili des choses graves. La situation est extrêmement difficile sur le plan des droits de l'Homme naturellement, mais aussi sur le plan politique. Elle l'était déjà avant.
Quand nous sommes arrivés, il y avait malheureusement toujours des arrestations arbitraires, des tortures, et on sortait toujours du droit, comme depuis treize ans. Mais depuis l'attentat contre Pinochet, il est évident que les choses se sont terriblement durcies. Il y eut une répression et des morts tragiques au cours des deux jours qui ont suivi cet attentat. J'étais à Santiago, on a arrêté de nombreux militants, de nombreux responsables politiques, en particulier Ricardo Lagos et Correa, qui sont deux Socialistes des deux Partis Socialistes les plus importants du Chili. Vous l'avez su, on a assassiné un rédacteur en chef d'un journal, et bien d'autres militants. Donc la situation est tragique.
Ce que je voudrais dire aussi, c'est qu'ayant rencontré beaucoup de responsables politiques, et en particulier du Parti Socialiste, le Parti Socialiste en France compte beaucoup pour les Chiliens. Je remercie le Bureau exécutif d'avoir pris la position qu'il a prise mercredi dernier.
Ces militants que j'ai rencontrés sont exemplaires, ainsi que les responsables. On dit un peu trop que les Partis seraient divisés. Ils le sont, mais ce sont les circonstances qui le veulent. Pour offrir une alternative, il faut qu'ils s'unissent : c'est ce qu'ils sont en train de faire.
Quant à la situation proprement dite, peut-on dire que c'est la fin de Pinochet ou le commencement d'une nouvelle époque de répression ? Je ne saurais pas trop vous dire. Ce qui est sûr, c'est que Pinochet est lâché par les Américains. Il va essayer de tenir.
Ce qui est sûr aussi, c'est qu'il y a au Chili une tension très grave qui peut, à mon avis, déboucher vers une guerre civile ou du moins vers une situation à la salvadorienne.
Dans les "poblacion" on a faim et non seulement on a faim mais évidemment aussi on a peur.
Voilà simplement ce que je voulais dire. Je crois que le poids des prises de position des pays, non seulement des Partis mais des gouvernements, sera déterminant sur l'avenir du Chili.
Ce que nous avons vu, c'est que les Etats-Unis, sont en train de prendre des positions de retrait, sont en train de lâcher Pinochet.
Ce que je regrette, c'est que le gouvernement de la France et la Communauté européenne n'aient pas pris, au cours de ces derniers jours, la moindre position.
Je vous demande de témoigner là-dessus. Il va y avoir des votes pour les crédits à la banque mondiale pour le mois d'octobre. Si le gouvernement de France ne prenait pas position, ce serait scandaleux, et il faudrait le dire.
Ce que je voudrais dire aussi, c'est que pendant les 8 jours que nous sommes allés là bas, et particulièrement les trois derniers jours où les prêtres français étaient enfermés, nous avons fait ce que nous avons pu. Ca n'était pas facile, nous n'avons pas entendu une seule prise de position du gouvernement, pas une seule prise de position du secrétariat aux droits de l'Homme qui devait défendre les droits.

Je n'ai pas pu le dénoncer fortement en entrant. Je l'ai dit à une émission que j'ai faite avant-hier soir. Je ne voulais pas apparaître comme voulant faire de la politique.
Ca, je crois que c'est à dénoncer. Je crois qu'on peut dire, sans forcer le trait, que ne pas prendre position, que le secrétaire aux droits de l'Homme ne prenne pas position, quand des prêtres français sont brutalisés, malmenés, et expulsés, je trouve que c'est une relative imposture.
Je voudrais donc vous le dire pour que chacun nous le dénoncions.
Voilà simplement ce que j'avais à vous dire.

Le président - Merci, Guy Vadepied. La parole est à Christian Goux et ensuite à Pierre Mauroy.

Christian Goux

Chers camarades, il y a maintenant 6 mois qu'ont eu lieu les élections législatives. La situation politique et économique depuis cette date, a beaucoup changé. Je voudrais vous faire part de mes réflexions sur ce sujet.
Tout d'abord, sur le plan intérieur. L'élection s'est déroulée dans un contexte où la majorité actuelle a déclaré qu'elle arriverait à résoudre rapidement les problèmes du chômage et de la sécurité.
6 mois plus tard, on se rend compte que l'objectif de la lutte contre le chômage est abandonné. On se rend compte aussi que les problèmes concernant la sécurité ne sont pas résolus, loin de là.
Les Français s'en rendent compte et il va falloir que nous en tenions compte dans notre discours.
Le problème du chômage reste le grand problème que nous avons devant nous mais à la différence de ce que nous pouvions dire il y a quelques mois, ou il y a simplement 5 ans, il faut maintenant que nous tenions compte à la fois de ce que nous avons fait pendant les 5 années où nous avons été au pouvoir et surtout de la nouvelle situation économique internationale.
Chers camarades, pendant les 5 années où nous avons été au pouvoir, nous avons eu une politique qui a bien sûr tenu compte de ce qui se passait à l'extérieur mais cela n'a pas toujours bien été intégré dans le raisonnement.
En 1981 et en 1982, quand nous avons pratiqué une relance, on s'est heurté à la crise très forte de l'économie internationale : chute de la production dans les pays qui nous entourent aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, etc.
Ceci a singulièrement compliqué notre tâche.
Je ne reviendrai pas sur les données de fond en ce qui concerne le dollar qui était passé de 5 à 10 F en 1970. Le prix du pétrole aux environs de 35 dollars le baril.
En 1984 et en 1985, sous l'effet à la fois de la politique suivie qui commençait à porter ses fruits et de l'amélioration de la situation économique internationale, les résultats que nous avons obtenus ont été bons. Ont été bons j'entends, sur le plan des grands équilibres, ont été bons parce que nous avons réussi à endiguer la montée du chômage avec tout ce que cela représente comme drames et comme difficultés.

Fondation Jean Jaurès

En mars 1986, nous croyions tous, nous pensions dans notre grande majorité que l'économie internationale était repartie avec une croissance modérée mais certaine et qu'il suffirait de s'adapter aux nouveaux modes de production qui se dessinaient dans les autres pays pour que la France, en améliorant sa productivité s'en sorte et c'est ce que nous pensions, ce que nous aurions fait si nous étions restés au pouvoir.
Mais depuis cette date, les faits ont parlé. L'économie internationale est de nouveau dans une grave crise. Je l'avais d'ailleurs signalé au Comité directeur, il y a quelques mois.
J'ai souvent rappelé au Bureau exécutif que les solutions étaient des solutions provisoires et qu'avec le recul, le Président des Etats-Unis apparaîtrait donc comme un grand illusionniste qui a réussi à sortir très provisoirement son pays de la crise par des déficits intérieurs et extérieurs tout à fait pharamineux.
Aujourd'hui, c'est l'heure du règlement de compte aux Etats-Unis... vous savez ce qui s'est passé à la bourse de New York hier ou avant-hier. Il nous faut durcir le trait. C'est simplement ce que l'on voit à travers des statistiques américaines depuis déjà 6 mois ou 1 an.
La croissance est très faible. La croissance de la productivité est nulle et c'est d'ailleurs parce que la croissance de la productivité est nulle que le chômage n'augmente pas aux Etats-Unis.
Le commerce international va stagner. Cela va représenter de grandes difficultés pour notre pays. Alors voilà une situation nouvelle qui est devant nous, à laquelle il faut que nous réfléchissions.
Les discours que nous avons été amenés à tenir lors de la Convention nationale sur l'emploi notamment vont reposer avec acuité le problème de la croissance.
Chers camarades, je crois que la Convention qu'on va tenir est nécessaire. Les Français attendent, sur le problème du chômage, un autre discours que celui des petits boulots. Mais notre responsabilité va être grande car si nous devons dessiner devant nos concitoyens un chemin possible, faut-il encore que nous nous mettions d'accord sur les solutions à proposer.
Personne n'a de remède miracle contre le chômage mais je pense que nous pourrions être d'accord sur deux grandes considérations.
Tout d'abord, la seule possibilité - et ceci est une évidence pour que le chômage diminue dans notre pays - c'est la croissance, et c'est que la croissance reparte.
Le problème du partage du travail est un problème qui permet de résoudre en partie les difficultés, mais qui ne permet pas de voir diminuer très sensiblement le niveau du chômage. Alors, ça, c'est un problème, c'est une discussion de fond entre nous.
Il ne s'agit pas de retrouver la croissance de 4 à 5% que l'on a connue pendant les années dites glorieuses, mais simplement de retrouver une croissance qui permette de voir le chômage diminuer peu à peu.
Notre difficulté, c'est que notre pays a des retards en matière de productivité et de croissance et que résoudre les deux en même temps, est difficile.
Je crois que c'est absolument nécessaire. Or, nous nous heurtons pour tenir ce discours de la croissance à deux obstacles décisifs.

Contribution Jean Jaurès

Le premier obstacle sur lequel on insiste moins maintenant, parce que les taux d'intérêts ont baissé, c'est le problème de la contrainte de solvabilité.
L'endettement public français est important certes, peut-être moins important que dans d'autres pays, mais c'est pour nous une contrainte pratiquée, une politique de relance par la dépense publique, et cela est devenu difficile, voire impossible.
Donc nous avons, de ce point de vue, une première difficulté. Cette difficulté, elle peut être levée par une pratique de taux d'intérêts plus faibles, par une politique plus active en ce qui concerne le déficit public.
Bref, je ne veux pas entrer dans des considérations techniques mais il y a des possibilités.
Le deuxième obstacle, beaucoup plus difficile, et nous le savons, c'est l'obstacle du déficit extérieur.
La relance de la croissance, qu'elle soit par la consommation ou par l'investissement - et d'ailleurs on souhaite que l'investissement en soit le moteur - mais cette relance là, elle demande, elle entraîne un accroissement des importations plus fortes que la croissance de la demande et elle créé un déséquilibre extérieur qui est un obstacle au développement.
Mes chers camarades, 5 ans se sont écoulés depuis 1981. L'intégration européenne, l'interdépendance des économies est devenue maintenant une réalité, encore plus forte qu'elle n'était à l'époque.
Il paraît difficile de résoudre les problèmes de la contrainte extérieure sans une politique économique européenne très coordonnée.
Il faut que nous réfléchissions à cela.
Il faut que nous en parlions entre nous parce que les efforts que nous sommes amenés à faire pour restructurer l'économie, pour la moderniser, ne porteront leurs fruits qu'à terme.
Il ne faut pas croire pendant ce temps-là que les pays qui nous entourent n'en font pas autant. Je crois que si nous parlons de relance de la croissance, il faut l'envisager dans un cadre européen.
Problème difficile, problème d'indépendance nationale, problème de politique économique coordonnée, stratégie financière et monétaire.
Ce sont des problèmes qui sont devant nous, si nous ne voulons pas tenir des discours qui ne sont pas utopiques mais déconnectés par rapport à la réalité.
Voilà, chers camarades, ce que je voulais dire dans cette matière si importante de l'emploi. C'est un problème qui existe, on peut le dire, depuis le début du capitalisme.
Il y a une parenthèse tout à fait particulière de 1950 à 1965... après la deuxième guerre mondiale et pendant la période de reconstruction.
L'évolution du système industriel a connu au 19ème siècle, des périodes de haut et de bas et des crises terribles en ce qui concerne l'emploi.
Depuis 1930, à part la parenthèse de 1950-1965, le problème de l'emploi est un problème général.
Nous, Socialistes, nous pensons que pour trouver des solutions à ces problèmes, il faut que la collectivité les empoigne. Il faut planifier notre destin en donnant à

Fondation Jean Jaurès

ce mot "plan" un sens clair et profond.
Voilà, mes camarades, ce que je voulais dire sur le plan économique.
La situation est très grave, je le répète. Les deux années qui sont devant nous, sur le plan international, sont des années qui sont plutôt de mauvaises années. On peut admettre que les années 1983 à 1984 étaient de bonnes années. Il faudra en tenir compte.
Alors en deuxième point, monsieur le président, je dois dire deux mots sur le livre noir.
J'ai beaucoup apprécié ce qui a été fait par le Parti. Je crois que c'est présenté de façon simple. C'est bien mettre l'accent sur l'iniquité du découpage. On sait bien que naturellement le scrutin majoritaire, de par sa nature même, induit des distorsions par rapport au scrutin proportionnel... (inaudible)... mais je crois que nous devons mettre l'accent sur la façon dont le découpage a été effectué.
On peut dire grosso modo qu'il faut en moyenne (?) points de moins à la coalition de droite pour l'emporter qu'à la coalition de gauche.
Voilà cette réalité qui apparaît à condition de la véhiculer sur le terrain. Point n'est besoin de faire des projections.
Nos citoyens ont encore présent à l'esprit le scrutin du 16 mars 1986. Il suffit de leur montrer avec les résultats de ce scrutin ce que cela donne avec le découpage Pasqua, et la démonstration se fera toute seule. Beaucoup de nos camarades s'imaginaient que, finalement, quel que soit le mode de scrutin, les résultats seraient relativement les mêmes. Ils vont vérifier concrètement ce que cela veut dire, ce que signifie le scrutin qui nous est proposé par rapport à celui du 16 mars.
N'oublions pas que le scrutin du 16 mars était déjà de lui-même, à la proportionnelle départementale, un scrutin majoritaire puisque nous avons eu 32% des voix et 32% des sièges.
Voilà les réflexions que je voulais faire pour le débat des mois à venir.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Jack Lang et ensuite Louis Mermaz.

Jack Lang

Chers camarades, je souhaiterais soumettre quelques réflexions au sujet de la question principale qui nous anime aujourd'hui, c'est, me semble-t-il, comment donner à notre Parti une vigueur renforcée et une ardeur décuplée.
J'ai observé - mais cela fait partie un peu de notre système de média - que lorsque, sur ce sujet, l'on s'exprime, les propositions faites ou les critiques formulées aussitôt apparaissent présentées comme venant à l'appui d'une critique de tel dirigeant du Parti ou en faveur de tel autre responsable du Parti.
Personnellement, comme beaucoup d'entre vous en cette période, je crois qu'un seul souci doit nous animer : celui de l'unité de l'ensemble du Parti. Il ne faut pas que dans nos discussions collectives nécessaires, le libre débat soit entravé par la crainte que telle observation pourrait être utilisée ici oui là pour justifier

Fondation Jean-Jaurès

telle ambition personnelle au demeurant légitime. Je dirai que ce qui doit nous animer dans les temps qui viennent, c'est un objectif, un seul : préparer méthodiquement, sereinement et tranquillement notre éventuel retour. Deux vertus doivent être sans cesse en nous pour préparer méthodiquement cet éventuel retour : la pugnacité et l'imagination.

Sommes-nous - la question a été posée au cours des semaines passées, Lionel Jospin, c matin, y est revenu - sommes-nous, dans la période présente assez pugnace pour contester l'actuel pouvoir ? Sommes-nous assez imaginatifs pour préparer notre éventuel retour ?

C'est sur ces deux points que je voudrais rapidement soumettre quelques observations.

D'abord notre pugnacité.

Je suis d'accord avec Lionel Jospin pour considérer que la première période écoulée est une période au cours de laquelle il était difficile de heurter de front l'opinion publique. Nous avions perdu les élections, et c'est la règle qu'un nouveau gouvernement bénéficie d'un minimum de temps pour s'installer et engager une nouvelle politique.

Mais, chacun le sent aujourd'hui, le moment est venu, après ces six mois - nos prédécesseurs, rappelez-vous, nous avaient accordés à peine deux mois et encore, je suis généreux, pour engager un procès en illégitimité contre nous, et pour annoncer les pires catastrophes, pour dire que la Gauche, M. Chirac le disait, ce serait 20% d'inflation, ce serait l'échec assuré - où nous avons été convenables et correctes, d'aller de l'avant.

Ce qui, peut-être, a pu un peu nous gêner ou ce qui peut parfois nous gêner, c'est cette confusion tout à fait normale qui en nous se trouve entre notre fonction de militants du Parti Socialiste et notre respect, notre amitié, notre affection pour le Président de la République.

C'est vrai, à plusieurs reprises, nous avons eu le sentiment qu'il ne fallait pas prendre telle initiative ou aller dans telle direction pour e point gêner son action. Eh bien, il me semble que sans complexes, et comme l'a expliqué très justement Lionel Jospin, nous devons à présent, très clairement, comme cela est normal, séparer les deux fonctions. Je vais dire une évidence : il est le Président, nous sommes le Parti Socialiste, et loin de nous en plaindre, je crois que nous devons au contraire nous réjouire que l'action des Socialistes puisse se développer sur ce double registre.

Je crois que c'est une bonne chose, pour la richesse même de notre présence, que nous ayons, au fond, ces deux partitions à jouer : la partition présidentielle, la partition du Parti. Je pense qu'il faut s'y atteler de plus en plus, car les circonstances sont telles que le Président sera appelé à jouer de plus en plus un rôle d'arbitre ; sa stature historique est telle que dans les prochaines semaines ou les prochains mois, il gagnera j'en suis convaincu en autorité, en présence, et, j'allais dire - je ne le souhaite pas mais j'allais dire - qu'après tout, ce ne serait pas si mal, si à un moment ou à un autre, en tant que Président de la République, il était appelé un instant pour affirmer sa fonction d'arbitre, à prendre une distance à l'égard d'une initiative en elle-même positive que nous aurions prise

Collection Jean Jaurès

en tant que Parti.
Alors, venons-en à des propositions concrètes : être plus pugnaces, cela veut dire quoi ? Cela veut dire que nos ripostes manquent peut-être parfois de vigueur et je voudrais ici, au fond, attirer l'attention sur quelques points.
D'abord, si on me le permet, je voudrais dire que le moment de nos ripostes n'est pas toujours ajusté aux circonstances, ou, pour employer un anglicisme : le timing, je veux dire l'adéquation temporelle de nos réponses. Nous sommes parfois en retard d'une guerre, je veux dire d'un jour ou de quelques heures.
Prenons au moins des leçons sur le comportement de l'opposition d'hier sur ce plan là : on a le sentiment que parfois, ils campaient dans les coulisses des télévisons ou des radios. A peine Laurent Fabius ou Pierre Mauroy avaient-ils exprimés un point de vue que Toubon était là dans l'instant, dans le studio, aboyant.
Rappelons-nous, même, que lorsque le Président de la République est intervenu la dernière fois pendant la campagne législative, M. Pasqua était allé jusqu'à enregistrer son intervention avant même que le Président ait parlé. Le rideau était tombé sur Mourousi et François Mitterrand, et Pasqua parlait, mais il était ailleurs ; il avait enregistré sa réponse.
Je ne dis pas qu'il faille sur ce plan l'imiter mais je crois que trop souvent, c'est un peu une critique que j'adresse à chacun d'entre nous, nous ratons le coche, nous sommes en retard et parfois de quelques heures et que cela compte.
Deuxièmement, je dirai que c'est le contenu de nos ripostes qui, parfois, peut apparaître insuffisant. Ce matin, Lionel Jospin, avec beaucoup de clarté et de précision, est revenu sur ce thème très délicat de la sécurité. Moi, je me permets de dire mon sentiment qui n'est peut-être pas celui de la majorité sur ce plan, mais enfin, chers amis, faisons un instant de la politique fiction à l'envers, déroulons le film de l'actualité à l'envers : imaginez… janvier 1986, u e bombe éclate à la mairie du Grand Quevilly. Pendant ce temps, le Premier Ministre, Laurent Fabius, préside une réunion du Conseil national de sécurité, avec Pierre Joxe, Robert Badinter et quelques autres. Vous imaginez aussitôt ce qu'auraient pu être les ripostes immédiates… (immenses éclats de rire)… Quoi ? En plein cœur de la mairie du Premier Ministre les terroristes frappent, au moment ou il s'amuse à réunir des ministres, pour discuter de la pluie et du beau temps, au lieu d'agir ? L'autorité de l'Etat a été atteinte dans son cœur.
Je ne dis pas que nous devons parler ainsi, mais quand même, il ne faut pas oublier que ce thème de la sécurité a été utilisé contre nous avec une indécence, une violence et aussi un culot très grand… pensez aux promesses faites, aux rodomontades dont parlait ce matin Lionel Jospin.
Je dois que si, en effet, comme chacun d'entre vous, je ne souhaite pas que nous cédions à la démagogie, je ne souhaite pas que nous utilisions l'instinct de la peur, je ne vois pas en quoi il ne serait pas conforme à notre éthique de rappeler sans cesse, chaque fois, ce que furent les annonces de ce gouvernement, sur la présence d'une volonté de terroriser les terroristes.
Et, sans agir comme eux - ce n'est pas nous qui allons demain dire que c'est M. Pasqua qui arme la main des criminels contre les vieilles dames qui sont

Collection Jean Jaurès

assassinées - je crois que nous ne devons pas, sur ce plan la, nous embarrasser de trop de complexes, et que nous devons appeler un chat un chat.
Alors, la sécurité, et puis le reste. Nous avons laisser passer - moi, chacun d'entre nous - tant d'affaires qui, à elles seules, auraient été contre nous des brûlots formidables : l'affaire Chirac à travers la presse israélienne. L'affaire de l'évasion, avant-hier, de prisonniers. Qu'aurait-on dit si cela s'était passé sous le règne de Badinter ? L'affaire de l'agression contre le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat et quelques autres.
Je crois que, au cours des prochains mois, nous devons, sur ces thèmes, et en particulier sur les deux têtes de chapitre qui figuraient au premier rang de leur programme : la sécurité et l'emploi, ne pas cesser de les harceler.
En ce qui concerne l'emploi, si vous permettez, je dirai que, c'est vrai, résoudre le chômage n'est pas une affaire simple, mais si nos convictions, si notre intérêt ne sont d'accepter d'aucune manière l'idée d'une fatalité cultivée par tel dirigeant syndical ou par tel dirigeant politique d'aujourd'hui.
Concernant nos ripostes, je veux dire que parfois, leur forme même ne sont pas adaptées. J'ai observé, étant de nouveau député, que trop souvent, c'est à travers, je dirai, la machine parlementaire que nous intervenons. A cet égard, je me permets de dire, au passage, à quel point je trouve personnellement tout à fait remarquable le travail accompli sous l'impulsion de Pierre Joxe et de ses collaborateurs, il y a vraiment, depuis six mois, un travail exceptionnel qui est accompli. Néanmoins, la machine parlementaire aboutit finalement au théâtre, de l'hémicycle, et je ne suis pas toujours convaincu que face à l'opinion publique, ce soit la meilleure instance, ou la meilleure scénographie ou nous puissions présenter nos idées et propositions.
Une observation encore à propos de notre pugnacité : nos relations avec les médias. Lionel Jospin, ce matin, les a évoqués. Je pense qu'à travers diverses observations que j'ai faites moi-même, nous nous trouvons dans une situation ou nos idées, nos conceptions sont à nouveau très minoritaires dans les médias.

Louis Mexandeau - Tout à fait !

Jack Lang - Je vais dire une chose qui peut paraître une bêtise, mais imaginez un seul instant que nous n'ayons plus le Président de la République qui, grâce à dieu, par sa présence, même quand il n'est pas là…

Dans la salle - Grâce au peuple !

Jack Lang - … ou sans la grâce de dieu… (rires)… est présent dans l'esprit public et dans la parole des journalistes. Au fond, le Parti Socialiste, n'est pas plus présent globalement dans les médias qu'il ne l'était en 1981.
Sur ce point, je crois qu'il est important que nous puissions mieux nous organiser. C'est une affaire, évidemment, qui relève principalement du secrétariat du parti, mais j'ai plusieurs propositions à faire.

- Moi, je ne comprends pas que nous ne disposions pas - cela ne doit pas

Fondation Jean-Jaurès

être si compliqué que cela - d'une véritable cellule d'observation qui, comme on l'avait fait jadis, nous permette méticuleusement de faire le relevé des invitations dans les radios et télévisions et des temps de parole.

- Je crois qu'il faudrait, chaîne par chaîne de radio et de télévision, réclamer la liste des invités depuis six mois avec les temps de parole depuis six mois.
- Ne point hésiter à organiser telle ou telle campagne d'opinion. Il me semblerait en particulier que la prise en main de RMC, qui devient une sorte de radio UDF, mériterait quand même une campagne très vive.
- Je pense que si nous voulons être entendus et efficaces, il faut que nous n'excluions pas dans notre esprit, si les choses ne changeaient pas, un éventuel boycott de telle ou telle chaîne, de telle ou telle radio.
- Il me semble aussi qu'il serait souhaitable d'organiser dans ce domaine une vraie contre-information. Ce matin, Jospin l'a évoqué à propos de l'intervention de Balladur... Tout de même ! Entendre cet homme se vanter des résultats de l'inflation, qui ne sont que le prolongement de l'action menée par notre gouvernement, ou bien mettre en valeur l'excédent de la balance des paiements qui, en réalité, est le prolongement de l'excédent de 1985 !
- Et puis enfin, peut-être mieux nous organiser entre nous, solliciter les compétences des uns et des autres. Sur ce point, il faut dire qu'il y a une difficulté psychologique : beaucoup des anciens ministres, je l'ai observé, se trouvent - c'est mon cas - un peu gênés face à leur successeur et n'ont guère envie de se transformer en contre-ministres. En même temps, souvent, il se fait qu'ils détiennent l'information, une bonne information.

Alors, que faire ? Moi, j'imaginerais assez bien qu'au fond il y ait des interventions croisées. Je ne demande pas mieux, pour ma part, que de me spécialiser dans d'autres domaines que celui de la culture... Pas dans tous, à l'inverse, je suis prêt à céder le flambeau à tel ou tel d'entre vous.

Voila quelques observations.

Bref, je pense que si, vis-à-vis des médias, nous n'avons pas un comportement ferme, clair, éventuellement menaçant - je veux dire la menace du boycott - nous ne seront pas entendus. En même temps, il est important que les journalistes qui se trouvent a l'intérieur sentent qu'ils sont soutenus, qu'il y a de notre côté une volonté véritable de ne pas nous laisser écraser.

Je disais au début de mon intervention : pugnacité, imagination. L'imagination peut être au service de réflexions - on a évoqué quelques piste ce matin - pour préparer l'avenir. Je pense qu'il est bon psychologiquement que nous enjambions les dix-huit mois qui viennent, que nous nous placions dans la perspective d'un retour au gouvernement, et qu'au fond nous disions honnêtement : si nous sommes de retour, qu'est-ce qui se passe ? Quelle sera notre action ? S'agira-t-il de revenir à 1981 ou d'accomplir un nouveau bond en avant ? Va-t-on opposer à ce gouvernement sectaire et partisan une nouvelle doctrine sectaire et étroite, ou au contraire serons-nous capables - je crois que c'est dans ce sens que nous nous orientons - de proposer au pays une vision

Collection Jean Lacas

large, une vision ouverte, une vision moderne, une vision généreuse des choses ? Je crois qu'instruits par l'expérience, nourris par cinq années d'action gouvernementale, nous devons être capables, au cours des prochains mois, d'inventer des solutions neuves, des solutions originales.

- Pour le chômage, et cette Convention, sans doute, sera une occasion de mettre au clair quelques idées.
- Pour le tiers-monde.
- Sur un sujet qui, je crois, commence à préoccuper beaucoup de gens, je veux dire la révolution des ages, car il y a la, pensons-y, non seulement un thème de civilisation, mais aussi un vrai problème politique, si la Gauche, et les Socialistes en particulier, ne sont pas en mesure de toucher l'intelligence et le cœur des millions de gens

De plus en plus nombreux qui quittent très tôt leur métier, ce sera très difficile pour nous de reconquérir la confiance du pays. Trouver des solutions originales face à cette révolution des ages qui fait que des gens en pleine force de la vie, a l'apogée de leur vie, se trouveront, a 60 ans, a 55 ans, en libre activité, je crois que c'est pour nous un enjeu tout à fait extraordinaire.

Au fond, je dirai que si nous voulons gagner ou reconquérir la confiance, il nous faut, en beaucoup de domaines, tenter de faire peau neuve et ne pas hésiter, très librement, sans que ceci apparaisse comme je ne sais quelle révision idéologique, à redistribuer profondément les cartes. Après tout, une redistribution des idées, une redistribution des conceptions pourrait être, je pense, l'occasion d'un redéploiement de notre pensée et la possibilité d'aller de l'avant.

Je voudrais conclure en disant que, cette période, nous devons la vivre, je ne dis pas avec allégresse, je ne dis pas avec bonheur, mais comme une période de halte - naturellement sans nous arrêter de combattre, j'ai dit le contraire tout à l'heure - comme un moment privilégié au cours duquel nous pouvons, au fond, nous poser la question suivante : comment, quand nous reviendrons, pourrons-nous faire mieux, pourrons-nous être plus inventifs, plus créatifs, plus imaginatifs ?

Ma conviction, c'est que nous n'avons une chance de regagner que si nous nous fixons une ambition intellectuelle élevée.

(Applaudissements)

Le président - Pierre Mauroy, ensuite Louis Mermaz.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, je suis très heureux, pour ma part, de vous adresser quelques mots très rapides et je me félicite particulièrement de l'occasion que nous avons aujourd'hui d'être ensemble et, évidemment, de discuter. J'avais senti certaines difficultés ces derniers jours et je crois que le débat que nous avons entre nous, l'intervention du Premier secrétaire, les interventions des uns et des autres, vont nous permettre de penser que lorsqu'on s'exprime, lorsqu'on n'est pas tout à fait d'accord, lorsqu'on émet une critique - et surtout une

Coll. Fondation Jean Jaurès

critique quand on est au milieu de camarades Socialistes - ce n'est pas nécessairement un courant contre les autres - cela n'a rien à voir - mais que dans cette situation très difficile qui est la notre, jamais connue, eh bien, notre richesse, que nous partageons ensemble, c'est le débat et qu'il faut accepter que les uns et les autres puissent participer au débat. D'ailleurs, je m'aperçois, à entendre les uns et les autres, que ce débat - et cela, c'est peut-être un petit peu nouveau - n'est pas cloisonné, c'est excellent. Sommes-nous dans l'opposition ? Je veux dire, y sommes-nous avec nos deux pieds, entièrement, ou à moitié seulement ? Ou est-ce qu'il n'est pas possible d'y être tout à fait ?
Telle est la principale question oui se pose à nous.
On pourrait ne pas se poser le problème ici, mais un doute subsiste dans l'opinion comme chez une partie de nos militants. C'est cette hésitation qu'il convient de dissiper.
Jamais en si peu de semaines, en si peu de mois, la Droite n'a assené autant de coups sur la Gauche, sur les Français.
Vous connaissez ma position, j'ai eu l'occasion de l'exposer récemment, à Montpellier, de m'exprimer dans "le Nouvel Obs", à RTL, mais j'y reviendrai dans un instant car c'est vrai qu'il n'est pas question de parler d'une opposition absolue, définitive, de n'y apporter aucune nuance, de nous croire avant 1981, et surtout de ne pas y apporter une appréciation politique.
Par exemple, en dépit des positions que je défends, dimanche, au micro de RTL, avant même que n'ai eu lieu l'attentat à l'hôtel de ville, j'ai, contre le terrorisme, plaidé le rassemblement du pays et certains coude à coude. Je me suis refusé à critiquer le gouvernement et ses méthodes, même si certaines d'entre elles, croyez-le, sont loin de recueillir - et cela me parait évident - mon approbation.
Cette attitude de concorde nationale face a une agression extérieure, je constate, et je le déplore, que la Droite ne l'a jamais eue lorsque nous gouvernions ! Elle critiquait même l'exceptionnel travail accompli en faveur de la prévention de la délinquance par Gilbert Bonnemaison, pour la réhabilitation des quartiers à risques conduite par Rodolphe Pesce, et je ne parle pas du reste qui était beaucoup plus conséquent. Je dois dire d'ailleurs que ces créneaux, nous ne devons pas les abandonner, comme nous ne devons pas laisser les églises assumer trop seules la défense des immigrés et, plus généralement, des étrangers qui se trouvent légalement sur notre sol.
(Applaudissements)
Il est de notre responsabilité d'être présents à leurs côtés pour défendre, avec leurs droits, la tradition et l'honneur de la France.
(Applaudissements)
La tiédeur de vos applaudissements montre, d'une certaine façon, les cloisonnements qu'il y a, mais acceptons de débattre tranquillement, les amis ! Allons ! Acceptons de le faire !
(Applaudissements)
Merci, merci.
Mais si j'ai rappelé cette déclaration de dimanche dernier sur le terrorisme, c'est surtout pour noter ce qui s'est passé le lendemain.

Fondation Jean-Jaurès

L'ancien Garde des Sceaux, Alain Peyrefitte, nous prenait à partie en faisant la critique de la politique que nous avions menée, Laurent Fabius, moi-même, les ministres, bien sûr, entre 1981 et 1986. Il ne tardait guère à être relayé par le Garde des Sceaux actuel, Albin Chalandon. Cela signifie que, même lorsque nous croyons nécessaire, et plus que jamais aujourd'hui, de calmer le jeu, la Droite ne nous en sait absolument pas gré.

Au pouvoir, mes camarades - Jack Lang l'a souligné et je suis tout à fait d'accord avec lui - nous avons eu la fermeté des gouvernements qui gouvernent, en nous rappelant toujours que nous étions la France, un pays qui a une place à part pour le droit et pour les libertés, et que nous étions la Gauche française, qui a trop souffert de l'arbitraire pour ne pas garder tout de même le discernement nécessaire entre la faiblesse et l'autoritarisme.

Pour autant, sommes-nous dans l'opposition ?

Oui, nous sommes dans l'opposition ! Voila ce que j'ai expliqué aux militants réunis pour l'université d'été à Montpellier, après les avoir écoutés, et j'ai été frappé de leurs observations ; d'ailleurs, elles rejoignaient tout à fait ce qu'on a entendu ici.

Si, à cet égard, nous nous sommes retrouvés d'accord pour déplorer une certaine absence, un certain silence du Parti, eh bien, il est clair que la responsabilité de ce manque dans l'action nous incombe collectivement et qu'il n'est pas question de personnaliser cette responsabilité. Tout au plus, comme l'a dit avec ironie un des participants à notre rencontre, cette responsabilité peut-elle peut-être être calculée a la proportionnelle... Mais c'est vraiment pour ne pas faire trop de personnalisme. Je dis à Lionel, et sans aucune proportionnelle : nous sommes avec lui dans la bataille qu'il mène en Haute-Garonne, nous sommes avec le Premier secrétaire du Parti Socialiste, et si nous avons des interrogations, voire même des critiques, ou ce qui est interprété comme des critiques, qu'il sache que nous souhaitons participer à un débat où il n'est pas facile d'apporter des réponses. Je crois que nous avons le devoir de nous interroger et d'avancer pour retrouver des solutions.

Nous avons décidé - je vous en rends compte - d'approfondir notre réflexion collective autour du thème "Socialisme et Réalité". C'est à la définition de ce que pourrait être une social-démocratie authentique en France que nous nous attelons. Une réflexion que j'avais eu l'occasion d'engager ici même, lors du Comité directeur de mars 1986.

Social-démocrate, c'est un qualificatif dont on m'a gratifié, il y a de cela bien des années, mais il me gêne moins que jamais d'ailleurs, je dois vous le dire. Le temps est peut-être venu - certains disent "pas d'idéologie" - le temps est peut-être venu, mes camarades, d'une émergence de la pensée du social-démocrate dans un univers intellectuellement français longtemps dominé par le marxisme et par le gauchisme, des pensées qui ont trouvé leur expression légitime, parfois en sous-traitance, dans nos rangs. L'émergence dans les années 70 des nouveaux philosophes a balayé sans doute l'excès du néo-marxisme. A surgi à sa place la prééminence d'une pensée de droite, exaltant l'égoïsme et l'individualisme et prétendant réaliser la sortie de la crise par la ruine de l'Etat providence, tel qu'il

s’est progressivement imposé dans l’ensemble de l’Europe.
C’est ce combat idéologique qu’il nous faut livrer aujourd’hui. C’est la restauration des valeurs de solidarité, des valeurs de justice, qui nous permettra de rouvrir la voie à une social-démocratie capable d’être une force de transformation sociale, sans méconnaître les impératifs de la gestion de nos sociétés industrielles contemporaines.
Lorsque je parle de social-démocratie, chacun comprend que c’est à la française, que nous avons tracé notre propre voie, la propre voie du Parti Socialiste, Parti Socialiste d’opposition hier, devenu Parti Socialiste de responsabilité gouvernementale, prêt en permanence, on vient de le souligner, à l’alternance.
Mais pour gagner cette bataille, il nous faut pied à pied contester les mesures prises par le gouvernement et les références qui les justifient. Notre lutte doit s’élargir, se diversifier, se ramifier dans le pays. Elle doit porter sur les méthodes et les objectifs de la privatisation, cette escroquerie qui consiste à appeler traitement social du chômage la mise hors statut de milliers de travailleurs, le retour aux inégalités et aux évasions fiscales, la volonté de caporaliser l’enseignement et la presse, le sacrifice de l’avenir, que ce soit en rognant les crédits de la recherche ou ceux des industries de demain, et je pourrais poursuivre l’énumération.
Et je n’oublie pas les menaces qui pèsent sur la sécurité sociale, la retraite à soixante ans, et le budget 87 avec sa prétendue baisse d’impôts qui, tous comptes faits, n’en sera pas une pour les Français.
Et même, en ce qui concerne le découpage électoral, nous n’avons pas à avoir de pudeur. Bien sûr que les Français ne vont pas s’emballer pour le découpage électoral comme ils pourraient le faire sur les problèmes économiques et les problèmes sociaux. Mais enfin... mais enfin... Nous, nous sommes pour la proportionnelle. C’était notre position de principe. Elle au moins ne pose pas ces problèmes de justice et d’équité. Dès lors qu’on retourne au scrutin majoritaire, bien entendu qu’immédiatement se pose un problème de découpage. Eh bien ! même si le découpage qu’on nous propose, c’est 10, 15, 20 circonscriptions, et même si comme certains le disent - pourquoi le disent-ils - finalement, ce n’est pas si scandaleux que cela, permettez-moi de dire que 10, 15, 20 circonscriptions volées à la Gauche, c’est peut-être dix ans de pouvoir pour la Droite... (applaudissements)... et que, dans un pays où les écarts sont finalement amortis - les études récentes le montrent encore - tout de même, décider du découpage, et qu’une majorité si courte au pouvoir, et un pouvoir d’une certaine façon si fragile, mis déjà en difficulté au bout de quelques mois, puisse s’arroger la possibilité de prendre une loi pour pouvoir se donner une grande longévité au pouvoir, si nous ne sommes pas là au cœur des problèmes de la démocratie et de la liberté, où sommes-nous ?
J’estime que, dans ces conditions, c’est tout à fait légitime que, d’une certaine manière, nous ayons rassemblé des camarades et que le Parti se soit engagé résolument, d’ailleurs il est à féliciter, dans cette bataille. Et nous devons continuer.
Si jamais, mes camarades, par cette supercherie, par cette tricherie, il devait

garder le pouvoir, combien de fois, combien de mois, combien d'années serions-nous ici, Comité directeur, à faire nos analyses et à nous dire : est-ce que nous avons fait tout ce que nous aurions pu faire à un moment donné ?
Voilà pourquoi dans ce domaine-là, sans avoir la moindre réticence, c'est un problème qu'on nous pose, qu'on nous pose immédiatement après le changement de majorité, nous devons apporter une réponse, et nous devons le faire unanimement sur ce plan.
Je sais bien que, sur l'ensemble de ces problèmes - en tous les cas, je le sens comme cela, et je ne suis pas le seul, les militants le ressentent aussi, et parmi les militants, il y en a un certain nombre qui n'ont pas encore très bien compris la cohabitation, c'est une affaire compliquée - je sais bien que certains d'entre nous répugnent à une action aussi tranchée, en supputant l'avenir de la cohabitation. Moi, je me refuse à m'engager dans cette voie. D'abord, il y a trop d'hypothèses possibles. Il n'y a pas une hypothèse, il n'y a pas deux hypothèses, il n'y a pas trois hypothèses, il y en a quelques-unes supplémentaires. Alors ?
Le Président de la République bénéficie de notre soutien et de notre affection, et ce que dit Jack Lang, je le partage complètement.
Bernard Roman a parlé de voies parallèles. Je crois qu'en mathématiques, ces voies parallèles sont quelquefois confondues, d'une certaine manière. Mais c'est vrai que le combat maintenant du Président de la République est un combat qui se situe tout à fait à un autre niveau, et c'est une erreur d'analyse grossière que de penser que nous, le Parti, nous soyons non pas seulement à ce niveau là, mais avec les mêmes problèmes que ceux qui sont posés au Président de la République. Si François Mitterrand doit engager un nouveau septennat, ce sera sur la base de sa propre expérience de chef de l'Etat, et des réflexions, des propositions qu'il pourra avancer, et qu'il avancera. Cela ne changera rien à ce que nous avons été ensemble, à ce que nous sommes, mais dans la grande partie qui se joue au niveau de la France, voyons qu'il est le Président de la République, avec une possibilité, effectivement, de se présenter et de gagner, mais chacun voit bien que si les combats se retrouvent, convergent, ils sont nécessairement très différents.
Au Parti Socialiste, il appartient d'établir le rapport de forces - toujours la même chose - en affirmant sa pensée et son action, dans la période exceptionnelle que nous vivons; sur ceux qui pensent gagner les batailles dans le silence, sans affirmation, nous gagnerons si d'abord, nous, nous affirmons et notre pensée et notre programme, et si nous sommes en action.
Restons simples dans notre analyse. Qui peut penser que si, par notre action, nous parvenions à rééquilibrer le rapport droite-gauche dans ce pays, le Président de la République aurait à en souffrir et pourrait le regretter ? Moi, je ne sais pas quelles sont ses pensées, mais je peux facilement imaginer qu'il s'en réjouirait. Alors, à nous de faire ce travail.
Et comment obtenir ce résultat sans nous engager plus résolument dans l'opposition ? Lionel, je dis que ton discours m'a rassuré en partie, en grande partie. Oui. Et pourtant, mais chacun l'a entendu, cela, c'est vraiment le débat, à la fin de ton intervention, ton analyse sur la cohabitation et ton analyse sur

finalement comment prendre l'opinion, les Français et les Françaises - et cela, c'est une question pour nous - laissait subsister comme un scrupule, comme une hésitation ; on sent qu'il y a là un champ, sans doute assez réduit mais un champ, que nous ne pouvons pas couvrir de notre volonté d'être dans l'opposition. C'est cela, le débat entre nous. C'est cela, notre recherche. Moi, je n'ai pas ce scrupule, je n'ai pas cette hésitation, je pense que vis-à-vis de l'opinion, vis-à-vis du Président, vis-à-vis de nous-mêmes, nous devons couvrir tout le champ de l'opposition.
Tu nous demandes la mobilisation du Parti. Eh bien, oui, nous allons tous répondre affirmativement et être à tes côtés. Mais comment pouvons-nous imaginer entraîner les forces vitales, les syndicats, les associations - regardez les dernières mesures prises dans le domaine de l'Education nationale qui vont tomber sur le mouvement associatif - sans être au plus fort et au mieux de notre forme et aller le plus haut et le plus loin possible de nos possibilités pour les entraîner ?
Et si le Parti Socialiste doit être un pôle de rassemblement des forces de progrès, que le Premier secrétaire et nous tous appelons de nos vœux, eh bien, le Parti Socialiste doit conduire le débat politique. Le temps est venu de l'action et nous allons y venir progressivement. Mais je crois que nous sommes dans le temps du débat et que ce débat, nous devons effectivement le conduire, pas seulement le conduire entre nous - ce sera sans doute assez rapide - mais si j'ai posé ces interrogations tout haut, c'est pour que vous donniez votre avis et qu'ensemble, ensuite, nous portions le débat devant les Françaises et les Français, et nous puissions les entraîner. Comment pouvez-vous les entraîner sous les coups qu'ils reçoivent si le Parti Socialiste n'est pas là, conducteur ? Et est-ce que, d'une certaine manière, on n'a pas trop l'œil sur les sondages, etc. : que pensent les Français ? On va leur répondre... Mais il y a des moments où le Parti politique, ce n'est pas seulement de savoir ce que pensent les Français. C'est, en fonction de ce qu'ils pensent, garder le rôle conducteur que doit avoir un parti politique.
Je demande à Jean-Pierre Chevènement, à toi, Lionel, et aux autres, quand nous avons opté pour l'union de la Gauche en 81, au milieu de l'opinion, où il y avait de nombreuses difficultés, je me souviens des sondages de l'époque, et je me souviens comment on les commentait tous les mercredis au cours de nos réunions, et je me souviens que François Mitterrand nous disait : mais nous devons nous affirmer ! Nous devons nous affirmer... et c'est en nous affirmant, en portant le débat au milieu des Françaises et des Français qu'ils nous suivront, qu'ils nous entendront. Eh bien, c'est ce débat-là qu'il nous faut porter au milieu des Français et des Françaises, et nous n'avons pas à nous retenir. Oui. Je le crois. Nous, Socialistes, devons repartir à l'offensive. Les militants le souhaitent et l'attendent. Je pense que c'est à cette condition que nous aurons des résultats. Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Pierre Mauroy.
Louis Mermaz. Ensuite, Jean-Pierre Chevènement.

Fondation Jean-Jaurès

Louis Mermaz

Chers camarades, nous avons lu dans la presse ce matin, et déjà hier soir dans un quotidien du soir, qu'il allait y avoir un grand débat et que nous allions réfléchir sur notre identité, nos voies et moyens.

Finalement, autour de 16 h., 16 h 30, le débat a commencé de s'engager, comme ce matin, Lionel Jospin, Poperen et quelques autres nous y avaient déjà incités.

Aujourd'hui, les échecs du gouvernement dans deux domaines tout à fait différents, bien sur, la sécurité et l'emploi, commencent à apparaître, je dis "commencent", ce qui tend à répandre l'idée qu'après tout, les Socialistes notamment dans ces domaines-là et dans d'autres, n'avaient pas si mal réussi.

Nous devons bien sûr aborder ces deux questions de nature totalement différente sous un angle également totalement différent. En ce qui concerne le terrorisme, par exemple, si le malheur voulait que les choses s'aggravent, nous devrions faire preuve - nous avons commencé à le faire - de beaucoup de dignité. Nous ne devons pas répondre à l'indécence de certains au pouvoir aujourd'hui, indécence d'hier ou indécence d'aujourd'hui, par un comportement en rien semblable, car nous devons faire appel à l'unité des Français, pour résister au chantage, autour du Président de la République qui incarne précisément le pays.

La France a droit à une politique internationale indépendante et active.

Quant au gouvernement, puisque c'est le gouvernement légitime du pays, nous attendons de lui qu'il assure la sécurité des Français. Nous devons lui demander cela en exigeant aussi qu'il tienne compte de l'unité nationale, ce qui lui crée dans le domaine de la sécurité comme dans tous les autres domaines, à lui d'abord des devoirs.

Le problème de l'emploi : nous avons géré les affaires dans un contexte économique difficile, avec un dollar cher, avec un pétrole cher. Nous avons fait de grandes réformes en cinq ans et nous avons obtenu en matière de redressement industriel et de modernisation des résultats tangibles L'opinion va bientôt commencer à se demander, et à nous d'accompagner ses sentiments et sa réflexion : qu'ont-ils réussi ? Quelle mobilisation du patronat ont-ils obtenue, malgré des exonérations et des incitations importantes dont Balladur était le premier à reconnaître récemment l'importance ? 100 000 chômeurs de plus depuis mars 1986, et soyons attentifs au fait que cet été, en matière d'emploi, de lutte contre le chômage, nous avons insensiblement vu se manifester une véritable volte-face. "Maintenant la France s'engage", affichaient-ils sur les murs de France. Lorsqu'ils nous disent que 2 500 000 chômeurs risquent - déclaration de Séguin - d'être une masse incompressible, est-ce qu'ils ne commencent pas déjà à baisser les bras ?

Donc, dans le domaine de l'emploi, là aussi, en filigrane et de plus en plus nettement, apparaît l'action des Socialistes qui avaient ralenti l'augmentation du chômage, qui avaient fini par le stopper.

Alors, on nous dit : le Parti Socialiste doit intensifier son offensive. Oui, bien sûr, en ayant toujours en tête que cette offensive, elle a été constante, mais elle a été adaptée aux circonstances. Mais même au moment où le gouvernement

n'était pas crédité de quelques semaines d'état de grâce, car la désillusion est venue assez vite, même en avril, mai et juin, par les interventions des Socialistes, par le débat parlementaire, nous avons déjà très nettement, très carrément marqué la distance. Et si aujourd'hui il faut souhaiter que nous produisions un peu plus d'affiches - c'est vrai qu'on ne peut pas se borner à coller le Poing et la Rose, j'espère que le Secrétariat national spécialement chargé de la production des affiches ne m'en voudra pas de dire cela - il reste que sur le plan global de l'offensive, nous avons toujours été présents.
Puisque les domaines d'idées que j'évoque sont présents à tous les esprits, je ne citerai que les têtes de chapitres, ne voulant pas répéter ce qui a déjà été fort bien dit et essayer simplement de m'inscrire dans le prolongement du débat.
Oui, nous avons combattu, nous continuerons de combattre avec acharnement une politique sociale réactionnaire, nous dénoncerons la réapparition des inégalités sociales, les atteintes aux libertés, et on peut faire confiance dans la foulée de Christian Goux et de quelques autres pour attendre du groupe parlementaire qu'il dénonce ce budget de camouflage, d'injustice et de démission, car l'avenir est sacrifié avec une réduction importante des crédits de la recherche, de l'Education nationale, de la formation par exemple.
Nous combattrons les privatisations et je pense qu'au moment où ces privatisations risquent de produire sur l'économie des effets néfastes, il serait certainement intéressant, comme nous avons fait un livre noir qui est fort bien fait, d'envisager aussi peut-être le livre noir des privatisations, quitte à élargir le sujet. Mais là il y a un dossier auquel l'opinion est de plus en plus sensible. Car ces privatisations, elles vont, et on le sent, affaiblir notre capacité de riposte au plan international, à un moment où la situation économique internationale risque de devenir morose, et on regrettera que la Droite au pouvoir n'ait pas profité du temps de répit de ces quelques mois dont elle a bénéficié de mars jusqu'à cet automne.
Aujourd'hui c'est vrai que les éléments qui sont devant nous sont inquiétants, car si M. Balladur se vante de l'équilibre de la balance des paiements, il oublie, et je le fais remarquer, que cela est dû à des effets mécaniques, la baisse du dollar, la baisse du pétrole, et cela ne saurait masquer l'inquiétante dégradation de la balance commerciale, car notre solde en matière d'échanges industriels devient négatif et notre compétitivité décline à nouveau.
Quant au découpage électoral dont il a été déjà beaucoup parlé, il faudra continuer à l'évoquer en liant cela sans doute à toutes les questions dont je viens de parler, que j'ai rappelé, car si l'opinion ne s'intéresse pas au sort individuel des députés - après tout cela se comprend et cela ne doit pas être notre préoccupation principale - elle est parfaitement capable de comprendre que le pouvoir actuel veut se maintenir et durer parce qu'il n'est pas sûr dans deux ans, dans trois ans, du résultat du verdict électoral, et à travers cela c'est l'état RPR qui s'installe.
Donc il nous faut à la fois critiquer compte tenu de nos objectifs permanents, et critiquer - c'est cela qui est nouveau par rapport à 1981 - en nous appuyant sur le bilan que nous avons rappelé pendant la campagne, discours de Mitterrand à

Grand-Quevilly, discours de Lille, interventions des leaders du Parti Socialiste.
Nous critiquons compte tenu, et c'est en cela que nous avons changé, de ce que nous avons appris pendant que nous étions au pouvoir. Mais le moment est venu, on le sent et on est en train de s'en donner les moyens, de proposer.
Dans cette Convention sur l'emploi que nous préparons, le sujet central, le sujet le plus difficile précisément, vise à cela et je crois qu'il faut à travers cette Convention avoir présents en tête trois objectifs.
Nous croyons - je n'ai pas entendu d'intervention allant en sens contraire - à la nécessité de la croissance. Nous croyons à la nécessité de la croissance malgré la contrainte internationale, et nous croyons, pour atteindre la croissance, à la nécessité de la cohésion européenne.
Il est facile de fixer l'objectif, il est plus difficile d'inventer les moyens, et c'est toute la difficulté de notre travail.
Et puis nous croyons à une meilleure répartition des revenus et nous voulons que cette marche vers l'égalité des chances que ce gouvernement interrompt reprenne.
Alors il va nous falloir travailler en laboratoire. Il va falloir faire des propositions concrètes. Nous n'avons pas renoncé - je pense aux accents de Marie-Thérèse Mutin - aux objectifs de caractère historique, mais ces objectifs sont éclairés aujourd'hui par un réalisme qui n'est pas le renoncement mais qui est une meilleure connaissance du terrain, une meilleure adaptation aux circonstances.
Nous avons gouverné, ce qui ne nous était pas arrivé depuis longtemps, en 1980, et en matière d'emploi, sans tomber dans des débats de caractère abstrait, il faut parler du développement de l'emploi dans le secteur secondaire, dans le secteur tertiaire, mais il faut aussi, comme l'un des nôtres nous l'a enseigné - je pense à Bertrand Schwartz, il sera certainement très utile dans la préparation de cette Convention - penser que du jour au lendemain chacun n'aura pas forcément en France un emploi de caractère industriel, administratif ou du secteur tertiaire. Il faut également continuer à se battre sur le terrain du développement des activités, notamment pour les jeunes.
Donc transformer la société, et la transformer d'autant mieux que les leçons apprises au pouvoir sont des leçons qui sont comprises et que nous ne pouvons plus oublier.
D'ailleurs notre travail est facilité, on le sent quand on va sur le terrain, dans la mesure où nous savons que l'opinion, comme nous, a mûri, elle a mûri à cause de la crise, elle mûrit peu à peu parce qu'elle a aujourd'hui des éléments de comparaison entre ce que fait ou ne fait pas la Droite et ce que nous avions entrepris, et elle sait que tout n'est pas possible tout de suite, elle sait qu'il faut chercher des issues, des issues qui soient réalistes.
Alors des propositions concrètes, mais aussi rappeler notre stratégie, et cette stratégie, est un élément fondamental, on l'a déjà dit avant moi, c'est forcément le rassemblement de la Gauche.
Le fait que le Parti Communiste soit en crise, le fait qu'il connaisse des problèmes aigus ne nous permet pas de conclure qu'il n'existe plus, ce serait

Fondation Jean Jaurès

absurde. Il existe toujours, il y a une sensibilité Communiste, il y a des Communistes, plus que n'en réunira jamais d'ailleurs probablement le Parti Communiste.
Donc le rassemblement de la Gauche est une nécessité, mais cela ne veut pas dire qu'on va se cantonner dans quelque tête-à-tête que ce soit. Comme nous l'avons fait dans notre période d'ascension il y a une vingtaine ou une quinzaine d'années, le mouvement doit être aussi un mouvement d'ouverture tous azimuts sur une stratégie, sur des propositions concrètes. La porte n'est fermée à personne. Nous savons, hélas, qu'il y a certains capitaines ou chefs politiques qui de toutes façons ne viendront jamais, mais leur électorat est certainement susceptible de bien davantage bouger.
Enfin il y a les échéances. Quand on parle d'échéances, on rencontre les hommes.
La première échéance, c'est l'élection de Toulouse. Plusieurs l'ont rappelé, le combat que mène dans ce département le Premier secrétaire Lionel Jospin est un combat très important. Les enjeux sont considérables, on le sait, et tout doit être fait pour l'entourer afin qu'il soit dans les meilleures conditions pour mener et gagner cette bataille.
Et puis il y a les échéances plus lointaines, qui sont parfois cause, dit-on, de malaises. Mais vous connaissez des partis politiques qui ne connaissent pas de malaise ? Je crois que c'est inhérent à la formation politique. Le tout est de les soigner et de les dépasser.
Or il y a des groupes de réflexion. Il y a même des plans de carrière, des ambitions; c'est tout à fait légitime, nous ne sommes pas dans un univers éthéré et je dirai que s'il n'en était pas ainsi, nous connaîtrions la paix des cimetières !
Mais il faut que chacun se dise que quels que soient les courants, et parfois les courants sont traversés par des aspirations diverses et multiples, tout passera forcément à un certain moment par le Parti.
Mais il faut aussi que le Parti soit en situation d'être un vecteur, il faut que le Parti soit un instrument de synthèse. Il faut aussi, et cela c'est une réflexion, un débat qu'il faut avoir le temps nécessaire, que toutes les énergies trouvent place et espace pour se développer dans le Parti.
En conclusion, et quelle conclusion, il y a une inconnue dans tout cela : Mitterrand, la situation de Mitterrand, homme de Gauche, Président de tous les Français, et Jacques Lang et Pierre Mauroy ont eu raison d'insister sur cette dimension. On n'imagine plus, si la situation doit se reproduire, un François Mitterrand venant recevoir du Parti Socialiste 110 Propositions en tant que candidat désigné par le Parti Socialiste. Vous voyez bien que cela se passera tout à fait différemment. Et pourtant nous serons tout entiers dans la bataille, avec lui, fournissant l'infrastructure à ses côtés pour qu'il gagne lui-même et pour faire gagner la France, cette fois ci.
La cohabitation, état d'équilibre, ce n'est pas une cogestion. Et pourtant, bien que tout entier dans l'opposition, - nous sommes tout entiers dans l'opposition - peut-être ai-je été distrait, mais je n'ai pas senti cette distance que Pierre Mauroy a sentie, dont il a parlé avec beaucoup de subtilité d'ailleurs, dans le propos de

ce matin de Lionel Jospin. Et pourtant - peut-être vais-je réintroduire cette notion de distance - j'ai eu le sentiment confus ou clair qu'il y a des domaines en matière de défense, de politique étrangère, de liberté, de défense et de respect des institutions, où sans qu'il y ait aucune cogestion, aucune connivence, avec des plans historiques différents entre un Président de la République, de la 5ème République, et un gouvernement, il y a une certaine coresponsabilité. Il faut qu'ils fassent en sorte que la France ne sombre pas, dans les quelques domaines que j'ai répertoriés. Et, si cet équilibre fragile, instable, forcément plein de sous-entendus surtout de la part de Chirac qui ne pense qu'à l'élection présidentielle, doit être rompu, il y a crise, mais il y a beaucoup de garde-fou, car l'opinion est témoin, l'opinion regarde. Et puis le Président, nous le savons, a les nerfs solides, si bien que je crois que la crise viendra plutôt des rangs de la majorité, je suis même certain qu'elle viendra des rangs de la majorité et qu'elle ne viendra pas d'une rupture d'équilibre qui serait son fait.

Dissolution, parce qu'il y aurait rupture de l'équilibre, ou rupture de la coalition majoritaire ? Elections présidentielles anticipées ? On verra. On ne sait pas... Mais le Parti en toute occurrence doit être prêt, car le Parti est l'élément fondamental de l'alternative.

Il n'y a pas d'autre alternative, et cette situation tout à fait privilégiée - malgré nos défauts et même les erreurs que nous pouvons commettre - nous donne une extraordinaire puissance, qui même nous dépasse et nous crée des obligations.

Le Parti Socialiste d'ailleurs, malgré la richesse, la diversité de ses courants, malgré la vigueur des tempéraments de ses leaders, court moins le risque de se diviser que la majorité, car le Parti Socialiste a les moyens, parce qu'il est en situation - en situation comme aurait dit Jean-Paul Sartre - dans un autre registre que le Président de la République qui lui aussi est en situation, est donc en situation de surmonter les risques de rupture de son unité, qui pourrait se produire.

C'est pourquoi je sens viscéralement que notre unité, à cause de cette situation, est forcément profonde, comme en plus c'est certainement notre volonté, les deux causes s'additionnent.

Cela ne suffit pas d'être en situation, d'être une et d'aller à la bataille ensemble, il faut aussi être efficaces, et alors en ultime conclusion je répéterai que pour cela il faut réaffirmer la stratégie : continuité et ouverture, il faut faire des propositions. Le groupe des experts depuis quelques semaines a dû rassembler pas mal de matériaux, tel groupe de réflexions - peu importe le terme - a dû rassembler pas mal de réflexions aussi, il faut que cela serve à l'édifice commun.

Je terminerai en faisant une proposition, je souhaiterais que soit notre Comité directeur, soit le bureau adopte en plus de toutes les propositions excellentes qui nous ont été faites ce matin, une sorte de calendrier ou prenne la décision d'accélérer le rythme car il faut arriver maintenant à bâtir des propositions. Il faut dire ce que en contre poids de ce que fait ou ne fait pas la Droite nous voulons faire, ce que nous proposons et la meilleure façon d'échapper à l'angoisse des questions sur l'identité, c'est précisément de travailler, d'avancer,

Fondation Jean Jaurès

en vu des échéances qui de toute façon maintenant sont très proches.
(Applaudissements)

Le président - Merci Louis Mermaz. Chevènement et ensuite Robert Chapuis.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, il me semble que deux faits majeurs se sont produits cet été, par rapport au discours qui était celui du gouvernement. Le gouvernement de Jacques Chirac avait choisi de faire apparaître comme prioritaires deux préoccupations, qui étaient celles des Français, la sécurité et l'emploi. Sur ces deux terrains il enregistre un grave échec.
Il n'y a pas lieu d'ironiser car cet échec c'est aussi l'échec de la France. La vague du chômage continue à croître, et disons que M. Séguin a lâché le morceau, 2,5 millions de chômeurs c'est un volant incompressible, et demain ce sera 3 millions et davantage encore.
Sur le front de la sécurité, les terroristes n'ont pas été terrorisés. Il n'y a malheureusement pas lieu d'ironiser, je ne veux d'ailleurs pas parler de ces problèmes de sécurité, car je pense qu'on a déjà dit ce qu'il convenait de dire; face au terrorisme la seule réponse c'est le civisme, et moins on en parle finalement mieux cela vaut, sauf à répondre naturellement aux attaques lamentables dont se sont rendus coupables les hommes du pouvoir, un pouvoir sectaire, partisan, vindicatif, en définitive peu soucieux des intérêts du pays, quoi que puisse dire M. Balladur, qui dit qu'il faut gouverner pour tous, dans la réalité concrète ce n'est pas vrai, on le voit dans les villes, pour avoir quelques amis dans les ministères, on voit comment les choses se passent, telle ville voit doubler sa subvention, telle autre se voit supprimer l'ancienne par de petits mots qui circulent. Il y a véritablement un comportement partisan, dont je ne pense pas que nous ayons jamais donné l'exemple. Je ferme la parenthèse.
Ce qui me paraît majeur c'est la reconnaissance que tous les propos tenus dans l'opposition par les gens du pouvoir aujourd'hui ne tiennent plus la route, et par conséquent les Français, si nous savons les saisir de tout ce double aveu peuvent se rendre compte de l'échec de ce qu'on a appelé le libéralisme. Référence d'occasion...
Mais il me semble que la Gauche ne peut pas simplement proposer dans la période qui vient, de faire aussi bien que la Droite et même mieux que la Droite sur son terrain. Nous avons dû peut-être dans une période difficile montrer que nous étions capables de gérer aussi bien et même mieux que la Droite.
Mais à l'époque le rapport de forces nous était très défavorable, et tenir trop longtemps ce discours serait à mon avis nous enfermer dans une sorte de sifflet historique, je pense que ce serait une grave erreur. Il est temps d'en sortir.
Je ne crois pas que ce qui limite notre liberté d'expression ce soit la cohabitation, la coexistence d'un Président de la République de Gauche et d'un gouvernement de Droite, non je pense que ce qui limite notre liberté d'expression c'est le souvenir encore récent d'un pouvoir que nous avons exercé dans des conditions difficiles, mais nous ne devons pas raisonner comme si ces

conditions étaient aujourd'hui les nôtres, comme si elles seront toujours les nôtres, ce sera toujours difficile, mais nous devons faire des propositions à longue portée, si nous affichons trop notre impuissance les choses resteront dans l'état où elles sont, et je crains que nous ne puissions pas revenir de si tôt aux affaires. Nous devons au contraire montrer ce qu'il y a de positif dans l'action que nous avons menée, mais accepter aussi l'idée qu'il y avait des insuffisances et que nous pouvons mieux faire, et qu'en tout état de cause il y a des pistes sur lesquelles nous pouvons continuer à avancer.

Bref, je crois que le Parti Socialiste doit mettre en avant un projet. J'ai déjà développé souvent cette idée devant vous, et par conséquent je vous prie de m'excuser de le faire à nouveau.

Il me semble que nous ne nuirons pas au Président de la République, quelles que soient ses intentions, parce que le Président de la République a besoin que le Parti Socialiste lui dégage un terrain. Et je ne comprends pas très bien la portée de l'opposition entre Lionel Jospin et Pierre Mauroy. Je pense que Pierre Mauroy intuitivement a raison de dire que le Parti Socialiste doit être très offensif et peut certainement l'être plus. J'ai entendu dire à Lionel Jospin que nous ne devons pas faire comme si nous étions dans l'opposition pour dix ans, sinon nous ne pourrons pas prendre le pouvoir en 1988, c'est clair, nous le prendrons en 1996, si je sais bien compter, et par conséquent nous devons tenir un discours d'opposition et responsable. On peut être responsable dans l'opposition et l'intérêt de la référence à la République c'est qu'on peut tenir un discours tout à fait nerveux et en même temps un discours qui corresponde à ce qu'est l'intérêt du pays et à ce que le pays attend. Je ne veux pas m'étendre sur trop de sujets... (rires). Oui, je pense que la République a un contenu, c'est ce qui me différencie de beaucoup de gens dans ce pays...

Je ne vous parlerai que d'un grand sujet, c'est naturellement l'emploi, mais auparavant je voudrais, si vous le permettez, avancer quelques réflexions.

La Gauche a des valeurs, c'est bien, nous pouvons les rappeler lorsqu'elles sont en danger, les énumérer, en évitant de préférence... (inaudible) mais ces valeurs n'ont de sens que lorsqu'elles s'incarnent dans une action, dans des orientations pratiques, et j'entends dire beaucoup que le temps des programmes est dépassé, c'est vrai que les programmes catalogues détaillés nous savons à quoi nous en tenir, c'est vrai… (rires). C'est vrai aussi que la volonté fait quelque fois défaut pour appliquer non pas des catalogues mais un certain nombre d'orientations essentielles. Il serait dommage de renoncer à ces orientations essentielles.

Il est trop facile de dire : les technologies changent, voyez nos intentions sont bonnes, voyez notre Parti il est devenu raisonnable, réaliste, regardez-moi, je suis moderne ! (Rires) Faites-nous confiance ! Je pense qu'il y a là une certaine paresse.

Les Français ne voteront pas pour nous si nous leur proposons de faire un peu mieux que la Droite, en se plaçant sur le terrain de la Droite. En tout cas je ne pense pas qu'on puisse gagner à Gauche sans tracer l'axe de ce qu'on peut faire, ensuite se pose le problème de la volonté qui est un autre problème.

Et j'ajoute que la démocratie ne trouve pas son compte à ce jeu là, en démocratie

Collection Jean Jaurès

quand on élit un Président, un député, on lui donne un mandat, on passe avec lui un contrat, une confession, le pragmatisme ne suffira pas à gagner la confiance de nos concitoyens, il n'est pas nécessaire de leur proposer un catalogue exhaustif mais il faut leur proposer un projet et je crois que ne pas le faire serait renoncer à la philosophie qui fonde notre action, c'est-à-dire la confiance que nous faisons à la raison de nos concitoyens pour comprendre ce que nous leur proposons, pour les mobiliser, les entraîner et pour faire que la démocratie ait encore un sens, sinon vous allez renoncer à la démocratie et à partir de ce moment, à partir du moment où on abandonne la philosophie qui est le soubassement de la démocratie, on ne peut pas préparer même des lendemains qui chantonnent.

J'ai dit que je ne traiterai qu'un seul sujet, c'est l'emploi. Nous avons une Convention sur ce sujet au mois de décembre, à l'initiative tout à fait judicieuse de Laurent Fabius, reprise par la résolution du mois de juin. Tout à l'heure Lionel Jospin et Jean-Paul Bachy en ont parlé.

Je l'ai dit tout à l'heure, la Droite reconnaît aujourd'hui son échec, ce volant incompressible de deux millions et demi à trois millions de chômeurs. Souvenez-vous cependant une chose, chers camarades, le capitalisme peut très bien admettre un volant de chômage très important, on parlait autrefois d'armée industrielle de réserve.

Est-ce que la Gauche peut proposer quelque chose qui ressemble à cela ? De toute évidence non.

Je suis de ceux qui pensent qu'il est possible de lutter efficacement pour contenir et réduire le chômage à condition d'en prendre les moyens, et d'en avoir la volonté opiniâtre. C'est une œuvre de longue haleine de toute évidence.

Mais je m'inquiète de voir un certain nombre de camarades tenir un discours dont je pense qu'il n'est pas clair. Je m'en excuse auprès de lui, si je cite les propos qu'il a tenu dans le "Matin", je parle à Jean-Paul Bachy.

"Le plein emploi n'est pas pour demain, il faut le dire et l'expliquer à l'opinion", je pense qu'exprimer les choses de cette manière c'est se situer trop près de ce que disent les gens au pouvoir aujourd'hui.

"La deuxième contrainte" - il y en a une première que je ne cite pas - " la deuxième contrainte incontournable réside dans le fait que quels que soient les taux de croissance prévisibles dans l'industrie, ils seront insuffisants pour compenser les gains de productivité". Si on raisonne comme cela, si on veut compenser les gains de productivité, si on enferme le raisonnement dans l'idée qu'il y a une croissance d'avance limitée, qu'il y a aussi une quantité de travail fixe à répartir, on commet une erreur d'appréciation que beaucoup d'économistes ont fait, il y a toujours eu de grands économistes se rattachant à la théorie malthusienne, à commencer par Malthus lui-même...(rires).

Aux lendemains de la deuxième guerre mondiale, il y avait beaucoup d'économistes qui prévoyaient que le chômage allait s'étendre à nouveau sur l'Occident. Ils ont été entièrement démentis par la réalité, et j'y reviendrai tout à l'heure.

Je pense que l'augmentation de la productivité est un atout y compris pour

Fondation Jean-Jaurès

l'emploi. Je connais fort bien un pays tout à fait voisin de ma circonscription de Belfort, la Suisse, ou l'emploi recommence à croître, contredisant ainsi la théorie de ceux qui raisonnent en fonction de catégories anciennes. Comme si Collinis Clash (?) ou William Robinson (?) avaient été l'oméga de la science économique, c'est-à-dire qu'ils continuent à raisonner comme si l'agriculture, comme si le secondaire et le tertiaire, où tout décroît, il faille partager ce qui reste.
Ces catégories n'ont plus de sens.
Ensuite, si l'industrie n'a plus d'emplois depuis 1973, c'est qu'il y a des blocages, chose qu'il faudrait analyser et que, me semble-t-il, beaucoup n'analysent plus avec suffisamment d'attention.
Je crois, pour m'adresser toujours à Jean-Paul, en toute amitié, que nous sommes un parti de débats. Mauroy l'a dit justement et c'est le débat qui fait la richesse du Parti. Et si nous ne pouvions plus nous parler et échanger des arguments, je ne serai plus au Parti Socialiste. Si véritablement le Parti, c'était pas un parti où l'on puisse exprimer sa pensée, ça n'en vaudrait pas la peine...
Bachy écrit : "les entreprises qui progresseront le plus seront celles qui auront le moins d'emplois parce qu'elles seront les plus avancées technologiquement".
Si on considère que les entreprises qui progresseront le plus, seront celles qui auront le moins d'emplois, cela ne va pas. Ca n'est pas ainsi qu'il faut raisonner. Ce sont les entreprises qui seront les plus productives qui auront la meilleure technologie, qui seront celles qui pourront créer le plus d'emplois. Voilà le raisonnement.
Regardez le Japon, la Suède et d'autres pays qui apportent la claire démonstration de ce que je viens de dire.
Naturellement, si je propose que la Gauche s'engage dans cette voie résolument - je dis bien résolument - c'est que je suis profondément persuadé que si nous choisissons un discours de facilité, ce serait sans doute mieux compris aujourd'hui, sur le minimum garanti, ou le partage du travail. Ce ne serait pas du tout productif pour le Parti Socialiste et, à terme, à ce jeu-là, nous serions gravement perdants.
Il faut parer aux urgences naturellement. Et nous avons fait sur ce registre beaucoup de choses : les contrats solidarité, les contrats emploi formation, les contrats d'insertion professionnelle, et les travaux d'utilité collective.
Le gouvernement actuel dégrève de charges sociales l'embauche des jeunes. Et puis, monsieur Séguin propose des petits boulots... est-ce vraiment une innovation ?
Si on peut occuper quelques jeunes de cette manière, pourquoi pas ? Pourquoi pas.?... Mais il ne faut pas confondre des palliatifs avec des solutions.
Je pense que de ce point de vue les propositions que j'ai entendues émettre notamment à la Convention de juin, - et j'aimerais en discuter avec leurs auteurs de manière plus approfondie - ne nous engagent pas dans la bonne voie.
On a évoqué le minimum garanti. Dans nos départements, il y a un système de ce genre pour favoriser la réinsertion pour les personnes qui touchent ce minimum et pour souscrire un engagement de formation.

Fondation Jean Jaurès

Je crois que c'est Jean-Claude Boulard qui a fait des études sur ce sujet. Le nombre de personnes concernées - d'après ce que j'ai lu dans un article qui rapportait ses propos - est de 900 000.
Si tel était le cas, un rapide calcul ferait ressortir le coût à 20 milliards.
Et on pourrait défalquer sur ce qui est donné, un certain nombre de prestations... ce système serait coûteux et il faudrait le financer. J'y reviendrai. Et puis, de toute façon, il doit s'interroger sur la dynamique sociale du système actuel.
Une autre proposition est faite en ce qui concerne le partage du travail. Si c'est pour faire tourner plus vite des équipements, je suis pour. Vous savez fort bien que dans 99% des cas, ça ne sera pas reçu comme cela. Et si tel est notre discours, en réalité, nous cultiverons l'illusion qu'il y a une quantité de travail fixe, illusion d'ailleurs que beaucoup partagent et qu'il faut simplement mieux répartir en faisant un effort pour se serrer la ceinture.
Cette analyse méconnaît complètement les conditions de l'environnement international, et la réalité de la compétition économique internationale, et que raisonner comme cela, ça n'est qu'apparemment moderne.
Je connais des économistes qui travaillent au Cestar (?) comme Robin et quelques autres. Certains sont d'excellents amis qui raisonnent comme si nous étions dans une société de très haute technologie où les gains de productivité sont énormes.
Jusque-là je suis d'accord avec eux mais à la limite ils peuvent se dispenser de travailler quand on dissocie la rémunération de l'effort.
Si on suit ce raisonnement, sous prétexte d'inventer un Socialisme de riches, on fera seulement un capitalisme de pauvres.
Il y a d'autres pays où on ne raisonne pas comme cela. Je ne pense pas seulement au Japon mais à beaucoup d'autres pays dont le dynamisme économique est plus grand que celui qui existe chez nous.
Soyons tout à fait clairs. Je ne suis pas hostile au traitement social du chômage. Quand un malade souffre, on ne lui refuse pas un analgésique. Mais on aurait tort de ne pas lui administrer l'antibiotique qui guérirait l'infection.
Or nous savons bien de quel côté se trouve l'antibiotique : du côté de la politique économique.
La clé du problème de l'emploi, c'est la reconstruction d'une base économique puissante, moderne et compétitive.
La situation économique de la France n'est pas bonne. Notre balance commerciale fait apparaître un solde industriel tout à fait insuffisant. Bref, notre industrie ne va pas bien.
Elle n'est pas vraiment compétitive. L'investissement industriel, après s'être redressé pendant deux ans, stagne à nouveau et n'a même pas retrouvé le niveau de 1973. Le chômage continue de monter. Le marché intérieur est envahi par des produits importés souvent dans des créneaux dans lesquels nous nous défendions.
J'en ai des exemples dans nos départements ou dans les carnets des entreprises qui alimentaient le marché intérieur.
On faisait la bande Velpeau en France. Maintenant, on l'importe. Dans notre

département, on faisait des vis et des boulons, les entreprises qui les fabriquaient sont devenues des comptoirs commerciaux et maintenant on les importe. Je pourrais multiplier les exemples.
Je pense qu'en ce qui concerne le marché intérieur, la reconquête du marché intérieur, nous sommes loin d'avoir fait ce que nous pouvions faire. Je dirai même que nous n'avons presque rien fait.
Poser le problème du chômage sans faire une analyse de la crise, ça n'est pas digne d'un Socialiste.
Qu'est-ce que cette situation dans laquelle nous sommes ?
C'est une situation où les capitaux ne s'investissent pas dans la production.
Pourquoi les capitaux ne s'investissent pas dans la production ?
Parce que ça n'est pas rentable. Est-ce que c'est du marxisme que de dire cela ?
Je peux vous renvoyer à tous les économistes, à Ricardo, et les autres qui vous décriront ce qui se passe aujourd'hui de la même manière.
A partir du moment où les taux d'intérêt sont faibles, le capital ne s'investit pas. Il se place. Il se place où ?
Il se place en bons du trésor américain, dans la pierre, dans la terre, dans l'or, en Suisse.
Par conséquent, il faut faire cette analyse. Comment faire pour que le capital s'investisse ? Comment reconstruire une base productive ?
Que se passe-t-il dans notre pays ?
Regardons autour de nous. Regardons de plus près ce qui se passe au niveau du tissu industriel. D'abord, l'âge des chefs d'entreprises. La moitié de nos chefs d'entreprises ont plus de 55 ans. Il y a aussi l'insuffisante démocratisation de l'accès à la création d'une entreprise.
Vous savez très bien qu'il est difficile de créer une entreprise. Je ne parlerai pas du système bancaire. Il n'a pas changé à travers les nationalisations. En même temps, rien n'est fait pour faciliter la création d'une entreprise L'enseignement technique est en retard. Je vous fais grâce d'une longue analyse à ce sujet. Elle serait cruelle pour certains. La coupure entre l'école et l'entreprise est profonde. On a trop méprisé le travail bien fait. On n'a pas assez rémunéré le vrai talent qui consiste à créer... ce sont des réalités qui sont au cœur de la crise et c'est en tenant un discours de cet ordre, à savoir un appel aux valeurs de la création de l'imagination, que l'on pourra sortir de ces difficultés. Il faut que le Parti Socialiste fasse des propositions. Je ne veux pas m'étendre sur les réflexions qui ont été faites mais j'aurais l'occasion d'intervenir à nouveau.
Je pense que de nouvelles mesures en faveur de l'investissement productif seraient utiles car tout ce qui permettra de lutter contre la financiarisation - excusez ce mot un peu rugueux - de l'économie sera bon.
Il est curieux que par exemple le fonds de modernisation industriel ait été supprimé sans que nous l'ayons vraiment dit et critiqué. C'est grave alors que les taux d'intérêt réels sont tellement élevés. Ce fonds de modernisation industriel que Laurent Fabius a mis sur pied à l'époque où nous étions vraiment tout à fait désireux d'avancer sur cette voie - et moi-même, j'avais un petit peu défriché le terrain - ce fonds de modernisation industriel, il faut le resituer sous

Fondation Jean Jaurès

une forme beaucoup plus puissante.
Cela veut dire que naturellement il faut qu'il y ait une politique industrielle. En réalité, y en-a-t-il eu une pendant nos années de gouvernement ?
N'y a t-il pas eu plutôt un refus de la politique industrielle ? Tant sont fortes les forces qui travaillent au statu-quo, le corporatisme de toutes sortes, etc. les intérêts patronaux qui refusent naturellement cette politique et tout ce qui pourrait ressembler à une qualification moderne ? Et ceci, comme cela existe dans de nombreux pays y compris capitalistes. Voyez le Japon ! Autre piste : l'endettement des entreprises. Est-il normal que les entreprises industrielles payent 200 milliards de frais financiers aux banques ? Et ceci chaque année ?
N'y a t-il pas des choses à faire ?
Même Gattaz arrivait à remuer cette idée qui tenait tout à fait à cœur au Président de la République puisqu'elle avait fait la matière de son discours de Figeac en novembre 1982 ?
N'y a t-il pas là une piste de réflexion ?
Pour encourager l'argent à s'investir dans la production plutôt qu'à rechercher les placements spéculatifs, il faut réfléchir à tout cela. Encore une fois, nous ne devons pas renoncer à nos ambitions, nos ambitions originelles sur le plan de la politique industrielle.
Je ne développerai pas le point concernant la recherche... et la formation. Là, je crois qu'il faut parler de génération. Une génération, c'est 750 000 jeunes et c'est aussi leur donner une activité plus utile... c'est la seule manière en fait de préparer l'avenir. De toute évidence, cela ne semble pas être la priorité du gouvernement actuel puisque vous le savez, le solde des emplois dans le budget de Monory sera négatif pour le budget de l'éducation nationale en 1987. Il y aurait beaucoup à dire sur la politique faite par M. Monory à l'Education nationale. Je pense qu'on aura de rudes écueils... et peut-être pas sur le terrain qu'il croît.
Je pense aussi que nous devons réfléchir avec les syndicats à la modernisation du travail du point de vue de la politisation de la force du travail - j'entends au sens psychologique -. Nous allons vers une Convention qui aura lieu dans trois mois. Ce débat est capital. Il est difficile. Je crois qu'il peut valoriser le Parti Socialiste si nous savons faire largement appel aux contributions dans le Parti et hors du Parti. Je suis pour la proposition faite par Jean-Paul Bachy pour constituer une Commission mais je me souviens du propos de Clemenceau : quand on veut enterrer un problème, on créé une Commission. Il ne faudrait pas que cette Commission enterre le problème. Il faut qu'il y ait un débat. Il faut que de ce débat sortent des propositions qui nourriront notre plate-forme car c'est bien de cela qu'il s'agit. Bref vous m'avez compris; je ne pense pas que les Socialistes aient une crise d'identité. En tout cas moi, je n'en ai pas. Il faut que si le Parti Socialiste se présente comme un parti qui a acquis de l'expérience - ce qui est vrai - une riche expérience, il ne faut pas que nous apparaissions comme un parti qui aurait renoncé à son ambition, qui aurait renoncé à son identité, qui aurait renoncé à sa vocation, qui est de répondre aux problèmes que le pays se pose avec le plus d'acuité.

Fondation Jean-Jaurès

Faisons donc notre travail, et en le faisant, je pense qu'à la fois nous répondrons à l'attente populaire, nous créerons les conditions d'un rassemblement, nous préparerons aussi les conditions d'une belle et bonne victoire qui tiendra compte de tout ce qui s'est passé depuis tant et tant d'années et qui permettra enfin au pays de sortir de cette période difficile dans laquelle il est depuis 1973. Mais si tel est le cas, ce n'est pas le prolongement de ce qui s'est passé, ça ne peut pas être le prolongement de la tendance que nous connaissons depuis 1973 ; il faut vraiment qu'en revenant aux affaires, nous soyons capables de renverser la courbe du déclin, que nous soyons capables de montrer au pays que nous lui offrons en effet la chance de remonter la pente. Sinon, que vaudrait notre engagement, et que signifierait faire de la politique, si c'était en dehors d'une action, et par conséquent, en dehors d'un projet qui puisse mobiliser nos concitoyens ?
(Applaudissements)

Le président - Robert Chapuis, ensuite Jean Poperen

Robert Chapuis

Mes chers camarades, ce Comité directeur est bien sûr l'occasion de faire le point, après six mois d'un nouveau gouvernement, correspondant à une nouvelle majorité, et je crois que, bien sûr, au bout d'un certain nombre d'interventions, nous nous apercevrons que nous sommes répétitifs, ce qui montre une capacité d'analyses communes, sinon, pour le moment, de propositions communes et je reviendrai tout à l'heure sur les mots.
Bien sûr, il y a actuellement un certain nombre d'événements très lourds, et la conscience des Français est marquée, dans leur vie quotidienne par les problèmes de l'emploi, et aussi à travers l'ensemble des médias par l'inquiétude que suscite un terrorisme multiforme qui a marqué de violence les derniers jours, mais qui a marqué aussi tous ces mois derniers, car il ne faudrait pas oublier qu'au terrorisme qui trouve peut-être son origine dans les problèmes du Moyen-Orient, s'est ajouté un autre type de terrorisme qui, à Toulon ou dans d'autres lieux, a marqué aussi l'opinion à travers non pas simplement des problèmes externes, mais aussi à travers des enjeux qui nous sont internes.
Je crois donc, bien sûr, qu'il faut, par rapport à ces événements très lourds, et par rapport à cette conscience des Français qui est ainsi comme paralysée par les deux bouts, il nous faut prendre un peu de recul. Et, en prenant un peu de recul, il me semble que nous pouvons noter deux paradoxes.
Premier paradoxe, je crois que plusieurs l'ont souligné, en mars 1986, la Droite avait deux thèmes dominants : l'emploi et la sécurité. Il est vrai que sur ces deux terrains, nous avons été quelque peu en difficultés. Or, depuis 6 mois, aucune amélioration - et je ne reprendrai pas ce qui a été dit par d'autres avant moi. Il est vrai que la situation est souvent pire qu'avant, et que l'horizon, aussi bien en ce qui concerne les problèmes de sécurité que les problèmes d'emploi, paraît plus sombre.
Si le gouvernement a produit des discours, a produit des lois, on ne voit pas

comment il peut se donner les moyens même d'une efficacité sur ces terrains, et je dirai que cette idée commence à marquer l'opinion. Pour tant, il faut le reconnaître, la Gauche n'en tire pas le même profit que la Droite en avait tiré en mars 1986. Non seulement on ne nous crédite pas des échecs de la Droite, mais nous voyons la Droite qui nous accuse de ses propres échecs, et comme un doute s'emparer de l'opinion. Ce qui est le plus grave peut-être actuellement, c'est le scepticisme qui s'empare effectivement non seulement de ce que l'on appelle l'opinion, mais y compris des responsables : responsables syndicaux, responsables associatifs, élus, qui se demandent effectivement s'il est possible de maîtriser une situation qui semble avoir son origine en dehors de nos frontières, en dehors presque de notre temps, qui semble devenir insaisissable.
Devant cette situation, nous Socialistes, c'est vrai, nous sommes pris un peu d'angoisse et, semble-t-il, d'un peu d'énervement.
Je crois précisément qu'il y a un second paradoxe qui concerne le Parti : face aux projets de la Droite, face à l'action que la Droite a voulu développer, notamment sur le champ parlementaire, je crois que notre Parti a été combatif ; nous avons été cohérents. Je crois même que sur un certain nombre de points, nous avons été efficaces.
Il ne faudrait pas, et à cet égard, je suis un peu étonné de ce que Jack Lang disait tout à l'heure, sous-estimer les batailles parlementaires qui ont lieu. Je crois qu'il faut peut-être les expliciter davantage effectivement sur le terrain, mais elles ont été l'arme essentielle, y compris pour le Parti durant cette période. Le combat qui a été mené au Sénat sur le projet Léotard par notre groupe sénatorial a été, je crois, exemplaire et le combat qui a été mené au groupe de l'Assemblée Nationale a été sur de nombreux points exemplaires parce qu'après débat dans le débat, nous sommes parvenus, sur des questions aussi lourdes que celle de la sécurité, de la communication, du logement et d'autres points importants, à trouver un certain équilibre qui prenait en compte notre expérience gouvernementale et notre identité de Socialistes.
Je dois dire que durant cette période, et je parle y compris ici à titre personnel, nous ne nous sommes pas sentis en décalage, ni en terme de parti, ni en termes parlementaires avec ce que nous avions vécu quand nous étions au pouvoir et les positions que nous tenons aujourd'hui dans l'opposition.
A cet égard, nous nous sentions peut-être plus à l'aise qu'à d'autres moments quand nous étions au pouvoir entre 1981 et 1986, ou nous avions quelques incertitudes sur nous-mêmes et quelques incertitudes sur les propositions qui étaient présentées pour savoir sir elles correspondaient à la réalité, ou si elles correspondaient à notre projet.
Donc, de ce point de vue, je dois dire que nous apprenons effectivement, mais sur les problèmes concrets, à trouver une identité qui ne soit pas une identité d'idée ou de discours, mais qui soit effectivement une identité dans la capacité de faire face à l'offensive de la Droite et qui peut nourrir du même coup notre identité dans notre offensive autonome, dans notre offensive propre dans les mois, et dans les deux ans qui viennent.
A cet égard, j'appelle paradoxe, le fait que face à cette situation, nous voyons

Fondation Jean Jaurès

cette sorte de mécontentement, nous voyons ces appels à la mobilisation, nous entendions dire que finalement, le Parti n'est pas suffisamment offensif. Je crois qu'avant de dire cela, il faut voir quelles sont les conditions de l'offensive et, faute d'avoir mieux analysé les conditions de l'offensive, aujourd'hui par rapport à la réalité de notre société et à celle de l'opinion, on risque de voir se nourrir une sorte de psychose que nous avons déjà vécue, bien souvent à l'intérieur de notre Parti, où, finalement, le jeu des critiques réciproques fabrique l'événement et notamment pour les médias qui, devant la difficulté d'analyse de la situation politique actuelle, regardent effectivement chacune des déclarations quand elles parlent de nous-mêmes ou de quelques-uns d'entre nous.

Quand je vois, dans un bulletin républicain que Laurent Fabius et Michel Rocard seraient partisans du renoncement face à ceux qui seraient les partisans de la croissance, je dis que nous ne créons pas les conditions du débat que tout à l'heure Jean-Pierre Chevènement appelait de ses vœux. Nous retrouvons une sorte de schématisme, qui a pu apparaître à un certain moment quand il y avait certains enjeux mais qui, je crois, a pu être dépassé par l'expérience commune que nous avons eue au pouvoir, et que ce n'est pas renoncer que de savoir effectivement quelles sont les difficultés à travers le temps auquel nous avons à faire face, et que ce n'est pas brader la croissance de voir en même temps que les problèmes qui se posent dans notre pays se posent à l'échelle du monde, se posent à l'échelle du monde occidental mais même au-delà aujourd'hui. Nous savons bien quand nous regardons avec les Partis Socialistes européens les solutions qui peuvent être avancées, qu'elles sont souvent source d'incertitude, voire de divisions, et sans doute Lionel Jospin pourrait-il nous dire comment à Lima, l'analyse, de la crise a pu être intéressante, mais comment, en ce qui concerne les propositions, il y a eu des risques de contradictions et un certain nombre d'incertitudes.

Je dirai que c'est ce débat aussi, ce débat international, ce débat international/Socialistes qu'il faut prendre en compte pour savoir comment nous pouvons nous-mêmes, dans notre propre pays, essayer d'être Socialistes.

Dans d'autres lieux, plus au sud, les Socialistes reprochent de parler de références alors qu'il faudrait parler de propositions. Au Comité directeur d'avril dernier, le mot valeur était celui qui faisait florès, et durant ces moments - je crois qu'on pourrait reprendre le discours - ce qui caractérisait l'identité Socialiste, c'était un certain nombre de valeurs, et voilà que le mot - j'ai entendu quelques interventions qui l'évoquaient tout à l'heure - semble maintenant déjà un peu rangé au rayon des accessoires.

Alors on parle propositions, on parle débat d'idées et, pour le moment, effectivement, j'entends proposer plus des débats que des idées, parce que proposer des idées, pour nous Socialistes, ce n'est pas faire un débat entre nous, c'est forcement essayer de faire des réalités sociales et des contraintes de notre société et de ses conflits, d'en faire des idées. C'est notre capacité de prendre en compte la société d'aujourd'hui qui fera que nous pourrons avoir des débats d'idées, ou sinon, nous n'aurons entre nous que de faux débats, utiles ou inutiles selon les moments.

Fondation Jean Jaurès

Or, je vois deux exemples de faux débats qui sont déjà nés et je ne voudrais pas que nous partions, dans ce domaine, sur de fausses pistes.
Concernant le travail et l'emploi, il n'est pas vrai de dire qu'à partir du moment ou l'on essaie de réfléchir, pour voir comment le statut du travail peut évoluer en fonction des réalités du travail d'aujourd'hui, du même coup on prend l'idée de statut, et qu'il y aurait à opposer ceux qui défendent le statut des travailleurs et ceux qui, aujourd'hui, le mettent en cause. Nous avons, tous ensemble je crois, lorsqu'il y eu le débat sur le problème de l'aménagement du temps de travail, essayé de réfléchir que ce que voulait dire et, sur le domaine du partage, quelle signification pouvait avoir effectivement le mot partage, en dehors de l'examen réel des conditions réelles de travail qui font qu'effectivement, il y a des travaux qui peuvent être partagés d'une manière utile à l'emploi, et qu'il y a d'autres travaux dont le partage, en effet, n'a pas de signification en termes d'emploi.
C'est ce type de débat qu'il faut être capable d'ouvrir, et non pas d'ouvrir un débat entre ceux qui seraient les partisans de la croissance et ceux qui seraient les partisans du partage du travail.
Voila, me semble-t-il, pour la méthode même de préparation de notre Convention, une réflexion qui fait que je suis d'accord avec Jean-Pierre Chevènement sur le point que, plutôt que de partir d'un seul thème, d'un seul rapport, d'une synthèse préalable en quelque sorte, il nous faut peut-être essayer de faire apparaître, à partir de ce que nous sommes les uns et les autres, de nos observations, de ce que nous voyons sur le terrain, de ce que nous sentons, des accents sur tel ou tel aspect, mais évitons à cette occasion un certain nombre de faux débats qui, non pas pour l'intérieur du Parti bien souvent, mais pour l'extérieur du Parti, font apparaître que, peut-être, nous avons des idées, mais que ces idées sont uniquement des armes pour le débat interne.
Le deuxième exemple, c'est la question du minimum social.
Je m'excuse, mes camarades, mais dans notre plate-forme au moment de février et mars 1986, c'était une référence commune. Je crois que, bien sûr, cela constitue pour nous une hypothèse de travail et en aucun cas une solution, par exemple, au problème du chômage, mais à travers cette hypothèse de travail il faut bien voir quelles sont les deux réalités que nous nous efforçons de prendre en compte et comment les prendre en compte si nous ne réfléchissons pas à des solutions concrètes qui peuvent en effet être vécues dans les divers départements, dans les divers secteurs ou nous sommes ?
La première réalité, c'est celle de l'appauvrissement de catégories entières dans un certain nombre de régions et dans un certain nombre de secteurs. Nous sommes un certain nombre probablement dans nos communes à constater qu'il n'y a pas de réponse en termes de travail ou d'emploi. On a inventé pour les jeunes certaines formes de solutions, mais combien de personnes recevez-vous qui, à 50 ans, se retrouvent en effet à la recherche d'un emploi et ne se voient devant aucune perspective ? Et combien de femmes voyez-vous, celles qui constituent un élément fondamental du chômage, qui devant les problèmes de famille qui se posent se trouvent isolées, avec leurs enfants, sans pouvoir travailler, et en même temps ne vivant que de quelques allocations ?

Fondation Jean Jaurès

Ces problèmes, nous les vivons sur le terrain, nous sommes tous, nous députés notamment, parlementaires de manière générale, devant ce problème des allocations de handicapés, des allocations de toutes natures, et nous recherchons de tous côtés ce qui va représenter pour un certain nombre de personnes ou de familles un minimum social.
Cela, c'est une réalité et nous avons à répondre à cette réalité.
La seconde réalité, c'est que dans un certain nombre de régions il n'y a pas de réponse en termes économiques, sinon de s'écarter de la région elle-même, et ceci est vrai de micro régions comme de régions plus importantes. Face à ce lourd problème, il y a effectivement des réponses qui, dans certains cas, ne peuvent être que sociales.
Alors, ne balançons pas la question du minimum social en disant que c'est une sorte de petit revenu, comme il y aurait des petits boulots. C'est un élément pour pouvoir, précisément, nous donner les moyens de vivre à la fois économiquement et socialement - parce que cela veut dire aussi des revenus de consommation - dans la période qui vient. N'éliminons donc pas dans une sorte de faux débat un certain nombre de vraies questions qui se posent.
Finalement, entre les deux paradoxes que j'évoquais, l'un qui concerne l'état de l'opinion, l'autre qui concerne un certain état du Parti, il y a peut-être un élément commun, c'est que nous sommes encore dans une campagne électorale, et que c'est précisément ce que veut et ce que fait Chirac.
Quelle est finalement la volonté de Jacques Chirac ? Elle est claire: c'est, soit par crise, soit en engrangeant suffisamment avant l'échéance des avantages et des pouvoirs suffisamment diffusés, de pouvoir gagner l'échéance présidentielle, nous savons que c'est son seul but, nous savons aussi que c'est la seule volonté d'un certain nombre de ceux qui l'appuient et ceux-la ont tout intérêt à maintenir effectivement ce climat de campagne électorale qui donne le sentiment que c'est toujours un petit peu la veille du 16 mars qui continue. Les problèmes ne sont plus étudiés pour eux-mêmes, ce ne sont que des occasions de discours ou de polémique et nous avons vu, y compris sur les problèmes de sécurité, la gravité des propos qui pouvaient être échangés à cet égard.
Ceci est une perturbation très grave, lourde pour la démocratie dans notre pays, et qui peut contribuer au désarroi d'une opinion qui, quand elle dit qu'elle est pour la coexistence, pour la cohabitation, veut dire précisément : assez de campagnes électorales, assez de ce type de discours qui ne répond pas aux problèmes que nous vivons, nous, sur le terrain,
C'est cela, je crois, le défi qui nous est lancé et auquel nous avons à répondre dans les semaines et les mois qui viennent, c'est la capacité de recréer une certaine vérité des choix politiques.
Nous en avons la possibilité, me semble-t-il, sur le terrain, en jonction avec ceux qui subissent les contradictions de la politique de la Droite, qui subissent les difficultés créées par cette politique et qui commencent, de divers côtés, à relativiser leurs critiques à notre égard parce qu'alors que certains s'étaient fait des illusions sur cette politique de la Droite, que certains pensaient qu'elle allait réussir la ou nous avions échoué, eh bien ceux-la se rendent compte aujourd'hui

que c'est effectivement l'échec et, du coup, nous pouvons retrouver une crédibilité.
Notre problème est donc d'accompagner les prises de conscience sur des points précis et nous en avons l'occasion sur les grands enjeux.
Ces enjeux d'aujourd'hui, que sont toujours l'emploi et la sécurité, nous avons à les prendre en compte non pas dans un débat ferme sur nous mais dans un débat ouvert a ceux qui, peut-être, ont des propositions a faire. Il serait aberrant d'imaginer que les propositions vont naître simplement du choc des idées entre quelques courants du Parti. Elles naîtront dans la capacité que nous aurons de saisir ce qui vient, en quelque sorte, de ceux qui sont, en effet, la Gauche, et de ceux aussi qui peuvent être avec nous demain.
Notre Convention sur l'emploi sera une étape très utile, ce ne sera ni un commencement, ni une fin, et nous aurons, avant comme pendant, à dénoncer le triple langage de la Droite qui recouvre trois politiques : Balladur, Madelin, Séguin. Cela correspond à trois couches sociales différentes, cela correspond à trois politiques différentes, et leur jeu est simplement de les additionner dans un but électoral, nous avons à les interroger sur la cohérence et nous avons à dénoncer ce jeu d'attrape-nigaud qui consiste a dire : Séguin a peut-être raison, puisqu'il est en désaccord avec Balladur, ou réciproquement...
Donc, nous avons des maintenant à dénoncer les faux-semblants, mais en même temps à révéler un certain nombre des problèmes qui se posent et sur lesquels nous n'avons pas de solutions toutes faites, sur lesquels nous avons à engager avec ceux qui sont directement concernés le débat pour que la proposition naisse.
Concernant la sécurité, dont finalement on a peu parlé dans ce Comité directeur, je crois qu'il est très important qu'au-delà des problèmes qui sont vécus douloureusement dans la sécurité immédiate des personnes, nous réfléchissions qu'il y a derrière cela des problèmes politiques réels et des choix politiques.
Notre engagement au Moyen-Orient : tout a été rendu bien confus depuis que Jacques Chirac a voulu, pour des raisons de campagne électorale, jouer sur de multiples tableaux, et nous avons à faire en sorte qu'auprès du Président de la République nous puissions, nous Socialistes, affirmer quelle doit être la politique à cet égard dans une région aussi sensible.
La défense européenne et l'effort de la solidarité occidentale sont un élément clé également de notre politique.
La lutte contre les injustices, c'est un élément clé de notre politique et nous devons être clairs par rapport à ce jeu d'attentats que l'extrême droite développe ou exploite.
Par rapport à l'ensemble de ces questions, il est vrai que la politique du gouvernement est plus que floue, plus qu'incertaine, pour des raisons électoralistes.
Nous avons, pour notre part, à mettre en évidence quelles sont les continuités qui sont nécessaires dans ces domaines et quels sont les choix, si en effet il doit y doit y avoir de nouveaux choix. Nous serons d'autant plus forts pour lutter contre le terrorisme que nous fonderons notre défense des droits de l'Homme sur

une vérité politique, sur une légitimité qui est assurée dans la continuité de notre doctrine.
Je crois que c'est vrai aussi des deux débats en cours qui se développent dans la période actuelle ou qui vont se développer dans les semaines qui viennent.
Concernant le découpage électoral, nous ne devons pas, en effet, nous laisser aller au jeu de ceux qui voudraient faire croire qu'il y a des différences entre nous. Il suffit de voir comment les uns ou les autres sont traités dans les départements pour qu'il soit exclu qu'il y ait des différences de sensibilité entre nous sur cette question. Mais il est vrai qu'il est essentiel que nous ne donnions pas à ce débat sur le découpage électoral le sentiment qu'il participe uniquement d'un problème interne à la classe politique, et il est vrai que dans ce renvoi de Conseil d'Etat en Commission des sages, de Commission des sages en un autre Conseil, en une autre délibération, il y a quelque chose qui exclut les Français eux-mêmes du débat.
Nous avons à montrer notamment comment on joue avec les communes, avec les collectivités locales, auxquelles on désigne un député d'office. Combien de maires, dans bien des communes, ne comprennent pas qu'ils deviennent ainsi une espèce d'enjeu entre les mains des autres ?
Nous avons donc, sur le terrain, à poser ces problèmes dits de découpage, pour mettre en évidence comment la démocratie est en jeu dans la vérité de la représentation.
Concernant le budget 1987, nous montrerons, je crois, combien il représente la politique du gouvernement, c'est-à-dire un budget de revanche et de campagne électorale ; on en a eu encore des exemples, un peu secondaires mais qui dans certaines campagnes peuvent avoir un écho, ces jours derniers.
Nous pouvons voir comment le gouvernement, à travers ce budget, privilégie le très court terme, comme si, en effet, il était incertain de l'avenir, et nous avons, nous, à parler en termes d'avenir, en termes de cohérence, comme si nous pouvions être à nouveau au pouvoir après 1988.
Je retrouve, me semble-t-il, la conclusion de Lionel Jospin pour estimer qu'il faut effectivement que, dans nos critiques, dans nos prises de position, nous donnions le sentiment que nous pouvons être amenés à gérer nous-mêmes un certain nombre des conséquences, en termes positifs, des critiques que nous faisons aujourd'hui.
Je crois donc qu'il nous faut éviter l'agitation, l'acrimonie, faire preuve d'un esprit de responsabilité que nous pourrons opposer a l'irresponsabilité de ceux qui nous gouvernent actuellement. C'est autour de cette logique que nous pouvons précisément affirmer notre identité.
Nous avons, sur le terrain, des hommes qui représentent une image séduisante de la responsabilité à travers leur gestion, comme nous nous sommes efforcés de l'avoir au gouvernement, et j'ai noté un peu dans ma région, peut-être aussi au-delà, que la disparition, lourde à notre souvenir, à notre mémoire, d'Hubert Dubedout, avait rappelé qu'au Parti il y avait des hommes, qui n'étaient pas nés à travers l'histoire du Socialisme, qui nous avaient rejoints, mais qui nous avaient rejoints précisément sur des enjeux concrets et qui avaient mené la

bataille de terrain et aussi la bataille collective du Socialisme.
Ceci a été notre honneur, ceci doit rester notre honneur et je crois, à cet égard, que nous devons montrer, dans les offensives que nous avons à mener vis-à-vis du pouvoir, que nous avons raison, mais aussi que nous sommes dignes et capables de gouverner le pays. Finalement, de cette manière, me semble-t-il, non seulement nous toucherons l'opinion, mais nous nous préparerons aux échéances électorales qui viendront au moment voulu, au moment qu'attendent les Français. Je crois qu'à l'efficacité d'aujourd'hui s'ajoutera l'efficacité de demain.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Lionel Jospin ?

Lionel Jospin

Chers camarades, brièvement, je voudrais dire que Jean Nattiez, qui était membre du Bureau exécutif et membre du Secrétariat national comme secrétaire adjoint aux élections, m'a adressé sa démission de ses fonctions pour des raisons personnelles et familiales.
Il m'a été proposé que Christian Bataille, qui est membre du Bureau exécutif, le remplace comme secrétaire adjoint aux élections, d'une part, et d'autre part, que Jean-Pierre Chevènement entre au Bureau exécutif, en remplacement de Jean Nattiez.
Je suis personnellement tout à fait d'accord avec ces propositions. D'ailleurs, je suis ravi de voir que Jean-Pierre, avec un certain retard, se rend à mes raisons. J'aurais souhaité qu'il nous rejoigne, il m'avait dit qu'il voulait prendre un peu de distance. Je vois qu'il nous retrouve dans cette direction à laquelle il a appartenu si longtemps.
Je proposerai donc que le Comité directeur élise Christian Bataille au secrétariat adjoint aux élections, et Jean-Pierre Chevènement au Bureau exécutif.

Le président. - Vous êtes d'accord ?
(Applaudissements)
Adopté, par acclamations.
La parole est à Jean Poperen.

Jean Poperen

Chers camarades, je ne veux pas allonger le débat, puisque l'heure tourne. Deux remarques que je n'avais pas prévues, par rapport à l'intervention de Robert Chapuis.
D'abord, sur la question des statuts, notamment dans la fonction publique. Je ne pense pas qu'il y ait de malentendu, mais je préfère dire les choses pour en être sûr. On dit que nous sommes maintenant suffisamment responsables, si nous ne l'étions pas avant, pour considérer qu'il y a des choses à faire évoluer ;

Contribution Jean-Jaurès

d'ailleurs, ce serait singulier de la part de Socialistes de penser qu'il y a des choses qui n'évoluent pas ; nous sommes bien d'accord là-dessus.
Mais là, nous avons un gouvernement de droite, et vraiment très de droite, nous sommes tous d'accord sur cette analyse. Donc, quand nous entendons un Douffiagues s'en prendre comme il l'a fait, je pense qu'il faut être clair ; autant nous, nous avons, pour un jour que j'espère assez prochain, à préparer notre retour à la responsabilité - nous aurons à examiner certaines de ces questions - autant, là, si nous laissons un tant soit peu paraître que nous pourrions entrer dans ce jeu, je crois que ce serait très dangereux, car nous savons ce que ces gens ont à faire.
Sur la question des élections, pas de malentendu, tu as raison d'insister. Il est sûr qu'à priori, l'opinion - et c'est bien compréhensible - a tendance à voir là-dedans une magouille entre Communistes, politiciens ou politicards. Je crois donc que l'effort que nous faisons - et le dossier noir est un élément parmi d'autres pour cela - est de permettre aux fédérations, car je crois que c'est au niveau des départements que la démonstration peut être faite concrètement, c'est la démocratie qui est en cause, encore une fois, de démontrer que dans tel département, on chassera pratiquement le député Socialiste, maire de sa ville éventuellement, et qu'on faussera, département par département, la représentation du suffrage universel. Cela veut dire que, comme toi-même l'a observé... enfin, non, contrairement à ce que tu as dit au début car dans tes propositions, il y a des idées pour le débat et je m'en réjouis - et cela rejoint une remarque qu'a faite le Premier secrétaire, à mon avis, à juste titre - il ne peut pas y avoir ceux qui pensaient et ceux qui agissaient. Il me semble que c'est vrai pour connaître beaucoup d'entre vous dans leurs activités personnelles ; je crois que nous agissons tous sur le terrain et que nous essayons de le faire le mieux possible, mais en même temps, nous avons à réfléchir et à penser. Aujourd'hui, en tant que direction du Parti Socialiste - ce qui n'est quand même pas rien compte tenu de notre poids dans la vie politique - nous avons à penser, nous avons à réfléchir, d'autant que la situation - il me semble que c'est ce qui ressort de nos débats d'aujourd'hui mais on le savait déjà avant - n'est pas très facile, c'est vrai ; elle n'est pas nette, tranchée comme elle l'est parfois, un peu incertaine, sûrement en évolution, d'où nos interrogations. Il serait surprenant qu'après les cinq ans que nous venons de vivre, période sans précédent dans l'histoire de ce pays, pour le mouvement Socialiste, il n'y ait pas ces interrogations.
Il n'est pas mauvais qu'on essaie d'apporter des réponses à ces interrogations, sinon on en reste aux interrogations, cela devient en effet des états d'âme. Il faut passer à la tentative de formulation des réponses. Pour nous, les interrogations doivent préparer l'action et non pas la tuer. Je pense qu'on est bien aussi d'accord là-dessus.
Alors, sur quoi ? Un mot seulement car je pense que nous y reviendrons, on va débattre de la déclaration de principe, je ne suis pas contre, je pense qu'il le faut. Je ne suis pas de ceux qui sont crispés sur ce texte. Ce sera d'ailleurs très passionnant de voir comment il sera discuté mais laissons faire, cela va bientôt

venir.
Il y aura par exemple l'interrogation de base : sommes-nous toujours, comme l'un d'entre nous l'a dit, pour la transformation de la société ? Permettez-moi de vous dire que ce que vit le monde en ce moment, c'est-à-dire la misère accrue de la grande majorité de l'humanité, le fait que des millions de gens, dans les pays industriellement avancés, soient sans travail, la tendance à la baisse du niveau de vie de la majorité des autres au moment où la capacité de se créer des richesses est plus forte que jamais, tout cela constitue nos interrogations de base. C'est bien qu'il y a quelque chose qui ne colle pas dans le système dans lequel nous vivons. La nécessité fondamentale de transformer demeure.
Sommes-nous d'accord, ensuite, sur la stratégie pour y parvenir ? C'est une deuxième interrogation sur laquelle je ne veux pas m'étendre mais qui mérite réflexion.
Ensuite, plus encore pour une direction politique, une fois qu'elle est assurée, qu'on est bien d'accord sur les fondements, il faut apprécier le moment où l'on se trouve. On ne conduit bien une action que si l'on est en perspective ; je veux dire par là : apprécier à quel moment précis du développement on se trouve, comment relier ce qui se prépare à ce qui vient d'être vécu. C'est encore rapporter l'accidentel au durable, la péripétie au cours des choses.
Certains diront peut-être, c'est un verbiage dialectique. Si Charles Hernu était là, il dirait : quand j'entends Poperen, j'entends Saint Irénée…
(Sourires)
Il a dit cela récemment, je connais moins bien que lui les Pères de l'Eglise, je ne sais donc pas si c'est vrai mais passons... En tout cas, nous avons, à chaque moment, à apprécier où nous en sommes par rapport à notre perspective.
Alors ? Où en sommes-nous ?
Nous avons perdu - le Premier secrétaire l'a précisé je crois - non pas le pouvoir, mais une grande partie du pouvoir ; si c'était le pouvoir, ce serait plus difficile encore à vivre, mais ce serait plus simple à comprendre. C'est ce qui fait que c'est une situation en effet pas commode. Les choses sont ainsi parce que la consultation de mars a reflété comme toujours d'ailleurs, un certain rapport de forces.
Notre première responsabilité, c'est donc d'apprécier à quel moment nous sommes. Notre deuxième c'est d'essayer de savoir comment va évoluer le rapport de forces, parce qu'un rapport de forces n'est jamais fixe, il bouge à tout moment ; dans quel sens ? Comment va-t-il évoluer ? Comment pouvons-nous essayer de le faire évoluer ?
C'est l'évolution de la cohabitation, comme on l'appelle. Tout à l'heure, Louis Mermaz employait l'expression "en équilibre", puis il s'est repris : "en déséquilibre". Oui, en fonction de ce que je viens de dire, nous avons perdu une large part du pouvoir mais pas tout. C'est une situation de déséquilibre à notre dépens pour le moment, mais un déséquilibre très fragile dont nous sentons bien qu'il ne pourra pas être durable ; même s'il devait durer un an et demi, ce n'est pas très long par rapport aux perspectives.
Dans ces conditions, comment nous sommes-nous comportés et comment nous

comportons-nous ? Je l'ai évoqué ce matin dans mon rapport, le Premier secrétaire y est revenu, d'autres aussi, nous avons joué le jeu des institutions et de l'alternance et nous avons eu raison, mais peut-être devons-nous être plus précis et plus incisifs. C'est un des points sur lesquels nous sommes tous d'accord sur le fait que la cohabitation c'est d'être ensemble dans cette situation institutionnelle, mais ce n'est pas pour la Gauche laisser faire à la Droite sa politique.

Or la Droite, avec les énormes moyens d'expression des médias dont elle dispose, tend à faire répandre l'idée qu'on ne jouerait pas le jeu de la cohabitation à partir du moment où on mènerait la lutte contre sa politique.

Il faut qu'autour de nous, d'abord chez nous, ce soit bien clair. Cela le devient. D'une certaine façon, la Droite nous y aide, puisqu'elle a une politique qui est si outrageusement de droite. L'un d'entre-nous a dit - je ne cite pas l'auteur, il se reconnaîtra - que le gouvernement était le gouvernement le plus réactionnaire depuis Vichy. Je crois qu'historiquement, ce n'est pas faux, c'est-à-dire qu'aucun n'a été aussi vite dans la marche arrière par rapport au progrès social largement conçu par rapport aux libertés démocratiques, c'est un fait.

Alors, du coup, comme la Droite existe, tout le monde arrive à penser que la Gauche doit exister aussi, ce qui me rassure par rapport à des propos que nous avons pu beaucoup entendre : plus de gauche, plus de droite, plus de partage ; tout cela, c'est un peu pareil. Je n'ai plus beaucoup entendu cela ces derniers temps, et vous imaginez combien je m'en félicite, naturellement. Mais j'entends à nouveau parler de l'idéologie. C'était moins répandu il y a quelques mois. Les idéologies sont-mortes, c'est fantastique, comme s'il y avait un temps des idéologies ! Il y a un temps pour telle idéologie, peut-être et d'autres après, mais la mort des idéologies, il fallait le faire, le 20ème siècle l'aura fait ! Mais chez nous, en ce moment, le vent n'est plus tout à fait dans ce sens, et j'en éprouve quelque jubilation. Simplement, il faudrait que cela dure. Là, je plaisante... mais, mes chers camarades, cela fait des dégâts quand même ! Parce qu'à force de dire, ou de laisser dire, c'est quand même dit aussi un peu chez nous où on a laissé dire, qu'il n'y avait plus de gauche ni de droite, ni d'idéologies de gauche, eh bien, cela a fini par passer dans la grande opinion. Si aujourd'hui, on trouve que c'est un peu flou, il faut peut-être se demander si, collectivement, nous n'y sommes pas un peu pour quelque chose.

Là aussi, je pense que la conscience des gens se forme par elle-même, bien sûr, et dans la marche des événements, mais elle se forme un peu aussi suivant ce que disent ceux qui ont des responsabilités politiques et idéologiques plus particulièrement. Cela, c'est notre responsabilité autant que d'être sur le terrain pour la lutte quotidienne. D'ailleurs, à mon avis, l'un ne se fait pas par l'autre.

Par conséquent, oui, c'est comme cela, il y a un affrontement gauche/droite. Affrontement, horrible mot ! On a pu parler de lutte des classes, mais il y a déjà un peu de temps que cela dure. Il ne faut plus en parler, ni même d'affrontement. J'ai entendu : ne soyons pas sectaires. Enfin, chers camarades, qui est sectaire ? Qui a dit, il y a quinze jours : "pas de compromis" ? Monsieur Toubon, secrétaire Général du RPR et porte parole direct de Chirac. "Pas de compromis,

il ne faut pas biaiser...", parce qu'il y avait des gens à droite qui avaient dit : on pourrait peut-être, quand même... Non. Pas de compromis. Où étaient les sectaires pendant cinq ans ? Où sont-ils aujourd'hui ? Il ne faut pas inverser les rôles, il ne faut pas que tout cela soit brouillé parce qu'on ne s'y retrouve plus très bien.

Mes chers camarades, le débat, l'affrontement, c'est la vie démocratique. Je ne voudrais pas faire de leçon d'histoire, mais on connaît un peu ici notre histoire, l'histoire de la 3ème République. Il y a eu la Commune, la répression de la Commune ? Après, ce n'était pas la guerre civile, mais ce n'était pas tranquille, les joutes politiques n'étaient pas calmes, ils se cognaient, quelquefois pas seulement avec des mots ! C'était la vie démocratique.

Donc c'est la démocratie, ce n'est pas grave; c'est l'affrontement, cela c'est grave...

Il ne faut pas laisser penser aux gens que parce que nous défendons nos idées par rapport à d'autres, nous sommes des affreux !

Un autre argument souvent entendu, et souvent évoqué aujourd'hui, est-ce que notre action gênerait le Président ? Je ne trouve pas indécent qu'on se pose cette question, naturellement. Savoir comment l'action du Parti Socialiste, avec lequel il a quand même quelques liens, au moins historiques, et sûrement un peu plus, et quelques affinités, peut rejaillir sur sa situation à lui, il est sûr qu'on a bien le droit, et même le devoir, de se poser la question.

Mais ce que je ne comprends pas, c'est en quoi le fait que nous agissions dans la direction que nous croyons bonne, et dont on a quelques raisons de penser en règle générale qu'il l'approuverait, cela le gênerait.

Chers camarades, prenons l'affaire qui nous préoccupe en ce moment et dans les jours qui viennent du fameux découpage. Est-ce que nous lui facilitons les choses en nous taisant ? Si justement il est amené à prendre une décision qui sera de toutes façons pour lui et pour nous une décision grave, de grandes conséquences, pas facile à prendre pour lui, est-ce qu'il la prendra plus aisément si nous agissons comme nous le faisons depuis plusieurs semaines et comme nous paraissons vouloir continuer, ou si nous agissons autrement ?

Je crois que c'est clair, par rapport à cet exemple bien entendu.

(Lionel Jospin prend congé de l'assemblée)

Lionel, nous t'excusons, bien sûr, nous savons où tu vas. Bon courage et bon succès !

(Applaudissements)

J'accélère. Il faut donc jouer notre rôle, notre rôle principal de parti d'opposition, mais aussi notre rôle de parti qui revendique l'alternance. On ne va pas dire : il faut que demain cela déménage ! Mais enfin tout de même... Je crois que les gens à qui nous nous adressons, ils voudraient plutôt vivre cela comme une parenthèse, et une parenthèse qui ne soit pas trop longue si possible. Ce n'est pas à nous à leur laisser entendre que cela peut durer.

Alors troisième question, la dernière que nous avons à nous poser, il faut savoir en effet où en est l'opinion. Je viens d'évoquer les gens à qui nous nous adressons. Où en sont-ils ? Ce n'est pas toujours facile à saisir, d'autant que

Fondation Jean-Jaurès

c’est toujours comme cela, tous les secteurs de l’opinion n’avancent pas du même pas. S’ils avançaient du même pas, ce serait simple, bien sûr. Il y en a qui nous pressent d’agir depuis le 17 mars, et puis il y en a d’autres qui commencent seulement à se mettre en mouvement intellectuellement. C’est comme cela...
Mais nous, nous devons être où ? Naturellement il ne faut pas être trop en avance, mais vous savez bien ce que je vais dire après, il ne faut pas non plus être trop en retard ! Je pense qu’il ne faut surtout pas en ce moment se mettre en retard, et là nous avons tous un petit peu à réfléchir suivant les situations données.
Au mois de juin, j’ai dit à un moment... c’était le hasard, c’était à Toulouse, mais il ne s’y passait rien encore à ce moment là. J’ai dit : il me semble que cela va commencer à s’échauffer et que le Président va prendre des initiatives.
Je dois dire que cela m’a valu quelques remarques condescendantes pour le moins sur "trop de précipitation" ! C’était trois semaines avant le 14 juillet, et quand je parle du 14 juillet, je ne parle pas essentiellement de la Fête Nationale, mais de ce qui s’est passé cette année le 14 juillet.
De même lorsque au début d’août j’ai dit, parce qu’il se trouve que ma fonction me permet peut-être de le dire un peu plus tôt que les autres, que tel qu’il était, d’après nos informations, si cela se confirmait, le découpage serait inacceptable, alors là aussi mes oreilles ont tinté. "Attention ! Est-ce que tu ne vas pas trop fort ?"
Et puis on dit : est-ce que cela ne va pas gêner le Président ? Compte tenu de ce qui s’est passé, vous voyez... c’est un peu amusant...
Ce n’est pas forcément un défaut, d’être en avance un peu sur l’événement.
A mon avis, à l’heure qu’il est, je ne pense pas qu’on puisse dire plus que ceci, enfin c’est mon sentiment; mais c’est là que notre discussion est importante.
Les forces vives de la Gauche veulent agir. Au-delà c’est moins sûr, j’en conviens. Mais c’est à partir des forces vives de la Gauche que le reste se met en mouvement.
Je vous renvoie à notre analyse du mois de juin que j’ai rapportée au nom de la Commission, et c’est là où il y a eu le plus de fléchissements, parce que probablement on a trouvé que c’était un peu mou de notre côté. Donc c’est ceux là d’abord qu’il faut remettre dans le coup. Et si on remet ceux-là dans le coup, nous le savons bien parce que nous l’avons déjà vécu et c’est comme cela qu’on a gagné, les autres viennent après, ils viennent derrière. Il faut d’abord que le gros de la troupe, les plus solides, soient en mouvement, ce que j’ai appelé les forces vives.
Alors du coup, notre Comité directeur, il est sûrement très opportun, il tombe bien.
Seulement moi je le dis, et comme toujours c’est devant ceux qui sont là, il me semble que l’importance de nos discussions, de notre rôle, quand même, de Comité directeur du Parti Socialiste, fait que nous nous en tirerons difficilement à l’avenir sans deux jours pleins et sans que nos travaux soient mieux organisés. Il faut commencer plus tôt, faire une interruption plus courte, parce que qu’est-ce qui va se passer ? Nous sommes un certain nombre à avoir parlé, on va partir

contents parce qu'on a dit ce qu'on avait à dire et que cela fait toujours plaisir. Mais je regarde la liste des camarades qui ont à exprimer ici toute une série de choses... Non, je me permets de dire qu'il vaut mieux organiser les choses et nous y veillerons ensemble, avec le secrétariat.
Deuxièmement, les décisions que nous allons prendre, à mon avis, doivent porter dans les jours qui viennent, sur la lancée de notre débat d'aujourd'hui, sur le thème du "rassembler à Gauche".
Le Premier secrétaire a rappelé ce qu'il avait proposé. Je ne suis pas en désaccord avec cela, je regrette qu'il ait dû partir mais il ne pouvait pas faire autrement. Mais il faudra qu'en même temps qu'on mènera le travail au sommet, travail qui n'est pas facile, qui est ingrat, on le sait bien - on l'a fait souvent, ce n'est pas commode de rassembler les gens comme cela - on essaie de le mener dans les départements. Je ne dis pas qu'on réussira partout du premier coup, mais il y a beaucoup d'endroits où nous aurons là encore des forces vives, actives, pas forcément inscrites dans les Partis de Gauche, mais d'autres forces, d'autres structures.
Par ailleurs, des propositions de lutte contre la politique actuelle. A cet égard je crois que vraiment les propositions que j'ai ressorties, qu'a faites Lionel Jospin tout à l'heure, sont à prendre en considération, et il faut que dans la législation sociale nous déposions des propositions de loi, naturellement instrumentées, orchestrées dans le pays, s'inspirant de ce qu'il y a de plus avancé dans la législation européenne, c'est-à-dire que nous fassions coup double, en montrant en même temps que dans ce domaine c'est l'Europe qui peut faire avancer les choses.
Et puis enfin, troisièmement, bien entendu déjà des directions d'avenir. A cet égard, par rapport à ce qui a pu être dit ici et là, Michel Rocard s'est exprimé là dessus, des références à de très grandes valeurs. J'ai eu l'impression que Pierre Mauroy - peut-être ai-je mal compris ? - était plus pour un programme plus complet. J'ai entendu ce qu'a dit Fabius. Je vois quatre ou cinq grands thèmes qui seront l'ossature d'une plateforme d'action que nous pourrions préparer. On voit bien lesquels, il n'y a pas grand mystère là dessus.
Les experts y travaillent, et c'est très important. Je crois tout de même, il faut y insister, que les experts travaillent sur le mandat politique, et sur les grandes questions nous devrons avoir un débat politique.
Mais je crois que la remarque qui a pu être faite par Jospin au mois d'août avait aussi toute son importance. Faire tout cela ensemble, avec lui. J'ai vu à un moment quelques-uns qui dressaient l'oreille et s'interroger, qui se sentaient un peu seuls. Cela veut dire qu'une direction plus collective, plus pleinement collective, peut permettre de surmonter les éventuels inconvénients.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Marie-Noëlle Lienemann, ensuite Le Garrec.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, cris ou chuchotements, tel serait, si j'en crois la presse, le thème de nos débats de rentrée au Parti Socialiste.

Je pense que l'essentiel ne se résume pas en un désaccord de fond. Probablement le gros de nos difficultés provient de l'absence d'une ligne de force structurant nos critiques face au gouvernement. Elles résident aussi dans une certaine vacuité de nos orientations qu'il va nous falloir combler maintenant rapidement.

Sous couvert d'un appel à la combativité et à la pugnacité, on retrouve une certaine délectation maintes fois explorée de l'opposition, confortée par nos discours. L'aile la plus radicalisée de notre électorat ou de nos militants nous fait douter de notre capacité à convaincre les autres et à rassembler autour de nous.

De ce point de vue je me réjouis tout à fait des propos de Lionel Jospin ce matin.

Je voudrais prolonger ici certaines constatations faites par Jean Poperen dans son rapport lors de la Convention du Pré Saint-Gervais.

Il date à 1978 le refus de la Gauche et l'abstention, le vote nul, et il parle lui-même de démotivation. Or cette année 1978 fut charnière, d'abord parce qu'elle marque la rupture de l'union de la Gauche, mais aussi parce qu'elle marque le début de la prise de conscience de la crise par une majorité de nos concitoyens.

C'est donc la notion d'alternative globale radicale à la société dans laquelle nous vivons qui est ébranlée.

C'est justement à cette période que le Parti Socialiste choisit de durcir son discours, passant du "changer la vie" à la rupture avec le capitalisme. Ensuite, après 1981, les obstacles rencontrés par le gouvernement de Gauche, la rigueur sous contrainte - en tous cas c'est ainsi qu'elle fut vécue par la majorité des Socialistes - ont accentué ce sentiment de l'impossibilité à trouver des solutions à la crise par la mise en place d'une politique en rupture avec le système en place, et enfin, dans une certaine mesure, les difficultés actuelles du gouvernement Chirac, après des promesses démagogiques et irresponsables, renforce ce courant face à la politique et provoque une certaine forme de fatalisme, de résignation, une acceptation de l'ordre établi, ou plus grave encore, des marginalisations politiques.

Alors bien sûr, comme en 1978, comme en 1983, nous pouvons refuser de voir ce mouvement. Nous pouvons nous lancer de façon effrénée dans une attitude d'opposition tous azimuts, comptant d'abord sur le vote anti-crise, sur le vote anti-pouvoir en place et sur les divisions de l'adversaire.

Je ne partage pas ce point de vue. En clair, je ne crois pas que nous devions privilégier la coalition des contre. Tout au contraire, c'est dans l'affirmation positive de notre vision nationale et européenne, du sens que nous voulons donner aux arbitrages les plus lourds qui sont indispensables pour atteindre les horizons nouveaux que nous souhaitons, c'est par cette affirmation positive que nous devrons construire notre action.

Il n'est pas archaïque de replacer au centre de nos réflexions la recherche d'un nouveau mode de développement. Il doit être conçu davantage comme l'accouchement d'évolutions qui sont en gestation dans notre société, mais que nous devons orienter, maîtriser, accélérer et promouvoir en conformité avec nos

valeurs.
Cela suppose que nous prenions appui sur les mutations positives que nous vivons et que pour la plupart nous avons favorisé.
Or c'est important de reconnaître qu'il y a des mutations positives dans notre société, car c'est bien avec cette analyse que nous devons avoir une attitude non pas de contre société, non pas de force de résistance, mais bien l'affirmation que le Socialisme est porteur du devenir de la société française.
Je crois qu'il est essentiel de s'appuyer sur ces mutations positives que nous vivons, pour faire sauter les verrous, les freins, les blocages, les privilèges, les corporatismes, les immobilismes qui concourent à l'atonie sociale, à l'atonie politique, à l'atonie économique et qui rendent possibles les plus graves tares de notre société duale, remise en cause de l'état du droit ou même de la démocratie.
On le mesure, il ne s'agit donc pas de plaider pour la tiédeur, mais de rendre possible et crédible une transformation de la société assumée, maîtrisée et portée par une majorité de citoyens que l'on ne réduit plus au rôle de spectateurs.
Lors d'un dernier Bureau exécutif, Lionel Jospin indiquait que c'est un peu à cours d'idées que nous avons abordé les élections de 1986 et que les idées qui prolongeaient notre action gouvernementale d'alors auraient été difficilement acceptables par notre électorat.
Ce diagnostic me parait juste. Mais il vient sans doute un peu tard. On ne peut pas à chaque tournant, à chaque rupture comme celle de 1978 ou même au moment du choix de la rigueur, faire comme si tout continuait comme avant, dire que nous ne sommes pas des épiphénomènes, des parenthèses, et constater ensuite qu'une partie de notre électorat, que nous avons confortée dans cette certitude, ne peut plus nous écouter.
Nous ne pourrons pas reculer longtemps, chers camarades, l'échéance de ce que j'ai appelé "la nouvelle révolution culturelle de la Gauche".
Nous aurions dû le faire plus tôt, notamment si nous avions mis en application les décisions de notre motion finale de Bourg-en-Bresse, qui proposait exactement les mêmes Conventions que celles que nous avons retenues finalement au Pré Saint-Gervais. Que de temps perdu, que de raisons manquées.
Certes à Toulouse nous avons remis les pendules à l'heure, nous avons réussi une certaine mise à jour de nos orientations, mais ce n'est qu'un premier pas, ce qui nous reste à faire est bien plus important Je ne souhaite pas que le débat actuel sur le ton masque en fait et retarde cette nécessité d'une démarche de rénovation.
Chacun mesure que la prochaine Convention sur l'emploi sera de ce point de vue très importante, non seulement parce que l'emploi est au centre des préoccupations de nos concitoyens, mais aussi parce que le problème peut-être plus que d'autres exigera certaines remises en cause courageuses.
J'insisterai sur quelques pistes de travail et d'autre part sur deux orientations pour la préparation de la Convention.
Quelques pistes d'abord : lorsque je parle de rénovation culturelle de la Gauche, je pense en particulier à notre conception du travail, qui est un élément central dans la recherche de nouveaux développements de notre société.

Notre critique trop éclatée des déclarations de Philippe Séguin sur les petits boulots, a eu peu d'effet sur l'opinion que nous avons tenté de convaincre.
Or, là aussi en présentant les TUC et les mesures de Delebarre comme partielles, transitoires, refusant d'affronter une nouvelle conception du travail fondée sur un élargissement du tissu productif, nous avons affaibli nos capacités à riposter contre la Droite. Bien des activités par exemple la défense de l'environnement, l'effort de convivialité de voisinage, ou solidarité de voisinage, tout ce qui vise à améliorer la vie sociale, les relations personnelles, doivent être considérées comme du travail et avec sa part d'utilité sociale et sa part de rentabilité. Je pense aux coûts externes ou bien aux avantages collectifs que ces travaux produisent, et non comme des activités subalternes.
Il faut à coup sûr diversifier les statuts, changer les modes de financement, de rémunération, mais l'axe critique en positif des mesures de Séguin, des petits boulots de Séguin, doit être le refus d'un marché du travail à plusieurs vitesses, de conceptions de fonctions et d'emplois parkings, au profit d'une volonté d'élargissement du tissu productif.
De la même manière la remise en cause de la division actuelle entre le temps de travail, le temps de formation, et le temps de loisirs, est sans doute devenue plus aisée, qu'il n'y a quelques années mais elle doit être affinée et précisée, et je ne partage pas les propos de Jean-Pierre Chevènement sur le partage du travail, car finalement considérer comme secondaire cette idée du partage du travail, comme d'ailleurs le revenu minimum garanti, n'est-ce pas procéder de la même logique que les libéraux qui pense que pour qu'une société soit compétitive, il faut d'abord s'adresser aux forts, à l'élite, à ceux qui peuvent prendre des risques et des initiatives, et que pour réussir cette prise d'initiative, il faut que les faibles eux-mêmes ne soient pas trop encouragés par la solidarité.
Moi, au contraire, je pense comme Olaf Palme, que la société doit être douce pour les faibles et exigeante pour les forts et de ce point de vue il est vrai que notre pays connaît un déficit d'initiatives économiques et également d'ailleurs d'autres initiatives, mais c'est un autre sujet. La politique de l'emploi pour les Socialistes doit être l'occasion de favoriser la démocratisation de l'initiative économique et de la création d'entreprise. Elle doit être l'occasion de promouvoir une nouvelle génération d'entrepreneurs, porteurs de conceptions moins archaïques de l'entreprise.
On le voit bien, nous ne pourrons pas réduire nos propositions à une vision seulement macro-économique de l'emploi. En particulier, il va falloir discuter de l'arbitrage capital-travail. Nous devons faire des propositions pour le micro-développement, pour le développement local, qui nous permettra de trouver un gisement d'emplois, de ressources insuffisamment explorées, de dynamisme industriel.
En dernier lieu, sur ce thème de l'emploi, je voudrais insister sur les problèmes de la formation et là aussi il va falloir faire des remises en cause. Nous vivons sur un certain "ronron" quant à la formation et quant à l'enseignement technique en particulier.
Nous avons refusé d'affronter clairement le problème de la formation en

Collection Jean Jaurès

alternance et de la formation en continu, nous ne pourrons pas faire l'économie de cette analyse. De la même façon, tous les travaux de Bertrand Schwartz sur les nouvelles qualifications sont des champs extrêmement intéressants pour nos propositions d'avenir.
Mais plus au fond, on parle beaucoup de mobilité, il est vrai que nous devons être clairs sur ce sujet. Je plaide effectivement pour une grande mobilité dans la société française, où la possibilité de changer, de se promouvoir n'est pas forcément synonyme de précarisation absolue. Mais le refus de la précarisation ne signifie pas le maintien de toutes les sécurités, notamment pour ceux qui doivent pouvoir assumer davantage de risques.
J'ai suivi avec intérêt aussi le Colloque préparé par Michel Charzat sur le secteur public, car nous voyons bien qu'il est aussi au centre de cette problématique. Le texte issu de la Commission que nous devons mettre en place ne pourra pas faire l'économie de ces réflexions, de ces choix à court et à moyen terme.
Je terminerai sur les modalités de la Convention en elle-même. La première chose - Jean-Paul Bachy l'a dit - cette Convention doit permettre une pratique ouverte des Socialistes.
Je fais la proposition suivante : nous avons constitué un groupe des experts au niveau national, c'est une bonne chose, je suggère que nous constituions un groupe des experts au niveau de chaque région, nous pourrions convier les responsables syndicaux, les chefs d'entreprises, les représentants des associations, une panoplie de citoyens telle que nous l'avons fait pour le groupe des experts nationaux.
Pourquoi ? D'abord parce que je crois qu'il y a des tas de compétences inutilisées et ensuite parce que la région, avec la décentralisation, à qui nous avons confié des responsabilités aussi décisives que le développement économique, la recherche, la formation, est certainement un des lieux où le thème de l'emploi doit pouvoir être discuté, débattu, avec une bonne approche sur le concret et peut-être avec des propositions plus novatrices que ce que nos experts parisiens sont capables de nous donner.
La seconde orientation pour la préparation de la Convention est d'exiger que les militants aient réellement des choix, qu'ils aient une possibilité concrète de donner leur avis. Il faut explorer toutes les voies pour les faire participer à l'élaboration des textes, des idées, etc. Mais qu'on soit bien clair, en dernier ressort, c'est-à-dire au moment de la Convention, seul le vote demeure la façon effective de contribuer aux choix et aux arbitrages.
Or, mes chers camarades, les militants se sentent souvent court-circuités, ils apprennent à l'occasion d'un discours de la Convention que l'initiative, l'idée, la proposition centrale apparaît au dernier moment, ils n'ont pas pu en discuter, ils n'ont pas pu la sanctionner.
Je souhaite donc que cette Convention qui est suffisamment importante, soit réellement une Convention, que les militants votent, aient des choix, des alternatives qu'ils puissent amender.
Je souhaite aussi qu'elle ait le statut de Convention exceptionnelle, et qu'elle

Fondation Jean-Jaurès

n'ait pas seulement le statut de Convention exceptionnelle, mais qu'elle soit exceptionnelle parce qu'elle engage une véritable rénovation de la pensée des Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - Jean Le Garrec, puis Fuchs. J'invite les derniers orateurs à condenser au maximum, compte tenu de l'assistance qui demeure...

Jean Le Garrec

C'est vrai que nous arrivons au moment que nous connaissons tous, les travaux de notre Comité directeur perdent un peu de signification. Mais il n'est pas inutile tout au moins pour les courageux qui restent jusqu'au bout, de dire deux ou trois choses.

Le président - ... A qui je demande de rester jusqu'au bout, nous avons des textes à adopter.

Jean Le Garrec - Pour en venir à l'essentiel de mes propos, en raccourcissant au maximum, ce matin le Premier secrétaire disait qu'il fallait que le débat s'engage, il est évident à écouter attentivement les interventions que ce débat s'est engagé. Il est engagé dans des conditions extrêmement positives.
Je voudrais personnellement reprendre les trois mots qui ont été utilisés par le Premier secrétaire. Est-ce qu'il y a crise d'identité ? Peut-être pas... le moins qu'on puisse dire c'est qu'il y a eu quelques pas, hésitations, interrogations, comme si nous bronchions un peu devant l'obstacle, qui est celui des prochaines échéances. Nous sommes en train peut-être de dépasser cela, encore fallait-il poser le problème.
Deuxièmement, il a dit : est-ce qu'il y a malaise? Je ns crois pas, mais je crois qu'il y a fortement de la part de nos militants, et Marie-Thérèse Mutin le disait avec beaucoup de force et de justesse, attente d'une affirmation d'un projet, et d'une volonté.
Enfin, le troisième mot que le Premier secrétaire a utilisé, c'est celui de l'opposition. Il est net que nous sommes dans l'opposition, et j'oserais dire que la coexistence, situation difficile, mal aisée, renforce cette nécessité pour nous de nous situer dans l'opposition.
Il est évident que le Président de la République - ce n'est pas mince d'occuper la Présidence de la République - rappelle avec beaucoup de justesse, en toute occasion ses convictions Socialistes, éventuellement ses désaccords, mais il est évident aussi qu'il doit tenir compte de l'échéance et de ce qui s'est passé le 16 mars, et qu'il est aussi Président de tous les Français et qu'à ce titre l'affirmation de nos convictions et de nos propositions ne peut qu'aider au maintien du rôle qu'il entend jouer et qu'il joue avec beaucoup d'intelligence.
Je crois que cela serait suffisant en soi pour cet appel à plus de pugnacité, le mot a été employé, à plus de fermeté.
Mais j'ajouterai qu'il y a d'autres raisons, et personnellement je voudrais en

Fondation Jean-Jaurès

évoquer trois sur lesquelles me semble-t-il nous n'avons pas suffisamment insisté.
La première : j'ai l'impression que nous ne mesurons pas suffisamment l'espèce de rouleau compresseur qu'est la politique mise en place par le gouvernement Chirac.
Enfin, chers camarades, en cinq mois, ils se sont donnés tous les moyens de mener la politique qu'ils veulent, de mettre à bas ce que nous avons fait, d'engager leur propre logique, sans avoir jamais besoin ni de retourner devant le Conseil Constitutionnel, ni devant l'Assemblée, et je dirai que s'il y a une situation de guerre civile, le mot est peut-être fort, mais il a été employé, c'est la Droite qui est en train de la créer.
J'ajouterai qu'il suffirait pour boucler ce dispositif de mettre en place la loi électorale et à ce moment là l'ensemble du dispositif est en place, avec une force totale. Nous n'avons pas assez mesuré le contenu d'un certain nombre de lois. J'évoquerai par exemple la loi d'habilitation économique. Nous nous sommes focalisés sur certains effets, non négligeables - ce n'est pas moi qui vais dire le contraire - de la privatisation et autres, nous n'avons pas parlé suffisamment de ce qui concerne le droit du travail, des pans entiers de l'économie, des pans entiers de l'aménagement du territoire et j'en passe.
Mais cela est fait, et je pense que nous sommes sur cette politique de la Droite - je le redis aujourd'hui - d'une extraordinaire timidité et qu'il nous faut faire connaître exactement ce qui a été mis en place.
La deuxième raison m'apparaît aussi importante, elle a été évoquée par certains, c'est qu'il y a un gouvernement qui comme Janus a deux visages, une pratique de gouvernement strictement pompidolienne, avec occupation du pouvoir d'Etat, interventionnisme d'Etat, Balladur est très classique en la matière, et derrière l'action menée par Séguin en particulier, une bataille idéologique attaquant résolument et avec beaucoup de précisions les bastions qui sont ceux de nos forces principales.
Et j'indiquerai au passage que l'idée de Charzat d'un colloque sur le secteur public, m'apparaît extrêmement importante. Nous sommes là au cœur de la bataille que nous devons mener. Et puis, je suis frappé de voir avec quelle minutie, avec quelles précisions, pas par pas, se sont nos forces qui sont remises en cause, et qui sont atténuées.
J'ajouterai que le moins d'Etat que nous verrons apparaître à travers le budget de 1987, c'est la remise en cause de notre conception du mieux d'Etat.
Je pourrai multiplier les exemples. J'ai été frappé de voir avec quel soin méticuleux, attentif, Balladur dans son intervention utilise le mot de liberté, avec permanence, avec précision, et c'est sur ce terrain là que nous devons nous situer.
Je crois que plus que jamais l'heure est à la reconquête du débat idéologique et à la reconquête du débat d'idées et nos propres forces attendent de nous que nous nous engagions sur ce terrain là.
A ce titre, la proposition de Mermaz d'un livre noir sur les propositions de privatisation et d'autres propositions, doit aller dans ce sens.

Fondation Jean Jaurès

Nous devons reprendre le mot de liberté que nous n'osons même plus utiliser nous-mêmes.
Il y a là un deuxième terrain et je vais très vite car il faut poursuivre le débat.
Le troisième point, c'est le problème de la reconquête. Beaucoup de choses ont été dites et nous avons gagné la crédibilité. Ca n'est pas mince. Mais elle n'a pas de sens si elle n'est pas accompagnée de trois points majeurs.
L'affirmation d'un système d'alliance. Et je partage tout à fait l'analyse qui a été faite et par Poperen et par Mermaz.
Deuxièmement, pour la Gauche, l'affirmation de la nécessité d'un appui sur une structuration du mouvement social. A ce titre, ce qui se passe dans le mouvement social, dans le mouvement syndical plutôt, à savoir les tentatives de recomposition de restructuration, la réflexion qui est engagée, m'apparaît comme fondamentale.
Au nom de quoi nous ne parlerions pas entre nous de ce qui concerne l'ensemble de la Gauche, y compris nos convictions politiques et aussi syndicales ?
Il y a quelque chose de fondamental qui est en train de s'engager. Comment imaginer que nous puissions engager une politique de reconquête sans organisation d'un mouvement social, sans restructuration du mouvement syndical ?
On peut avoir là-dessus des opinions tout à fait divergentes... c'est probable même... mais il nous faut aborder ce problème là.
Je considère comme important ce que nous a dit le Premier secrétaire à savoir l'organisation de contacts avec les organisations syndicales tout à fait normalement... et je le comprends parfaitement... après la suite, j'espère positive, du scrutin de Toulouse.
Il y a là un terrain sur lequel nous devons débattre. Cette crédibilité à gouverner, qui est un acquis, nous a coûté relativement cher y compris en débat entre nous mais nous avons su la surmonter. Elle n'aurait pas de sens et elle se perdrait dans les salles si elle n'était pas accompagnée de cette affirmation d'un système d'alliance politique et de nécessité d'une organisation, d'une structuration du mouvement social.
Je dirai que si ça n'était pas accompagné d'un projet politique, cela n'irait pas.
Je remercie les camarades qui ont employé le mot d'utopie.
La Gauche a besoin aussi d'un projet politique. Nous faisons appel à des notions historiques, fondamentales d'espérance, d'espoir, et aussi d'utopie. Qui d'entre nous pourrait rejeter cela ?
Ce serait une erreur grave et cela apparaîtrait absolument pas contradictoire... au contraire... avec toute l'affirmation de crédibilité à gouverner... ceci est une expérience que nous avons acquise depuis 5 ans.
Je n'ai jamais vécu cela personnellement en contradiction, ni même en divergence.
Je crois que sur ce point là, il nous faut aller de l'avant et c'est bien le débat que nous avons engagé entre nous. Je crois qu'aujourd'hui déjà, sur un certain nombre de points, nous avons avancé.
Je voudrais donc conclure très rapidement en faisant simplement deux ou trois

Fondation Jean Jaurès

remarques. J'ai dit ce que je pensais de l'initiative de Michel Charzat, des propositions de Louis Mermaz, des initiatives que va prendre le Premier secrétaire, sur la Convention concernant l'emploi, moi j'ai souhaité en réunion de bureau, que nous l'organisions d'une manière un peu éclatée en évitant quand même - ce qui devient un travers chez nous - des débats qui focalisent tout compte fait trois heures ou trois heures et demi de débats... bien situées pour les interventions des télévisions et des radios.
Nous ne pouvons pas risquer d'engager une Convention qui ne mobiliserait pas l'ensemble des militants. Il nous faut donc inventer des formes - et je l'ai proposé à Bachy - pour cette Convention qui soit un peu originales.
Sinon, nous passerons à côté.
Sur le fond, je ne vais pas engager le débat aujourd'hui. Nous aurons le temps dans les mois à venir. Je voudrais simplement dire que je partage en partie ce qu'a dit Jean-Pierre Chevènement. Il nous faut avoir, en la matière, des positions offensives. Ce serait une erreur de croire qu'il y a une quantité fixe de travail ou que la croissance sera totalement dépassée par la productivité. C'est erroné comme approche.
J'ajouterai que ne confondons pas - et j'entendais la camarade qui intervenait avant moi et j'ai été très attentif à son intervention - les choses comme disons des nécessités de mobiliser. N'oublions pas que la mobilité est une disposition offerte à ceux qui ont le plus de chances de trouver un emploi et de s'adapter aux mutations.
La mobilité est quelque chose qui est interdit à la plus grande partie de la classe ouvrière. Je crois que ce serait une erreur formidable d'oublier qu'en France, le problème clé pour les années à venir, est entre autres, la capacité d'adaptation de la mutation avec le niveau d'adaptation de la grande partie de la classe ouvrière.
Si on ignore ce problème là - et je l'ai vécu moi-même en 1982 dans la campagne que j'ai lancée sur les chômeurs longue durée - qui est un problème clé - alors que la Droite ne l'a pas abordé et alors que nous, nous avions commencé à l'aborder - je ne suis pas persuadé que le mot d'ordre soit un mot d'ordre adapté.
Je repense - et cela fera plaisir à Jean Poperen au mot d'ordre de Lénine... (inaudible).... tu penses faire cela à la St Irénée... si tu veux le faire, c'est ton droit... mais je crains que ce mot d'ordre soit deux pas en avant... je crois que autant un mot d'ordre sur l'injustice de la politique qui est menée, sur la Droite écrase ce que nous avons fait, la Droite ment et vous trompe... d'accord... mais il me semble qu'au niveau actuel de l'opinion publique, nous ne pouvons pas nous battre encore sur l'idée "qu'ils sont en train de se planter".
Vous savez, c'est une remarque personnelle, qui n'engage que moi. Il faut y réfléchir.
Voilà simplement quelques éléments que je voulais apporter au débat à un moment donné où nous sommes un peu partagés. Mais ça n'est pas une raison pour ne pas y participer. Merci.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Je vais donner la parole à Gérard Fuchs. Je voudrais signaler à l'assistance réduite que Georges Sarre, Le Garrec et Gérard Tell ont retiré leurs prises de parole... j'avais encore un inscrit, Morin... alors Fuchs puis Morin, dernier orateur.

Gérard Fuchs

Je vais quand même réduire à trois remarques l'intervention que j'avais prévue dans l'intérêt de l'horaire de chacun.

La première de ces remarques concerne le problème de notre identité. Il est peut-être un peu tard ce soir pour le dire mais je suis personnellement de ceux qui croient que nous traversons une crise d'identité et qu'il est urgent d'y porter remède.

Mais encore faut-il pour cela que nous acceptions de la reconnaître. Nous traversons une crise d'identité parce qu'il me semble que nous sommes arrivés au gouvernement en 1981 avec un certain nombre d'idées.

Je souhaiterais que le petit nombre de ceux qui sont là fassent un effort pour ces dernières minutes... je disais donc que nous sommes arrivés au pouvoir en 1981 avec un certain nombre d'idées et une certaine conception du Socialisme et puis l'expérience du gouvernement nous a, je crois, conduit à constater qu'un certain nombre de nos idées étaient certes, justes mais que d'autres étaient fausses et que d'autres encore étaient inapplicables, et que, de ce fait, j'ai le sentiment que un peu subrepticement, nous avons renoncé, sans la remplacer, à ce qu'était notre conception initiale du Socialisme.

Qui aujourd'hui croit encore à une stratégie de rupture, au fait que la nationalisation prévoit, quoiqu'il arrive, l'emploi, au fait que s'il n'y a pas de profit l'entreprise peut investir ? Au fait que l'on peut régler par la loi le problème de la vie quotidienne des travailleurs, plus à travers les lois Auroux, que l'on peut par la loi régler le problème de la disparition de l'école privée, que l'on peut par la loi définir une stratégie industrielle pour le pays ?

Je crois qu'il y a là un malaise dans notre Parti. On peut effectivement s'interroger sur tout cela. Nos militants doivent s'interroger, Je crois qu'à cet égard, nous devons être capables d'apporter des réponses à nos problèmes concrets : emploi, sécurité, etc.

Je crois aussi qu'il faut réévaluer les choses plus en profondeur. Je suis heureux que nous décidions ce soir de créer enfin le petit groupe d'analyse de notre déclaration de principe. Je crois que notre victoire aux prochaines échéances passe aussi paradoxalement par un geste de ce genre qui n'a peut-être de valeur que de symbole mais je pense justement que nous avons besoin de symbole et pour une part, de symboles anciens mais pour une autre part de symboles nouveaux.

Ma deuxième remarque portera sur l'emploi.

Chers camarades, je crois que rien ne serait plus absurde pour la préparation de notre Convention que d'avoir un débat qui s'ouvre entre ceux qui soi-disant accepteraient le chômage comme une fatalité et ceux qui le refuseraient comme une fatalité. C'est un débat absurde. Tout le monde est contre le chômage,

comme on est contre les inégalités, qui caractérisent la société où nous vivons. Le problème commence au-delà. Je voudrais proposer personnellement pour notre Convention une démarche. Cette démarche est de dresser tous ensemble la liste de ce qui peut permettre de peser sur l'évolution du chômage. Jusqu'où peut-on aller en matière de croissance, que peut-on faire en matière de réduction de durée du travail, pour aider à la création d'entreprises ? Nous pouvons certainement tous ensemble avec imagination et exhaustivité trouver une vingtaine ou une trentaine de points qui peuvent permettre de peser sur l'évolution du chômage.

Ma conviction est la suivante : quand on aura ajouté tout cela, il nous restera un noyau dur de chômage incompressible et en même temps inacceptable. Personnellement, je prends le pari que si nous conduisons cette démarche de dresser la liste de tous les moyens d'interventions possibles, nous aurons ensuite en deuxième étape, à poser des questions beaucoup plus radicales et profondes.

Qu'est-ce que cela veut dire que l'emploi aujourd'hui et que le chômage ? Qu'est-ce que cela veut dire que la relation entre l'emploi et le revenu ? Entre l'emploi et l'insertion sociale ? N'y a-t-il pas d'autres couplages à inventer que ceux connus depuis cinquante ans ? Est-ce que, sur les retraites, sur la formation, sur l'organisation même de la vie, il ne nous faut pas réfléchir à d'autres schémas ?

Chers camarades, je voulais en dire beaucoup plus ; je ne le ferai pas, compte tenu de l'heure. Je suis convaincu que nous n'éviterons pas de remettre en question certains de ces mots dans les acceptions courantes. Je propose comme démarche concrète de voir tout ce que l'on peut faire par des propositions traditionnelles. Faisons nos comptes et tirons-en les conclusions.

Ma dernière remarque concernera la critique apportée à la politique de Jacques Chirac. Je crois que c'est une politique inégalitaire, réactionnaire, etc. Je voudrais, en une dernière minute, insister sur un point dont je suis étonné qu'il ait été fort peu abordé, c'est le problème de la place en termes de pouvoir dans la société française que le gouvernement de Jacques Chirac réserve à un certain nombre de catégories sociales.

Chers camarades, dans la suppression de l'autorisation administrative du licenciement, nous devons, je crois, regretter deux choses : la première, c'est évidemment le nombre de chômeurs supplémentaires que cela va créer. La seconde, que nous devons aussi dénoncer, c'est le recul de politique contractuelle et de participation syndicale à la décision que cela représente. Il y a bien d'autres domaines, dans la suppression du secteur public. Il y a aussi la suppression de la loi de démocratisation, la possibilité pour les travailleurs d'être associés, de participer aux Conseils d'administration de ces entreprises. Lorsque j'entends un Balladur ou quelques autres nous dire : vous allez voir, nous allons relancer la participation, nous allons dire que les entreprises peuvent avoir la faculté - j'insiste sur ce mot - la possibilité d'associer un certain nombre de salariés à la direction de leur fonctionnement, eh bien cela existe depuis trente ans, nous le savons bien, Il n'y a qu'une infime poignée d'entreprises qui ont accepté de jouer le jeu, les relations sociales en France étant ce qu'elles sont.

Fondation Jean Jaurès

Quand je vois l'évolution sur laquelle le gouvernement s'interroge, le sort à réserver à notre planification qui n'a certainement pas fonctionné de 1981 à 1986 comme nous aurions pu le souhaiter mais qui était quand même, là aussi, un lieu de concertation sociale, qui était un endroit où, là aussi, se rencontraient un certain nombre de partenaires qui pouvait réfléchir ensemble à l'avenir, quand je vois tout cela, je me dis que nous devons, dans la politique du gouvernement de Jacques Chirac, dans cette politique RPR-UDF, dénoncer non seulement son recul en matière d'inégalité de revenus, mais son recul de participation des couches sociales les plus défavorisées au processus de décision dans l'entreprise et dans le pays.
Je crois que compte tenu du projet Socialiste, de la perspective des orientations ou des propositions, - nous aurons tout le temps de discuter du vocabulaire, ce n'est pas l'essentiel – qui sont les nôtres, ce point me paraît aussi important que les autres. Je voulais suggérer plus longuement, mais je le fais brièvement, que nous le discutions, et c'est la dernière des trois remarques auxquelles je résumerai l'intervention que j'avais prévue.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Morin, dernier orateur.

Bernard Morin

Beaucoup de temps a été consacré, dans nos travaux, aux problèmes de politique intérieure, à l'affrontement gauche/droite et à ses nuances.
C'est de tout autre chose que je voudrais vous parler. C'est pourquoi j'ai persisté, même à cette heure tardive, à vouloir intervenir.
Je ne suis pas sur, en effet, que les défis majeurs auxquels nous sommes confrontés coïncident avec les frontières de l'Hexagone. C'est ce que montre, à mon avis, deux phénomènes assez différents qui ont marqués ces derniers mois et qui marquent encore la conscience collective : je veux parler de la catastrophe de Tchernobyl et de la montée du terrorisme étranger sur notre sol.
Le premier point n'est certes pas d'une actualité brûlante, mais les signes dont il est porteur dépassent, et de loin, cette actualité. Je ne m'étendrai pas sur l'aspect dramatique de l'événement, sur le sort de milliers de soviétiques qui guettent aujourd'hui les marques annonciatrices d'un prochain cancer, sur l'immensité nouvelle, exceptionnelle, par rapport aux catastrophes précédentes, de la zone qu'il a fallu évacuer. Sur les difficultés que rencontrent, encore aujourd'hui, les techniciens soviétiques pour circonscrire définitivement le danger.
Je ne m'étendrai pas non plus - j'aurais souhaité le faire, mais je n'ai pas le temps - sur la supercherie qu'il y a à prétendre, en France, qu'une telle catastrophe est impossible, supercherie qui éclate à l'évidence quand on relit les déclarations tout aussi péremptoires que faisaient avant les techniciens soviétiques, ils étaient loin de considérer Tchernobyl comme une centrale moins sûre que les nôtres.
Je ne m'y étendrai d'autant moins volontiers que l'enseignement peut-être le

Fondation Jean Jaurès

plus important, et en tout cas le plus indiscutable de cette catastrophe, c'est, je crois, la dimension planétaire des choix énergétiques, en particulier du choix nucléaire.
Qui d'entre nous n'a été frappé, en regardant la carte des retombées, à quel point la menace passait les frontières ? Avec le nucléaire, il y a quelque chose de tragiquement dérisoire à imaginer que des décisions qui concernent la vie, sinon de toute la planète, du moins de larges pans de notre planète, peuvent être prises en toute liberté par n'importe quel état souverain, y compris des états qui sont infiniment moins fiables que la grand et puissante Union soviétique.
Il n'est guère surprenant sans doute pour nous Socialistes de constater qu'une fois de plus, l'évolution des technologies précède et rend caduques les situations, les statu quo politiques et sociaux.
Nous ne devrions pas être non plus surpris de constater que c'est à présent la notion même d'Etat, de souveraineté nationale, qui devient obsolète.
Mais on peut s'étonner, par contre, que nous n'en tirions pas plus rapidement toutes les conséquences. On peut s'étonner de voir, sur la question nucléaire, que les Socialistes français s'opposent à leurs camarades européens, pour défendre avec la Droite européenne l'avenir de l'énergie nucléaire.
Je sais bien, comme vous, qu'il y a une situation énergétique propre à la France. Je sais bien aussi que la Commission énergie du Parlement européen travaille dans des conditions plus globales. Il serait absurde pourtant que la situation telle qu'elle est, et dans ce domaine énergétique plus que d'autres, que les Socialistes français continuent de faire cavaliers seuls, même au nom d'intérêts spécifiques nationaux. Ce serait une voie sans avenir.
La montée du terrorisme d'origine étrangère en France, qui est le deuxième point dont je veux vous entretenir, fournit une autre illustration, toute aussi tragique, de la fragilité des frontières. C'est pourquoi j'ai choisi de lier les deux points. Illustration tragique de la vanité qu'il y a à vouloir bâtir en France, en Europe ou ailleurs, des sociétés développées qui seraient à l'abri des soubresauts qui agitent les peuples les plus déshérités, car c'est bien cela aussi, et d'abord, le terrorisme actuel. Confrontation non pas tant entre démocraties et états totalitaires, même si cette dimension existe à l'évidence, mais plus profondément, de façon plus ancienne sans doute, affrontement entre nations riches et pauvres.
Le terrorisme, c'est aussi l'arme odieuse, mais efficace finalement de ceux qui ne peuvent affronter les grandes puissances dans une guerre classique. Il est sans doute plus populaire, face à un pays inquiet, angoissé, de faire ce que font les hommes de droite, de faire croire aux Français qu'on pourrait le résoudre, par exemple, en rétablissant la peine de mort - cela a été dit - en organisant la délation, ou en essayant de rendre nos frontières plus étanches, par l'extension des visas. Autant essayer d'enrayer un fleuve en crue avec une digue de terre.
Dans ce domaine, qui d'autre, sinon nous, peut et doit dire que le seul véritable remède au terrorisme consiste à rechercher et à résoudre les causes ? Que les nations riches ne pourront indéfiniment négliger la vraie misère ? Que le fanatisme religieux dont il est question ici, que le totalitarisme qui règne dans les

pays sous-développés sont d'abord les avatars du sous-développement ? Qu'il est temps de répondre aux actes de désespoir, tels que ceux-là, par autre chose que des expulsions ou des raids de représailles ? Qui d'autre dira cela si nous ne le disons pas ?
L'histoire récente du Socialisme français nous a déjà appris à quel point il était illusoire de conforter et de mettre en œuvre une politique économique limitée aux frontières de l'Hexagone. Les événements internationaux de ces derniers mois devraient nous convaincre qu'il est vain de poser l'ensemble des grands choix, soit en matière énergétique, soit en matière de sécurité, sans se préoccuper d'abord et effectivement des problèmes de développement à l'échelle planétaire. C'est sans doute plus difficile, mais c'est aussi plus urgent.
Je vous remercie de m'avoir écouté, à cette heure tardive.
(Applaudissements)

Le président

(Vote des deux résolutions, concernant les fédérations (nouveaux adhérents) et la Convention nationale sur l'emploi)

Camarades, nous avons maintenant à conclure en adoptant un certain nombre de textes ou de décisions qui correspondent aux rapports qui ont introduit cette discussion.
D'abord, en ce qui concerne les campagnes du Parti, une réunion des secrétaires fédéraux à la communication s'est tenue en même temps que le Comité directeur. Il est donc difficile d'en examiner aujourd'hui les conclusions et l'on me demande que le Comité directeur donne mandat au prochain Bureau exécutif d'examiner ces conclusions et de prendre les décisions correspondantes. Est-ce que vous êtes d'accord ?
Merci.
En ce qui concerne les propositions du Secrétariat national aux fédérations, je vais vous lire le texte que je soumets à votre vote.
"Le Comité directeur du Parti Socialiste du 13 septembre a approuvé les propositions du Secrétariat national aux fédérations suite à la Convention nationale des 28 et 29 juin du Pré Saint-Gervais concernant l'organisation du travail et des débats des Comités directeurs et Conventions nationales, la création sous la responsabilité du Secrétariat national aux fédérations d'un Bureau national des adhésions, la constitution d'un groupe de travail traitant de la déclaration de principe du Parti Socialiste et de dispositions devant être adoptées ou réécrites concernant le règlement intérieur du Parti, les conclusions de ce groupe, après appréciation portée par les organismes du Parti, devant être soumises au prochain Congres du Parti.
Concernant les fédérations, celles-ci auront à prendre des initiatives permettant de mobiliser nos adhérents, nos militants, nos élus.
Des réunions ouvertes aux sympathisants, aux représentants d'associations, aux syndicalistes, se tiendront au niveau départemental ou régional dans la proche période.

Fondation Jean-Jaurès

Les sections provoqueront, sous des formes diverses, des réunions locales ouvertes, elles aussi, aux sympathisants, aux militants associatifs et syndicaux.
Cette volonté d'ouverture répond à deux préoccupations majeures :

- faire coïncider de plus près la vie des sections avec la vie locale et associative ;
- et garder un contact permanent avec les sympathisants. "

Sur ce texte, y a-t-il des remarques ?
…
Il n'y en a pas ?
Alors, je le mets aux voix.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter lèvent la main.
Merci.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Merci.
Adopté à l'unanimité.
En ce qui concerne la Convention sur l'emploi, voici le texte qui vous est proposé.
"100 000 demandeurs d'emploi de plus en six mois. Jacques Chirac avait pourtant promis que le retour de la Droite au pouvoir, ce devait être la relance et le recul du chômage.
Le Parti Socialiste ne peut accepter cette situation et l'idée artificielle que veulent créer le RPR, l'UDF et le patronat selon laquelle on ne pourrait recréer de nouveaux emplois en France qu'en rendant plus précaires les emplois existants,
Le chômage touche tous les pays d'europe. Le vaincre n'est facile nulle part. Mais les Socialistes refusent la fatalité. Les marges de manœuvre existent, des gisements d'emplois nouveaux sont inexploités, le renforcement de notre appareil productif est indispensable.
Parti de débat, parti de proposition, le Parti Socialiste consacrera aux problèmes du travail et de l'emploi sa prochaine Convention nationale. Celle-ci se déroulera les 13 et 14 décembre prochain et sera préparée par une Commission émanant du Comité directeur. Un premier bilan des travaux de cette Commission sera fait à l'occasion d'un Comité directeur fin octobre début novembre.
Cette Convention doit être l'occasion d'un débat de fond largement ouvert vers l'extérieur - organisations syndicales, experts, associations, etc. - ainsi que sur le plan européen. Elle s'inscrit ainsi dans la perspective de mobilisation et de rassemblement que s'est donné le Parti Socialiste dans son dernier Congrès. Tout en répondant aux problèmes du moment elle constitue une étape importante de la réflexion collective du Parti Socialiste en vue de l'élaboration de sa future plateforme électorale."
En ce qui concerne la constitution de la Commission, il a été retenu qu'elle comprendrait 22 membres, avec une répartition qui correspond à la répartition habituelle des sensibilités, chacune des sensibilités étant amenée à faire des

Fondation Jean-Jaurès

propositions. Il vous est demandé également que la composition définitive de cette commission soit adoptée par le prochain Bureau exécutif.
Est-ce que vous êtes d'accord sur le texte ?

Françoise Seligmann - Sur le texte, deux petites choses.
La citation de Chirac n'est pas une vraie citation, alors il ne faudrait pas la mettre entre guillemets.

Le président - Dans ce cas-la, il faut mettre : avait promis que...

Françoise Seligmann - Deuxièmement, il me semble quand même que la phrase selon laquelle on pourrait retrouver de nouveaux emplois en France est un raccourci un peu brutal. Est-ce qu'on ne pourrait pas dire : "... Selon laquelle on ne pourrait recréer de nouveaux emplois en France qu'en faisant une politique qui rend plus précaires les emplois existants..." ?

Le président - Oui... Cela revient au même.

Jean-Paul Bachy - Moi, je n'ai pas d'objection.

Didier Motchane - Peut-être serait-il opportun d'indiquer ou de convenir que la commission des 22 membres, dont je comprends que ce sont des membres du Comité directeur...

Le président - C'est cela.

Didier Motchane - ... A la liberté de s'adjoindre le concours...

Georges Sarre - ... De quelques techniciens.

Le président - C'est prévu.

Jean Poperen - Quelques parlementaires, quelques membres de la CNE...

Jean-Paul Bachy - C'est pour cela qu'on transmet au bureau.

Le président - Voila, de manière que l'ensemble de ceux qui peuvent y participer soient adoptés au prochain bureau.

Georges Sarre - Dans le texte, il y a quelques formules que je ne trouve pas très habiles, en particulier qu'on dise, comme çà, tout de go, sans explication : des marges de manœuvre existent, des gisements aussi... Si, à la sortie, on demande aux rédacteurs où sont les gisements, ce sera quand même assez difficile à expliquer rapidement.
Je souhaiterais donc qu'il y ait une autre formule qui soit trouvée. On peut parler

Fondation Jean-Jaurès

d’une autre politique, on peut, comme me le souffle Louis Mermaz, dire que des gisements peuvent être crées, mais dire, comme ça, que des gisements existent... Même avec une poêle à frire on aurait du mal à les trouver !

Le président - Jean-Paul, qu’est-ce que tu proposes ?

Jean-Paul Bachy - Moi, je veux bien rechercher une formule, mais je dirai que j’ai compris tout à l’heure, notamment après l’intervention de Jean-Pierre, qu’il y avait effectivement d’énormes possibilités de re-création d’un certain nombre d’emplois, et qu’à la limite c’est presque pour tenir plus particulièrement compte de son intervention que j’ai inclus cette idée...
Si la formulation doit être un petit peu modifiée, je veux bien, je crois que l’essentiel est de marquer le refus par rapport à un statu-quo d’une situation de fatalité, que nous sommes, je crois, tous d’accord pour refuser.

Le président - Je crois que la remarque de Georges Sarre est juste, c’est trop ou trop peu, c’est-à-dire qu’ou bien on explique, ou bien alors on prend une formule plus générale...

Georges Sarre - Une autre politique...

Le président - Une autre politique, c’est possible.

Jean-Paul Bachy - Ok.

Marcel Debarge - Moi, je dis qu’il faut faire très attention à ne pas être "piégés" et à ne pas faire redite avec un certain nombre de conceptions qui étaient les nôtres dans le temps. Cela pourrait nous porter préjudice, alors, méfions-nous de ce qui s’est passé pendant cinq ans, méfions-nous des phrases qui... Etc.
D’autre part, faisons attention dans notre formulation, parce qu’on n’a peut-être pas eu le temps d’évoquer le problème des "petits boulots", mais personnellement sur cette affaire-là j’ai une position très contre. Il faut trouver des formules dont on n’a pas le temps de débattre maintenant, mais qui permettent quand même de s’en sortir.

Le président - Après tout, cette résolution n’est faite que pour annoncer la Convention sur l’emploi, elle n’est pas faite pour se prononcer sur le fond...

Jean Poperen - On ne peut pas conclure ce soir.

Le président - Justement. Alors, je me demande si on ne peut pas se limiter à la formule : ... "le chômage touche tous les pays d’Europe. Le vaincre n’est facile nulle part, mais les Socialistes refusent la fatalité. Parti de débat, parti de proposition, le Parti Socialiste consacrera, etc."
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean Jaurès

Merci.
Alors, sous cette forme, vous êtes d'accord ave le texte ?
Que ceux qui sont d'accord lèvent la main.
...
Merci.
Avis contraires ? Il n'y en a pas.
Donc, la Commission sera constituée au prochain Bureau exécutif.
La séance est levée.

Daniel Vaillant - Claude, il y avait le problème de l'invité qu'il fallait soumettre au Comité directeur.

Le président - Oui, en effet... S'il vous plaît, encore une seconde, pour une information que vous donne Daniel Vaillant.

Daniel Vaillant - Le Premier secrétaire, lors d'un Bureau exécutif, avait fait état d'un certain nombre d'adhésions individuelles ou plus exactement de demandes d'adhésions individuelles venant de ce qu'il faut appeler la convergence Socialiste ; je ne vais pas ici développer ce point ; c'est cette mouvance d'un certain nombre de jeunes qui veulent rejoindre le Parti Socialiste. Le Bureau exécutif avait entendu une proposition visant à ce que ces camarades qui vont, encore une fois, adhérer individuellement au Parti, puissent bénéficier jusqu'au prochain Congrès disons d'une invitation à caractère permanent d'un invité pour assister à nos travaux du Comité directeur.
Formellement, je crois que le Comité directeur devrait se prononcer sur le principe de ces invités, sachant qu'une délégation les a reçus et qu'à priori, il n'y avait pas de difficultés majeures.

Le président - Vous êtes d'accord ?
Pas d'objections ?
D'accord.
Merci.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès